

Les états financiers

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

RAPPORT DU GESTIONNAIRE

Conformément au contrat de gestion intervenu entre la Société d'habitation du Québec et Immobilière SHQ, les états financiers de Immobilière SHQ ont été dressés par la direction de la Société d'habitation du Québec qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité des données, notamment des estimations et des jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel concordent avec l'information donnée dans « la situation financière et les états financiers ».

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction de la Société d'habitation du Québec maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. Le gestionnaire procède à des vérifications périodiques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme.

Immobilière SHQ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. Le conseil d'administration de celle-ci surveille la façon dont la direction de la Société d'habitation du Québec s'acquitte

des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, rencontre cette dernière ainsi que le vérificateur général, examine les états financiers et les approuve.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de Immobilière SHQ de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Aussi, je suis en mesure de confirmer que la Société d'habitation du Québec a rempli adéquatement toutes les obligations et tous les engagements prévus au contrat de gestion.

Le président-directeur général,
Société d'habitation du Québec



William John MacKay

Québec, le 27 mai 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au ministre des Finances

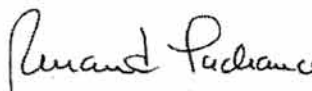
J'ai vérifié le bilan de Immobilière SHQ au 31 décembre 2009 ainsi que les états des résultats, du déficit cumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à Immobilière SHQ. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de Immobilière SHQ au 31 décembre 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général

(L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des changements apportés par l'adoption des normes comptables pour le secteur public et expliqués à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 FCA auditeur
Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 27 mai 2010

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009 (en milliers de dollars)

	NOTES	2009	2008 (Note 3)
PRODUITS			
Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles	14	162 401	167 272
Intérêts et autres	14	28 785	30 132
Gain sur disposition d'immeubles		52	84
		191 238	197 488
CHARGES			
Intérêts		116 249	131 885
Amortissement		81 452	76 245
Remise aux organismes du gain ou du produit sur disposition d'immeubles	4	56	113
Frais d'administration	14	685	656
		198 442	208 899
DÉFICIT DE L'EXERCICE		7 204	11 411

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

DÉFICIT CUMULÉ

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009 (en milliers de dollars)

	NOTES	2009	2008 (Note 3)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT			
Solde déjà établi		68 033	59 208
Retraitement			
Adoption des normes comptables pour le secteur public	3	(308 562)	(288 326)
Solde retraité		(240 529)	(229 118)
DÉFICIT DE L'EXERCICE		(7 204)	(11 411)
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN	5	(247 733)	(240 529)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2009 (en milliers de dollars)

	NOTES	2009	2008 (Note 3)
ACTIF			
Immeubles	6	1 348 882	1 312 814
Prêts	7,14	358 680	375 326
Avances temporaires	8	45 116	5 914
Placements	9	6 525	8 390
Intérêts courus sur prêts et autres	14	5 687	6 154
Créances	14	25 927	27 900
Trésorerie		6 898	4 121
		1 797 715	1 740 619
PASSIF			
Dette à long terme	10	1 734 895	1 824 766
Emprunts temporaires	11,14	141 113	46 181
Emprunts temporaires pour améliorations majeures	12	110 381	48 074
Subventions reportées			
Société canadienne d'hypothèques et de logement		3 703	3 858
Gouvernement du Québec		16	19
Offices d'habitation		6 279	6 455
Intérêts courus sur dette et emprunts temporaires	14	35 455	38 201
Charges à payer		76	64
		2 031 918	1 967 618
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE			
Capital-actions	13	13 530	13 530
Déficit cumulé	5	(247 733)	(240 529)
		(234 203)	(226 999)
		1 797 715	1 740 619

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

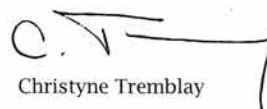
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le président,



Roger Dionne

La vice-présidente,



Christyne Tremblay

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009 (en milliers de dollars)

	2009	2008
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrées de fonds - organismes	164 374	170 396
Sorties de fonds - frais d'administration	(673)	(705)
Sorties de fonds - organismes	(56)	(113)
Intérêts reçus	28 918	29 707
Intérêts payés	(118 995)	(135 350)
	73 568	63 935
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Encaissement sur placements	1 865	-
Encaissement sur prêts	16 646	13 504
Avances temporaires	(39 202)	(5 914)
Produit de disposition d'immeubles	257	266
Acquisition d'immeubles	(117 725)	(88 304)
	(138 159)	(80 448)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dette à long terme	30 538	111 950
Remboursement sur dette à long terme	(120 409)	(191 268)
Emprunts temporaires	94 932	46 181
Emprunts temporaires pour améliorations majeures	62 307	48 074
	67 368	14 937
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 777	(1 576)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	4 121	5 612
Redressement du reclassement à long terme des papiers commerciaux adossés à des actifs de l'exercice précédent	-	85
TRÉSORERIE À LA FIN	6 898	4 121

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2009 (les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Immobilière SHQ, personne morale à fonds social, mandataire de l'État, constituée par la Loi sur Immobilière SHQ (L.R.Q., chapitre I-0.3), a pour mission :

- d'acquérir, avec les droits et obligations qui s'y rapportent, des immeubles d'habitation, notamment les immeubles appartenant à la Société d'habitation du Québec, et, moyennant contrepartie, de mettre ces immeubles à la disposition des offices d'habitation ou d'autres organismes sans but lucratif en vue de leur exploitation;
- d'acquérir les droits et obligations découlant de prêts consentis par la Société d'habitation du Québec à des offices d'habitation ou à d'autres organismes sans but lucratif.

Immobilière SHQ a confié à la Société d'habitation du Québec, personne morale constituée par loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-8), le mandat d'administrer, moyennant considération, ses biens et les obligations qui en découlent ainsi que le mandat de pourvoir à la gestion des affaires courantes afférentes à ces biens.

En mars 2010, le gouvernement a annoncé l'abolition de Immobilière SHQ et l'intégration de ses activités à la Société d'habitation du Québec. Un projet de loi omnibus devrait être déposé d'ici la fin de l'année 2010-2011 pour donner suite à cette décision.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de Immobilière SHQ, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction de la Société d'habitation du Québec ait

recours à des estimations et à des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation est la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la moins-value durable des placements. Les montants présentés et l'information fournie dans les notes sont établis à partir des meilleures estimations de la direction de la Société d'habitation du Québec.

Aux fins de la préparation de ses états financiers, Immobilière SHQ utilise prioritairement depuis le 1^{er} janvier 2009 le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Auparavant, Immobilière SHQ utilisait le Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur privé. La note 3 reflète l'impact de ce changement.

IMMEUBLES

Les immeubles sont comptabilisés au coût.

Les bâtiments sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire de manière à amortir complètement le coût des bâtiments sur des périodes variant de 35 à 40 ans.

Les améliorations majeures sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire pour une période de 20 ans.

PLACEMENTS

Les placements sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué de toute moins-value durable.

SUBVENTIONS REPORTÉES

Les subventions reportées relatives aux bâtiments sont virées aux résultats au compte « Intérêts et autres » selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période variant de 35 ou 40 ans, soit en fonction des immeubles auxquels elles se rapportent.

Charge d'amortissement	22 507
Déficit de l'exercice	22 507
Immeubles / Bâtiments - Amortissement cumulé	(312 007)
Excédent cumulé au début	(289 500)
Déficit cumulé à la fin	312 007

3. MODIFICATIONS COMPTABLES
**ADOPTION DU MANUEL DE COMPTABILITÉ
DE L'INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉÉS
(ICCA) POUR LE SECTEUR PUBLIC**

Depuis le 1^{er} janvier 2009, les états financiers sont établis selon le Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public. Auparavant, ils étaient établis selon le Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur privé. Les états financiers comparatifs ont été retraités pour refléter l'application des normes pour le secteur public. Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous.

SUBVENTIONS REPORTÉES

Les subventions reportées relatives aux bâtiments sont dorénavant constatées aux résultats sur la base de la méthode de l'amortissement linéaire, soit en fonction des immeubles auxquels elles se rapportent, alors qu'auparavant elles étaient constatées sur la base de la méthode de l'amortissement à intérêts composés. L'effet de cette modification comptable a été comptabilisé rétroactivement aux exercices antérieurs. Pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2008, ceci a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

IMMEUBLES

La constatation aux résultats du coût des immobilisations est dorénavant effectuée sur la base de la méthode de l'amortissement linéaire, alors qu'auparavant elle se faisait sur la base de la méthode de l'amortissement à intérêts composés. Pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2008, ceci a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

Intérêts et autres	228
Déficit de l'exercice	(228)
Subventions reportées - Société canadienne d'hypothèques et de logement	(927)
Subventions reportées - Gouvernement du Québec	(6)
Subventions reportées - Offices d'habitation	(469)
Excédent cumulé au début	1 174
Déficit cumulé à la fin	(1 402)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Selon les normes comptables actuelles de l'ICCA pour le secteur public, aucune norme spécifique n'existe quant aux instruments financiers. L'information auparavant présentée à leur égard est donc retirée. Par conséquent, les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) de tiers sont dorénavant comptabilisés sur la base du coût d'acquisition diminué de toute moins-value durable, alors qu'auparavant ils étaient comptabilisés sur la base de la juste valeur. Pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2008, ceci a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

Moins-value non matérialisée sur les placements	(2 043)
Déficit de l'exercice	(2 043)
Placements	2 043
Déficit cumulé à la fin	(2 043)

4. REMISE AUX ORGANISMES DU GAIN OU DU PRODUIT SUR DISPOSITION D'IMMEUBLES

Tel que stipulé dans les accords de mise en oeuvre concernant le programme d'aide au logement social, intervenus entre la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Immobilière SHQ remet les gains ou les produits sur disposition d'immeubles se rapportant à ce programme aux partenaires, en proportion de leurs parts dans les dépenses budgétaires pour ce programme, via les organismes subventionnés.

5. DÉFICIT CUMULÉ

Depuis le 1^{er} janvier 2009, les états financiers de Immobilière SHQ sont établis selon le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. Dans le but de se conformer à ce référentiel comptable, Immobilière SHQ a modifié la méthode d'amortissement des bâtiments ainsi que celle des subventions reportées y afférent. Les bâtiments et les subventions reportées sont dorénavant amortis linéairement sur une période de 35 ou 40 ans (voir note 3).

Ce changement de méthode d'amortissement, appliqué rétroactivement, a résulté en la constatation au bilan d'un déficit cumulé plutôt qu'un excédent cumulé. En effet, la charge d'amortissement est linéaire alors que les produits générés par la facturation (partie en capital de la dette) aux offices municipaux d'habitation sont progressifs sur la durée de l'emprunt, causant ainsi des déficits dans les résultats au cours des premiers exercices et des excédents par la suite. Immobilière SHQ facture ses produits de contrepartie en vertu du Règlement sur la contrepartie exigible des offices municipaux d'habitation et des autres organismes sans but lucratif pour l'utilisation des immeubles de Immobilière SHQ. Cette contrepartie est égale au montant, en capital, intérêts, frais et accessoires, de tout emprunt contracté pour financer l'acquisition, la construction ou la rénovation d'un immeuble.

Au cours des prochains exercices, le déficit cumulé se résorbera au fur et à mesure de la hausse des produits de contrepartie pour la partie en capital de la dette comparativement à la charge fixe d'amortissement. Ainsi, au terme de la période d'amortissement (35 ou 40 ans), l'impact financier dû au changement de méthode d'amortissement sera nul.

6. IMMEUBLES

	2009		
	Coût	Amortissement Cumulé	Net
Terrains*	101 337	-	101 337
Bâtiments**	1 790 055	738 915	1 051 140
Améliorations majeures***	206 029	9 624	196 405
	2 097 421	748 539	1 348 882

	2008		
	Coût	Amortissement Cumulé	Net
Terrains*	101 542	-	101 542
Bâtiments**	1 790 378	665 202	1 125 176
Améliorations majeures***	88 304	2 208	86 096
	1 980 224	667 410	1 312 814

* Immobilière SHQ détient des terrains en qualité de superficière, d'une durée illimitée, pour un montant de 33,7 millions de dollars. Le tréfonds de ces terrains appartient à la Ville de Montréal.

** Des bâtiments ayant une valeur comptable de 98,5 millions de dollars au 31 décembre 2009 (2008 : 106,6 millions de dollars), sont érigés sur des terrains que Immobilière SHQ détient en qualité d'emphytéote. Les emphytéoses viennent à échéance entre 2025 et 2042. Les rentes annuelles sont assumées par les offices d'habitation et sont incluses dans leur déficit d'exploitation.

*** Des améliorations majeures ayant une valeur comptable de 13 millions de dollars au 31 décembre 2009 (2008 : 7,4 millions de dollars) ont été apportées à des bâtiments qui sont érigés sur des terrains que Immobilière SHQ détient en qualité d'emphytéote. Les emphytéoses viennent à échéance entre 2025 et 2042. Les rentes annuelles sont assumées par les offices d'habitation et sont incluses dans leur déficit d'exploitation.

7. PRÊTS

2009

2008

Taux d'intérêt fixe échéant

	de 2010 à 2019	de 2020 à 2024	de 2025 à 2030	Total	Total
Prêts garantis par hypothèques immobilières remboursables par mensualités ou annuités au taux d'intérêt de :					
6,875 %	6 123	47 641	-	53 764	58 273
7,000 % à 7,500 %	-	44 876	13 650	58 526	61 634
7,625 % à 7,875 %	78	87 757	46 769	134 604	139 880
8,000 % à 8,625 %	-	29 678	71 108	100 786	103 952
10,500 % à 15,125 %	1 241	-	177	1 418	1 550
	7 442	209 952	131 704	349 098	365 289
Prêts non garantis remboursables par mensualités au taux d'intérêt de :					
2,960 % (2008 : 5,050 %)	-	135	-	135	145
6,875 %	-	6 850	-	6 850	7 244
8,000 %	-	-	2 597	2 597	2 648
	-	6 985	2 597	9 582	10 037
	7 442	216 937	134 301	358 680	375 326

Le montant des encaissements à recevoir au cours
des prochains exercices sur les prêts se détaille
comme suit :

2010	15 506
2011	16 718
2012	18 026
2013	19 439
2014	20 886
	90 575
2015 à 2019	130 618
2020 à 2024	111 619
2025 à 2029	25 847
2030	21
Total	358 680

8. AVANCES TEMPORAIRES

Immobilière SHQ a effectué des avances temporaires
aux offices d'habitation pour des améliorations
majeures capitalisables qui ont été effectuées au
cours des exercices 2008 et 2009 sur des immeubles
appartenant aux offices d'habitation.

Ces avances temporaires sans modalités de
remboursement sont consenties au taux d'intérêt
fixe variant de 0,444 % à 2,150 %.

9. PLACEMENTS**Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) de tiers**

Depuis le 13 août 2007, Immobilière SHQ détenait
des placements dans le marché canadien du papier
commercial adossé à des actifs (PCAA) non garantis
par des banques.

Le 23 décembre 2007, le Comité pancanadien des investisseurs approuvait une proposition d'entente visant à restructurer les séries liées au PCAA émises par 20 fiducies.

Le 25 avril 2008, les détenteurs de PCAA ont voté en faveur du plan de restructuration. La mise en oeuvre de celui-ci a été finalisée le 21 janvier 2009.

Conformément au plan de restructuration, le PCAA concerné a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable à plus long terme assortis d'échéances conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents. Le plan prévoit aussi, dans certains cas, le regroupement de certains actifs de même que la création de nouvelles facilités de financement de marge pour soutenir tout appel de garantie qui pourrait se produire.

Les séries du PCAA concerné, soutenues en totalité ou en partie par des actifs synthétiques, ont été regroupées dans les véhicules d'actifs cadres (1 et 2) suivants :

- le véhicule d'actifs cadre 1 (VAC1) est un véhicule formé pour les investisseurs qui ont choisi d'engager leur part proportionnelle d'une facilité de financement de marge associée à leurs actifs sous-jacents;
- le véhicule d'actifs cadre 2 (VAC2) est un véhicule formé pour les investisseurs qui ont choisi d'engager moins que leur part proportionnelle d'une facilité de financement de marge (ou aucune part), auquel cas la portion restante sera financée par des tiers.

Les facilités de financement de marge dans VAC1 et VAC2 sont fournies par divers prêteurs. Ces facilités sont conçues pour réduire le risque que les nouveaux véhicules ne soient pas en mesure de faire face à des appels de marge si des circonstances futures en justifiaient la nécessité. De plus, un moratoire empêche les appels de marge pendant une période de 18 mois.

Relativement à la contribution d'actifs soutenus par la facilité de financement de marge pour les VAC1 et VAC2, les investisseurs ont reçu une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C assortis d'une échéance prévue jusqu'en juillet 2056. Les actifs inadmissibles dans VAC1 et VAC2 ont été séparés et les porteurs de billets détenant des séries de PCAA garanties en partie par des actifs inadmissibles ont reçu des billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI) qui reflètent le rendement de l'actif individuel sous-jacent.

Un véhicule formé, mettant en silo chaque série garantie exclusivement par des actifs traditionnels ou des actifs inadmissibles à 100 %, a été créé sous le nom de véhicule d'actifs cadre 3 (VAC3). Deux principales catégories de billets sont créées dans VAC3 : les billets reflète pour les actifs traditionnels (AT) et les billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI). Tous les billets sont liés au rendement net et aux échéances de leurs actifs sous-jacents respectifs.

Conformément au plan de restructuration finalisé le 21 janvier 2009, les PCAA que Immobilière SHQ avait à cette date ont été substitués contre les titres suivants :

Catégorie	Valeur nominale
PCAA inclus dans le plan de restructuration :	
VAC2	
Catégorie A-1	3 712
Catégorie A-2	352
Catégorie B	64
Catégorie C	128
VAC3	
Billets reflète pour actifs traditionnels	4 380
Billets reflète pour actifs inadmissibles	579
	9 215

Les billets de catégories A-1, A-2 et B portent intérêt au taux des acceptations bancaires moins 0,500 %. L'intérêt sur les billets de catégorie B est cumulatif et est payable seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1 et A-2 auront été réglés intégralement. Les billets de catégorie C portent intérêt au taux des acceptations bancaires plus 20 %. Ces intérêts sont cumulatifs et payables seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1, A-2 et B auront été réglés intégralement.

Quant aux billets reflète pour actifs traditionnels et inadmissibles, ils portent intérêt à un taux qui sera rajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents.

Au 31 décembre 2009, Immobilière SHQ détenait des BTAA d'une valeur nominale de 7,4 millions de dollars émis par des tiers et dont la valeur nette était de 6,5 millions de dollars.

Catégorie	
VAC2	
Catégorie A-1	3 702
Catégorie A-2	352
Catégorie B	64
Catégorie C	128
VAC3	
Billets reflète pour actifs traditionnels	2 594
Billets reflète pour actifs inadmissibles	510
Valeur nominale	7 350
Moins-value	825
Valeur nette	6 525

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de BTAA inclus dans le plan, la direction a estimé le montant de BTAA qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur la valeur nominale. Elle est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 décembre 2009 en fonction de l'information disponible à ce jour. La moins-value est estimée selon une technique d'évaluation tenant compte de la qualité du crédit des actifs sous-jacents, de certaines hypothèses et probabilités. Elle tient compte également de la séquence de subordination imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes jusqu'à concurrence de leur valeur nominale de façon à immuniser les tranches supérieures. En raison de la structure en cascade, ce sont les billets C et B qui absorbent les plus grandes baisses de valeur.

En décembre 2008, DBRS a émis la cote A aux billets A-1 et A-2, mais n'a pas fourni de notation de crédit pour les billets B et C. Le 11 août 2009, DBRS a décoté les billets de catégorie A-2 de VAC2, faisant passer la notation de A à BBB (faible) avec la mention « sous surveillance avec implication négative ».

Immobilière SHQ considère que les BTAA n'ont pas subi de moins-value durable durant l'exercice se terminant le 31 décembre 2009.

Au 31 décembre 2008, les PCAA détenus (avant la restructuration du 21 janvier 2009) avaient une valeur nominale de 9,2 millions de dollars pour une valeur nette de 8,4 millions de dollars.

10. DETTE À LONG TERME

	2009		2008
	Taux d'intérêt fixe échéant		
	de 2010 à 2017	de 2019 à 2032	Total
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT (SCHL)			
Obligations			
remboursables par versements mensuels - 1,820 % à 6,240 %	* 760 672	-	760 672
remboursables par versements annuels ou semestriels et rachetables par anticipation - 6,875 % à 11,000 %	-	305 060	305 060
remboursables par versements annuels - 5,944 %	667	275 738	276 405
Emprunt garanti par hypothèque immobilière remboursable par versements mensuels - 7,875 %	-	486	486
	761 339	581 284	1 342 623
AUTRES			
Obligations			
remboursables par versements annuels et assurées par la SCHL -8,950 % à 11,375 %	* 392 272	-	392 272
Emprunt à terme			
remboursable par versements mensuels -5,050 %	-	-	146
	392 272	-	392 272
	1 153 611	581 284	1 734 895
			1 824 766

* À l'échéance, le solde de ces dettes à long terme sera refinancé.

En assumant que les refinancements seraient réalisés à l'échéance aux mêmes conditions que celles qui prévalaient au 31 décembre 2009, le montant des versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices sur la dette à long terme se détaille comme suit :

2010	89 204
2011	94 159
2012	98 186
2013	103 445
2014	108 688
	493 682
2015 à 2019	527 348
2020 à 2024	480 091
2025 à 2029	221 465
2030 à 2032	12 309
Total	1 734 895

11. EMPRUNTS TEMPORAIRES

Immobilière SHQ est autorisée par le conseil d'administration à effectuer des emprunts temporaires auprès d'institutions financières et du Fonds de financement du gouvernement du Québec, entité sous contrôle commun, jusqu'à un maximum de 500 millions de dollars.

Tout emprunt contracté en vertu de cette autorisation porte intérêt au taux fixe négocié au moment de l'emprunt. Le taux au 31 décembre 2009 est de 0,456 %.

12. EMPRUNTS TEMPORAIRES POUR AMÉLIORATIONS MAJEURES

Ces emprunts couvrent le financement assuré temporairement par les offices d'habitation à même les sommes reçues de la Société d'habitation du Québec pour effectuer des améliorations majeures capitalisables sur des immeubles appartenant à Immobilière SHQ.

Ces emprunts portent intérêt à des taux variant de 0,444 % à 2,150 %.

13. CAPITAL-ACTIONS

Les actions de Immobilière SHQ sont détenues par le ministre des Finances.

	2009	2008
Autorisé		
150 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé		
135 300 actions	13 530	13 530

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Immobilière SHQ est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec ou encore apparentée par les membres de la direction de la Société d'habitation du Québec. Immobilière SHQ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Les opérations de l'exercice avec ces apparentés ainsi que les soldes qui en résultent aux états financiers en fin d'exercice sont mesurés à la valeur d'échange et se chiffrent à :

	2009	2008
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC		
Frais d'administration	671	642
Charges à payer	19	8
SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE SHQ		
Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles	2 264	2 376
Créances	252	264
CORPORATION D'HÉBERGEMENT DU QUÉBEC		
Intérêts et autres	2 314	2 436
Prêts	28 932	31 415
Intérêts courus sur prêts et autres	1 088	1 176
ORGANISMES DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX		
Intérêts et autres	5 889	6 130
Prêts	74 654	78 983
Intérêts courus sur prêts et autres	2 793	2 952
ORGANISMES DU RÉSEAU DE L'ÉDUCATION		
Contrepartie exigible des organismes pour l'utilisation des immeubles	709	718
Intérêts et autres	862	901
Prêts	11 527	12 085
Intérêts courus sur prêts et autres	70	74
Créances	353	358
FONDS DE FINANCEMENT		
Emprunts temporaires	141 113	46 181
Intérêts courus sur dette et emprunts temporaires	55	71
Intérêts capitalisés aux immeubles	221	155
Intérêts capitalisés aux avances temporaires	44	23

15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

Rapport de la direction

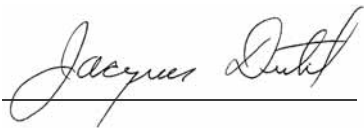
Les états financiers d'Infrastructure Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Infrastructure Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers d'Infrastructure Québec, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Jacques Dutil
Le directeur de l'administration



Normand Bergeron
Le président-directeur général

Québec, le 31 mai 2010

Rapport du vérificateur

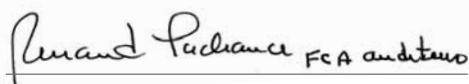
À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié le bilan d'Infrastructure Québec au 31 mars 2010 et l'état des résultats et de l'excédent cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction d'Infrastructure Québec. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière d'Infrastructure Québec au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des changements apportés par l'adoption des normes comptables du secteur public et expliqués à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 31 mai 2010

INFRASTRUCTURE QUÉBEC **RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ** **DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009 (note 12)
PRODUITS		
Honoraires - Clients apparentés (note 10)	10 656 982 \$	13 650 254 \$
Entente avec le Secrétariat du Conseil du trésor	1 500 000	1 500 000
	12 156 982	15 150 254
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	5 081 835	4 780 615
Services professionnels, administratifs et consultants externes	5 636 701	8 792 902
Loyer	512 593	495 299
Déplacements et représentation	169 313	210 299
Communication	110 007	114 764
Assurances	36 875	34 873
Fournitures et approvisionnement	99 400	127 117
Amortissement des immobilisations corporelles	267 499	228 306
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	1 806	-
Intérêts sur la dette à long terme	9 516	13 507
Intérêts et frais bancaires	2 877	10 603
	11 928 422	14 808 285
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	228 560	341 969
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	1 275 000	933 031
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN (note 9)	1 503 560 \$	1 275 000 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INFRASTRUCTURE QUÉBEC **BILAN** **AU 31 MARS 2010**

	2010	2009 (note 12)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 079 469 \$	824 020 \$
Créances (note 4)	2 229 006	2 811 694
Travaux en cours (note 4)	571 601	1 280 612
Frais payés d'avance	38 685	29 635
	3 918 761	4 945 961
Immobilisations corporelles (note 5)	491 576	613 154
	4 410 337 \$	5 559 115 \$
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	2 342 020 \$	3 534 872 \$
Portion court terme de la dette à long terme (note 7)	95 995	120 032
Provision pour vacances (note 8)	123 502	193 753
	2 561 517	3 848 657
Provision pour congés de maladie (note 8)	287 159	265 027
Dette à long terme (note 7)	58 101	170 431
	2 906 777	4 284 115
EXCÉDENT CUMULÉ	1 503 560	1 275 000
	4 410 337 \$	5 559 115 \$

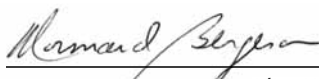
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Engagements (note 11)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



HÉLÈNE F. FORTIN, PRÉSIDENTE



NORMAND BERGERON, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

INFRASTRUCTURE QUÉBEC **FLUX DE TRÉSORERIE** **DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009 (note 12)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	228 560 \$	341 969 \$
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	267 499	228 306
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	1 806	-
	497 865	570 275
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation		
Créances	582 688	258 161
Travaux en cours	709 011	413 321
Frais payés d'avance	(9 050)	2 705
Charges à payer et frais courus	(1 192 852)	350 071
Provision pour vacances	(70 251)	35 629
Provision pour congés de maladie	22 132	41 399
	41 678	1 101 286
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	539 543	1 671 561
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(168 371)	(281 362)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(168 371)	(281 362)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunt au Fonds de financement	150 000	1 605 000
Remboursement de l'emprunt au Fonds de financement	(150 000)	(2 430 000)
Dette à long terme	-	115 329
Remboursement de la dette à long terme	(115 723)	(107 570)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(115 723)	(817 241)
AUGMENTATION DE L'ENCAISSE	255 449	572 958
ENCAISSE AU DÉBUT	824 020	251 062
ENCAISSE À LA FIN	1 079 469 \$	824 020 \$

Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 9 573 \$.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2010

1. CONSTITUTION ET OBJET

La *Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec* (L.R.Q., A-7.002) a été abrogée le 17 mars 2010 par l'adoption de la *Loi sur l'Infrastructure Québec* (L.R.Q. c. I-8.2). Infrastructure Québec (ci-après «l'Organisme») est alors substitué à l'Agence des partenariats public-privé du Québec (ci-après «l'Agence») et en acquiert les droits et en assume les obligations. Les affaires de l'Agence étant continuées par Infrastructure Québec, les opérations de l'Agence sont devenues, au 17 mars 2010, celles de l'Organisme.

L'Organisme est une personne morale au sens du Code civil et est institué en vertu de l'article 1 de sa loi constitutive.

L'Organisme a pour mission, d'une part, de contribuer à la planification et à la réalisation des projets d'infrastructure des organismes publics avec comme objectif d'obtenir des infrastructures de qualité en plus d'assurer une gestion optimale des risques, des coûts et des échéanciers et, d'autre part, de collaborer à la planification de l'entretien de ces infrastructures, le tout dans une perspective de saine administration des deniers publics.

En vertu de l'article 2 de sa loi constitutive, l'Organisme est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Organisme utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Organisme par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celui-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi qu'à l'égard de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations et les provisions pour vacances et congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Constatation des produits

Les produits d'honoraires des clients sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux.

En ce qui concerne la refacturation des frais de consultants externes, l'Organisme constate un produit équivalent à la charge facturée par ces consultants externes. Quant aux honoraires directs facturés par l'Organisme, ceux-ci sont évalués selon les heures travaillées et les débours effectués.

Les autres produits sont constatés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que le service a été rendu, que son prix est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Travaux en cours

Les travaux en cours représentent l'excédent des coûts engagés et une certaine marge bénéficiaire, le cas échéant, pour des contrats en cours sur les montants facturés.

INFRASTRUCTURE QUÉBEC NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 MARS 2010

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties sur leur durée de vie utile prévue, selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Améliorations locatives	5 ans
Mobilier et équipement de bureau	5 ans
Équipement informatique et logiciels	3 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Organisme de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Provision pour vacances et congés de maladie

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque l'Organisme estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant.

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'Organisme ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. MODIFICATIONS DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Depuis le 1^{er} avril 2009, les états financiers sont établis en utilisant le *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public*. Auparavant, le *Manuel de l'ICCA pour le secteur privé* était utilisé. Ce changement n'a eu aucune incidence sur les résultats et l'excédent cumulé de l'Organisme.

Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous.

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables du secteur public. Cette modification n'a aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs.

Immobilisations

Les développements informatiques et les logiciels d'application sont maintenant présentés dans le poste « Immobilisations corporelles » plutôt que dans le poste « Actifs incorporels ». De plus, le matériel informatique et les logiciels d'exploitation qui sont liés à des développements informatiques figurent maintenant dans la catégorie « Équipement informatique et logiciels ».

INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2010

4. CRÉANCES ET TRAVAUX EN COURS

	2010		
	Créances	Travaux en cours	Total
Ministère de la Santé et des Services sociaux	1 923 693 \$	538 074 \$	2 461 767 \$
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	9 835	112	9 947
Ministère de la Sécurité publique	85 956	5 507	91 463
Ministère des Transports	20 224	17 611	37 835
Agence métropolitaine de transport	39 298	-	39 298
Autres organismes	-	10 297	10 297
	2 079 006	571 601	2 650 607
Entente avec le Secrétariat du Conseil du trésor	150 000	-	150 000
	2 229 006 \$	571 601 \$	2 800 607 \$

	2009		
	Créances	Travaux en cours	Total
Ministère de la Santé et des Services sociaux	1 955 883 \$	915 353 \$	2 871 236 \$
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	337 018	253 823	590 841
Ministère de la Sécurité publique	2 325	-	2 325
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	205 013	104 399	309 412
Ministère des Transports	161 455	7 037	168 492
	2 661 694	1 280 612	3 942 306
Entente avec le Secrétariat du Conseil du trésor	150 000	-	150 000
	2 811 694 \$	1 280 612 \$	4 092 306 \$

INFRASTRUCTURE QUÉBEC **NOTES COMPLÉMENTAIRES** **31 MARS 2010**

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Améliorations locatives	594 891 \$	406 824 \$	188 067 \$
Mobilier et équipement de bureau	220 043	128 682	91 361
Équipement informatique et logiciels	501 112	288 964	212 148
	1 316 046 \$	824 470 \$	491 576 \$

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Améliorations locatives	613 506 \$	289 776 \$	323 730 \$
Mobilier et équipement de bureau	200 885	85 007	115 878
Équipement informatique et logiciels	368 529	194 983	173 546
	1 182 920 \$	569 766 \$	613 154 \$

Une réévaluation de 20 644 \$ a été comptabilisée aux améliorations locatives suite à une diminution des coûts des travaux d'aménagement des bureaux de Montréal. Cette diminution n'a eu aucune incidence sur les flux de trésorerie. La contrepartie a été comptabilisée en diminution de la dette à long terme correspondante.

Au cours de l'exercice, l'Organisme a procédé à l'acquisition d'un nouveau logiciel de comptabilité intégré. Au 31 mars 2010, 74 834 \$ ont été encourus. Le logiciel n'a pas été amorti puisqu'il n'est pas entièrement fonctionnel.

6. EMPRUNT AU FONDS DE FINANCEMENT

Le gouvernement du Québec a autorisé, en vertu des décrets 619-2008 et 620-2008, l'Organisme à contracter une marge de crédit d'un montant autorisé de 3 000 000 \$. L'Organisme ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, contracter un emprunt qui porte au-delà de 1 000 000 \$ le total de ses emprunts. Cette marge de crédit vient à échéance le 30 juin 2011 et porte intérêt au taux moyen des acceptations bancaires plus une prime de 0,30 %. Au 31 mars 2010, le solde de cette marge est nul.

INFRASTRUCTURE QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2010

7. DETTE À LONG TERME

Ententes d'occupation auprès de la Société immobilière du Québec

	2010	2009
Au taux fixe de 4,69 %, remboursable par versements mensuels de 3 471 \$, échéant le 31 octobre 2010	23 923 \$	63 444 \$
Au taux fixe de 4,70 %, remboursable par versements mensuels de 3 278 \$, échéant le 31 mars 2011	38 357	74 957
Au taux fixe de 4,70 %, remboursable par versements mensuels de 1 377 \$, échéant le 31 octobre 2011	25 169	40 128
Au taux fixe de 4,28 %, remboursable par versements mensuels de 1 711 \$, échéant le 30 septembre 2013	66 647	104 873
Emprunt remboursé au cours de l'exercice	-	7 061
	154 096	290 463
Portion court terme de la dette à long terme	95 995	120 032
	58 101 \$	170 431 \$
Les versements en capital à effectuer au cours des quatre prochains exercices se détaillent comme suit :		
	2011	95 995 \$
	2012	28 315
	2013	19 645
	2014	10 141
		154 096 \$

INFRASTRUCTURE QUÉBEC NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 MARS 2010

8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Organisme participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite ou au décès.

Les cotisations de l'Organisme imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 262 790 \$ (234 553 \$ en 2009). Les obligations de l'Organisme envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour vacances et congés de maladie

	2010		
	Vacances	Maladie	Total
Solde au 31 mars 2009	193 753 \$	265 027 \$	458 780 \$
Charge de l'exercice	376 350	75 577	451 927
Prestations versées au cours de l'exercice	(446 601)	(53 445)	(500 046)
Solde au 31 mars 2010	123 502 \$	287 159 \$	410 661 \$

	2009		
	Vacances	Maladie	Total
Solde au 31 mars 2008	158 124 \$	223 628 \$	381 752 \$
Charge de l'exercice	361 129	76 929	438 058
Prestations versées au cours de l'exercice	(325 500)	(35 530)	(361 030)
Solde au 31 mars 2009	193 753 \$	265 027 \$	458 780 \$

Description

L'Organisme dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Organisme.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Organisme. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

INFRASTRUCTURE QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2010

8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010 :

Taux d'indexation	2,50 % à 3,85 % (2009 : 3,10 % à 4,35 %)
Taux d'actualisation (taux des obligations du Québec échéant dans dix ans)	1,00 % à 5,10 % (2009 : 0,80 % à 5,61 %)
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	1 an à 31 ans (2009 : 1 an à 32 ans)

9. EXCÉDENT CUMULÉ

En vertu de l'article 37 de sa loi constitutive, les sommes reçues par l'Organisme doivent être affectées au paiement de ses obligations. Le surplus, s'il en est, est conservé par l'Organisme à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'Organisme a conclu la totalité de ses produits avec des apparentés et a engagé une charge de loyer de 454 520\$ avec la Société immobilière du Québec.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, l'Organisme est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Organisme n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La plupart de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. ENGAGEMENTS

L'Organisme est locataire d'espaces de bureaux en vertu d'ententes d'occupation avec la Société immobilière du Québec. Ces ententes viennent à échéance en mars et en octobre 2011. Les loyers minimums futurs totalisent 523 471 \$ et comprennent les versements suivants pour les deux prochains exercices : 468 376 \$ en 2011 et 55 095 \$ en 2012.

En vertu de contrats de location, l'Organisme s'est engagé à louer des équipements de bureau. Les contrats viennent à échéance en octobre 2011, mars 2013 et octobre 2014. Les paiements minimums exigibles totalisent 44 127 \$ et comprennent les versements suivants pour les cinq prochains exercices : 15 320 \$ en 2011, 13 585 \$ en 2012, 11 156 \$ en 2013, 2 568 \$ en 2014 et 1 498 \$ en 2015.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2009 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2010 et concernent les activités de l'Agence des partenariats public-privé.

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS****RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers de l'Institut de la statistique du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut de la statistique du Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Institut, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.



Stéphane Mercier
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Québec, le 14 mai 2010

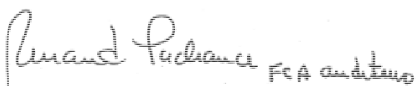
EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS****RAPPORT DU VÉRIFICATEUR****À l'Assemblée nationale**

J'ai vérifié le bilan de l'Institut de la statistique du Québec au 31 mars 2010 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des changements apportés par l'adoption des normes comptables du secteur public et expliqués à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 14 mai 2010

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
Produits		
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	14 322 500 \$	14 322 500 \$
Services rendus	12 726 129	14 135 724
Autres produits	57 486	280 211
	27 106 115	28 738 435
Charges		
Traitements et charges sociales	22 270 986	20 227 181
Honoraires professionnels	1 261 656	1 010 981
Loyers	1 976 566	1 836 898
Services et fournitures informatiques	521 091	465 949
Achats de données statistiques	382 806	713 258
Communications	518 176	516 126
Frais de déplacement et de séjour	256 437	256 983
Frais de bureau	174 645	161 794
Impression	204 753	296 766
Frais de formation	267 856	190 845
Amortissement des immobilisations	552 407	951 359
Perte sur disposition d'immobilisation	13 663	2 487
Radiation d'immobilisation	-	276 153
Autres charges	35 020	133 378
	28 436 062	27 040 158
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(1 329 947 \$)	1 698 277 \$

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT		
Solde déjà établi	2 806 348 \$	1 108 071 \$
Redressement		
Incidence de l'adoption du Manuel de l'ICCA pour le secteur public (note 3)	700 562	-
Solde redressé	3 506 910	1 108 071
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	(1 329 947)	1 698 277
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	2 176 963 \$	2 806 348 \$

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN
AU 31 MARS 2010

	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	4 959 897 \$	7 645 810 \$
Placements temporaires (note 4)	302 547	300 030
Créances	4 719 639	1 497 362
Travaux en cours	1 431 801	1 456 679
Frais payés d'avance	446 789	303 616
	11 860 673	11 203 497
Immobilisations (note 5)	2 011 165	1 104 175
	13 871 838 \$	12 307 672 \$
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	1 467 189 \$	1 437 632 \$
Produits reportés	4 737 303	2 598 725
Indemnités de vacances dues aux employés	1 995 862	1 692 832
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à court terme (note 7)	11 061	-
	8 211 415	5 729 189
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 7)	48 078	-
Provision pour congés de maladie (note 8)	3 435 382	3 772 135
	11 694 875	9 501 324
EXCÉDENT CUMULÉ	2 176 963	2 806 348
	13 871 838 \$	12 307 672 \$



Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
Activités d'exploitation		
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	(1 329 947 \$)	1 698 277 \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations	552 407	951 359
Radiation d'actifs incorporels	-	276 153
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	13 663	2 487
Augmentation (diminution) de la provision pour congés de maladie	363 809	(180 024)
	(400 068)	2 748 252
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
(Augmentation) diminution des créances	(3 222 277)	2 814 378
Diminution (augmentation) des travaux en cours	24 878	(390 100)
Augmentation des frais payés d'avance	(143 173)	(110 577)
(Diminution) augmentation des charges à payer et frais courus	(82 434)	17 321
Augmentation (diminution) des produits reportés	2 138 578	(2 950 697)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances dues aux employés	303 030	(34 196)
Diminution de la subvention reportée	-	(295 055)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	(1 381 466)	1 799 326
Activités d'investissement		
Disposition de placements	8 000 000	24 500 332
Acquisitions de placements	(8 000 000)	(21 446 420)
Acquisitions d'immobilisations	(1 301 029)	(222 568)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(1 301 029)	2 831 344
Activités de financement		
Remboursement de la dette relative à un contrat de location-acquisition	(901)	-
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(901)	-
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 683 396)	4 630 670
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	7 945 840	3 315 170
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (note 9)	5 262 444 \$	7 945 840 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010****1. CONSTITUTION ET OBJET**

L'Institut de la statistique du Québec, constitué en vertu de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q., chapitre I-13.011), a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes.

2. ÉNONCÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la présentation de ses états financiers, l'Institut utilise prioritairement le manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'Institut, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie des immobilisations, les indemnités de vacances dues aux employés ainsi que la provision pour congés de maladie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds de caisse, des soldes bancaires, le cas échéant, déduction faite des chèques en circulation, et des placements susceptibles de réalisation relativement rapide dont l'échéance est de trois mois ou moins de la date d'acquisition.

Constatation des produits

Les produits de prestation de services sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les travaux en cours comprennent les honoraires et les déboursés non facturés aux clients à la valeur nette de réalisation. Les produits reportés se composent de travaux facturés à l'avance.

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

2. ÉNONCÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les équipements informatiques loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont comptabilisés au coût, c'est-à-dire à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail, diminués des frais accessoires qu'ils renferment. L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile aux taux annuels suivants :

Améliorations locatives	20 %
Ameublement	20 %
Développement informatique	20 %
Équipement	33 1/3 %
Équipement informatique	25 %
Logiciels	25 %
Système téléphonique	33 1/3 %
Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	20 %

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010****3. MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES**

Depuis le 1^{er} avril 2009, l'Institut établit ses états financiers selon le Manuel de l'ICCA pour le secteur public. Auparavant, elle utilisait le Manuel de l'ICCA pour le secteur privé. Les effets de la première application de ces nouvelles normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs. Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous, ainsi que les impacts, le cas échéant.

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes pour le secteur public. Ce changement n'a eu aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs.

Immobilisations

Le développement informatique et les logiciels sont maintenant présentés dans le poste « Immobilisations » plutôt que dans le poste « Actifs incorporels ». Ce changement n'a eu aucun impact sur les résultats de l'Institut.

Provision pour congés de maladie

Le taux d'actualisation utilisé est maintenant fondé sur le coût d'emprunt de l'Institut plutôt que sur le taux d'intérêt du marché. Cette modification a été appliquée rétroactivement sans retraitement des états financiers des exercices antérieurs, compte tenu que l'incidence de la modification sur les exercices antérieurs ne peut être déterminé au prix d'un effort raisonnable. Le montant de l'ajustement cumulatif de 700 562 \$ a été porté directement au solde d'ouverture de l'excédent cumulé de l'exercice courant.

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

4. PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût et sont constitués de fonds de valeurs du marché monétaire canadien.

5. IMMOBILISATIONS

	2010		2009
	Coût	Amortissement cumulé	Montant net (retraité)
Améliorations locatives	1 463 571 \$	742 906 \$	720 665 \$
Ameublement	583 047	378 216	204 830
Développement informatique	5 020 163	5 020 163	-
Équipement	46 279	42 520	3 759
Équipement informatique	1 784 211	1 074 727	709 484
Logiciels	483 712	174 001	309 711
Système téléphonique	240 646	236 970	3 676
	9 621 629	7 669 503	1 952 125
Équipement informatique loué en vertu d'un contrat de location-acquisition	60 040	1 001	59 040
	9 681 669 \$	7 670 504 \$	2 011 165 \$

6. MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE

L'Institut dispose d'un crédit rotatif de 2 000 000 \$ auprès du Fonds consolidé du revenu. Les avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viennent à échéance le 31 mars 2013. Au 31 mars 2010, aucune avance n'avait été contractée.

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

7. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	2010	2009
4,2 %, remboursables en versements mensuels de 1 111 \$ comprenant capital et intérêts, échéant en février 2015	59 139 \$	- \$
Moins capital compris dans le passif à court terme	11 061	-
	48 078 \$	- \$

Les paiements minimums futurs aux termes du contrat de location-acquisition de même que la valeur actuelle des effets à payer au 31 mars 2010 sont les suivants :

Total de paiements minimums futurs	65 558 \$
Moins partie représentant les intérêts	<u>6 419</u>
	<u>59 139 \$</u>

Les paiements minimums futurs au cours des cinq (5) prochains exercices se chiffrent à :

13 334 \$	en 2011
13 334	en 2012
13 334	en 2013
13 334	en 2014
12 222	en 2015

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010****Régimes de retraite**

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2010, les taux de cotisation de l'Institut au RREGOP, RRPE et RRAS sont demeurés inchangés soit respectivement, 8,19 %, 10,54 % et 10,54 % de la masse salariale.

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 090 964 \$ (2009 : 1 021 537 \$). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

	2010	2009
Solde déjà établi	3 772 135 \$	3 952 159 \$
Redressement	(700 562)	-
Solde redressé	3 071 573	3 952 159
Charge de l'exercice	1 726 861	926 488
Prestations versées au cours de l'exercice	(1 363 052)	(1 106 512)
Solde à la fin	3 435 382 \$	3 772 135 \$

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010****8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)****Provision pour congés de maladie (suite)**

L'Institut dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'Institut.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Institut. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010 :

	RRPE, RRAS	RREGOP
Taux d'actualisation	4,11 %	5,12 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	8 ans	18 ans

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque l'Institut estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS**

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010****9. FLUX DE TRÉSORERIE**

	2010	2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	4 959 897 \$	7 645 810 \$
Placements temporaires	302 547	300 030
	5 262 444 \$	7 945 840 \$

Les intérêts encaissés sur les équivalents de trésorerie sont de 2 517 \$ (2009 : 1 851 \$).

10. ENGAGEMENTS

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ), l'Institut de la statistique du Québec s'est engagé à fournir une contribution financière initiale totale de 2 400 000 \$ à compter de 2004, soit un montant annuel de 300 000 \$ jusqu'en avril 2011, et une contribution additionnelle de 32 882 \$ en avril 2010. Le solde de cet engagement au 31 mars 2010 est de 632 882 \$.

Conformément à une entente de partenariat concernant le fonctionnement de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), l'Institut de la statistique du Québec s'est engagé à fournir une contribution financière initiale totale de 2 368 527 \$ répartie sur 3 ans, soit un montant annuel de 789 509 \$ jusqu'en avril 2011. Le solde de cet engagement au 31 mars 2010 est de 1 579 018 \$.

EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET ÉTATS FINANCIERS

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations avec des entités sous contrôle commun ainsi que les montants relatifs à des apparentés inclus dans les postes du bilan se répartissent comme suit :

	2010	2009
Services rendus	11 781 031 \$	12 792 742 \$
Charges de fonctionnement	2 605 572	2 624 730
Créances	4 468 603	1 127 798
Travaux en cours	1 343 533	1 204 478
Frais payés d'avance	202 881	189 160
Charges à payer et frais courus	300 841	119 887
Produits reportés	4 688 452	2 532 855

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, l'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et respectant les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans les autres sections du rapport annuel concordent avec l'information présentée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles financiers internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Institut, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification de même que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément concernant sa vérification.

La directrice générale,



Lucille Daoust

Le chef du Service des ressources financières
et de l'approvisionnement,



Julien Girard, CGA, MAP

Montréal, le 4 septembre 2009

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec au 30 juin 2009 ainsi que les états des produits et charges, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 30 juin 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA auditeur

Québec, le 4 septembre 2009

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC**PRODUITS ET CHARGES**

de l'exercice terminé le 30 juin 2009

	2009	2008
		(Redressé, note 3)
PRODUITS		
Subvention du gouvernement du Québec (note 5)	25 694 969 \$	24 854 427 \$
Recyclage, perfectionnement et formation sur mesure	601 252	801 262
Enseignement régulier	616 684	549 334
Restauration	2 255 713	2 081 580
Hébergement	1 245 563	1 273 934
Intérêts sur placements	274 745	401 443
Services professionnels	273 358	170 488
Autres produits	947 925	870 179
	<u>31 910 209</u>	<u>31 002 647</u>
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	16 531 835	15 286 525
Fournitures pédagogiques et administratives	2 494 248	2 486 072
Entretien, réparations et services publics	1 602 316	1 417 132
Services auxiliaires	1 879 972	1 758 834
Taxes foncières et autres	1 407 889	1 427 518
Formateurs, conférenciers et soutien étudiant	521 263	509 030
Communications et déplacements	524 546	368 504
Autres frais administratifs	622 965	459 984
Intérêts sur la dette à long terme	2 001 065	2 048 734
Autres frais financiers	69 906	65 457
Perte à la radiation d'immobilisations	6 563	121 263
Amortissement des immobilisations	3 920 764	3 946 197
Perte (gain) non matérialisé sur actifs financiers détenus à des fins de transactions	13 850	(17 504)
	<u>31 597 182</u>	<u>29 877 746</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>313 027 \$</u>	<u>1 124 901 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC**ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS****de l'exercice terminé le 30 juin 2009**

	Investissement en immobilisations	Affecté	Non affecté	2009	2008
					(Redressé, note 3)
Solde au début	1 125 757 \$	1 479 770 \$	733 327 \$	3 338 854 \$	2 195 862 \$
Redressement de la provision pour congés de maladie (note 3)	-	-	(1 655 550)	(1 655 550)	(1 678 568)
Solde redressé	1 125 757	1 479 770	(922 223)	1 683 304	517 294
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(367 528)	-	680 555	313 027	1 124 901
Investissement en immobilisations	446 618	-	(446 618)	-	-
Affectation d'origine interne (note 6)	-	(1 374 450)	1 374 450	-	-
Gains cumulés portés directement à l'excédent cumulé au début	-	-	-	-	8 884
Variation des gains non matérialisés sur les actifs disponibles à la vente	-	-	49 965	49 965	32 225
Solde à la fin	1 204 847 \$	105 320 \$	736 129 \$	2 046 296 \$	1 683 304 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC**BILAN****au 30 juin 2009**

	2009	2008
		(Redressé, note 3)
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 650 758 \$	10 160 841 \$
Placements disponibles à la vente (note 7)	342 041	2 215 974
Créances (note 8)	522 234	575 453
Stocks	238 423	187 417
Frais payés d'avance	889 532	833 314
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	2 431 682	1 279 795
	<u>7 074 670</u>	<u>15 252 794</u>
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	38 080 292	37 540 758
Placements disponibles à la vente (note 7)	3 281 061	1 669 047
Immobilisations (note 9)	33 181 355	35 137 179
	<u>81 617 378 \$</u>	<u>89 599 778 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus (note 11)	5 612 488 \$	4 079 026 \$
Subventions perçues d'avance	562 807	7 685 041
Portion de la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 12)	1 011 829	961 114
	<u>7 187 124</u>	<u>12 725 181</u>
Subventions reportées relatives aux immobilisations (note 10)	30 942 008	32 976 922
Provision pour congés de maladie (notes 3 et 11)	3 477 404	3 237 996
Dette à long terme (note 12)	36 278 319	37 290 148
	<u>77 884 855</u>	<u>86 230 247</u>
ACTIFS NETS		
Apports du gouvernement du Québec	1 686 227	1 686 227
Actifs nets investis en immobilisations	1 204 847	1 125 757
Actifs nets grevés d'affectations d'origine interne (note 6)	105 320	1 479 770
Actifs nets non affectés	736 129	(922 223)
	<u>3 732 523</u>	<u>3 369 531</u>
	<u>81 617 378 \$</u>	<u>89 599 778 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration

Robert Gagnon, président

Johanne Blanchard, vice-présidente

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC

FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice terminé le 30 juin 2009

	2009	2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		(Redressé, note 3)
Excédent des produits sur les charges	313 027 \$	1 124 901 \$
Ajustements pour :		
Perte à la radiation d'immobilisations	6 563	121 263
Amortissement des immobilisations	3 920 764	3 946 197
Amortissement des subventions reportées relatives aux immobilisations	(3 514 530)	(3 578 317)
Gain matérialisé sur actifs disponibles à la vente	(16 676)	-
Perte (gain) non matérialisé sur actifs financiers détenus à des fins de transactions	13 850	(17 504)
	<u>722 998</u>	<u>1 596 540</u>
Variation des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	(5 615 174)	2 302 032
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>(4 892 176)</u>	<u>3 898 572</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(1 971 503)	(655 173)
Acquisition de placements disponibles à la vente	(3 140 440)	(2 521 014)
Disposition de placements disponibles à la vente	3 469 000	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(1 642 943)</u>	<u>(3 176 187)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(961 114)	(881 685)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>(961 114)</u>	<u>(881 685)</u>
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	<u>(7 496 233)</u>	<u>(159 300)</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	10 160 841	10 302 637
Gain (perte) non matérialisé sur actifs financiers détenus à des fins de transactions	(13 850)	17 504
	<u>10 146 991</u>	<u>10 320 141</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 13)	<u>2 650 758 \$</u>	<u>10 160 841 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC**NOTES COMPLÉMENTAIRES****30 juin 2009****1. CONSTITUTION ET OBJETS**

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, corporation constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre I-13.02), a pour objets de fournir des activités de formation professionnelle dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, ainsi que de faire de la recherche, d'apporter de l'aide technique, de produire de l'information et de fournir des services dans ces domaines.

Les sommes reçues par l'Institut doivent être affectées au paiement de ses obligations et, à la demande du gouvernement, le solde doit être versé au Fonds consolidé du revenu.

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut est un mandataire de l'État et n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de l'Institut, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Les coûts sont établis selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations, comprenant les projets en cours, sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Immobilisations corporelles

Bâtiment	4 %
Aménagements de nature permanente	10 %
Équipement de cuisine et matériel technique	10 %
Équipement informatique	20 %
Matériel roulant	25 %

Immobilisations incorporelles

Logiciels	20 %
-----------	------

Constatation des produits*Subventions*

Les subventions à recevoir relatives aux immobilisations sont constatées à titre de produits dans l'exercice au cours duquel l'Institut a obtenu le financement donnant droit à ces subventions ou au cours duquel les travaux ont été réalisés.

Les subventions relatives aux acquisitions d'immobilisations amortissables sont constatées à titre de produits selon la même méthode et les mêmes taux que ceux utilisés pour l'amortissement des immobilisations auxquelles elles réfèrent.

Les subventions relatives au fonctionnement sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou qu'elles sont à recevoir.

Prestation de services et ventes

Les produits provenant de la prestation de services et des ventes sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu et les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Avantages sociaux*Régimes de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises gouvernementaux à prestations déterminées, étant donné que l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse ainsi que les placements dont l'échéance est inférieure ou égale à 90 jours à partir de la date d'acquisition et facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation

L'Institut a choisi de comptabiliser les placements à leur juste valeur et de les désigner comme étant des actifs disponibles à la vente. Les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis évalués selon leur catégorie :

Actifs / passifs	Catégories	Évaluation subséquente*
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actifs financiers détenus à des fins de transactions	Juste valeur
Placements	Actifs financiers disponibles à la vente	Juste valeur
Créances	Prêts et créances	Coût
Charges à payer et frais courus	Autres passifs financiers	Coût
Dette à long terme	Autres passifs financiers	Coût

* Les placements sont évalués à la juste valeur marchande obtenue d'une maison de courtage certifiée. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du coût moyen après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif le cas échéant.

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

3. REDRESSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont désormais évaluées sur une base actuarielle qui intègre des variables tels un facteur d'actualisation, l'âge moyen de la retraite ainsi qu'un facteur global d'ajustement combinant le coût des avantages sociaux et le taux de cessation d'emploi. La nouvelle méthode de calcul fournit une information plus précise sur la provision pour congés de maladie.

L'application rétroactive de ces nouveaux calculs a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 30 juin 2008:

Bilan

Provision pour congés de maladie	1 655 550 \$
Actifs nets non affectés au début	(1 678 568)

Produits et charges

Traitements et avantages sociaux	(23 018)
Excédent des produits sur les charges	23 018

Actifs financiers détenus à des fins de transactions

De plus, les états financiers de l'exercice terminé le 30 juin 2008 ont été redressés pour classer les placements dont l'échéance est inférieure ou égale à 90 jours comme actifs financiers détenus à des fins de transactions ce qui a eu pour effet d'augmenter l'excédent des produits sur les charges de cet exercice de 17 504 \$.

4. MODIFICATIONS COMPTABLES**a) NOUVELLES NORMES**

Le 1^{er} juillet 2008, l'Institut a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés quant aux nouveaux chapitres suivants : 3862 - « Instruments financiers – information à fournir »; 3863 - « Instruments financiers – présentation »; 3031 - « Stocks ».

Le chapitre 3862 établit des nouvelles normes en ce qui a trait aux informations à fournir pour les instruments financiers, alors que le chapitre 3863 reprend les normes de présentation déjà établies par le chapitre 3861 intitulé « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Quant au chapitre 3031, il prescrit le traitement comptable des stocks, notamment sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charge, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation.

L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'impacts significatifs sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

b) MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Au cours du prochain exercice, l'Institut appliquera les nouvelles recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés quant au chapitre 3064 - « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » en remplacement des chapitres 3062 - « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » et 3450 - « Frais de recherche et de développement » qui s'appliquent aux états financiers des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne.

De l'avis de la direction, l'adoption de ces nouvelles normes comptables n'aura aucun impact significatif sur les états financiers.

5. SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2009	2008
Fonctionnement	20 140 611 \$	19 231 328 \$
Intérêts sur la dette à long terme	2 001 065	2 048 734
Amortissement des subventions reportées relatives aux immobilisations	3 509 530	3 573 317
Radiation d'immobilisations et autres	43 763	1 048
	<u>25 694 969 \$</u>	<u>24 854 427 \$</u>

6. ACTIFS NETS GREVÉS D'AFFECTATIONS D'ORIGINE INTERNE

Ces sommes sont affectées au maintien de l'actif et à l'acquisition future d'immobilisations.

7. PLACEMENTS DISPONIBLES À LA VENTE

	2009	2008
Obligations du gouvernement du Québec et de municipalités à des taux fixes variant de 3,3 % à 5,95 %	3 623 102 \$	1 869 073 \$
Acceptations bancaires disposées au cours de l'exercice	-	2 015 948
	<u>3 623 102</u>	<u>3 885 021</u>
Portion échéant au cours du prochain exercice	342 041	2 215 974
	<u>3 281 061 \$</u>	<u>1 669 047 \$</u>

8. CRÉANCES

	2009	2008
Recyclage, perfectionnement et formation sur mesure	207 679 \$	180 805 \$
Restauration et hébergement	163 864	151 416
Taxes	34 101	-
Autres créances	56 558	124 560
	<u>462 202</u>	<u>456 781</u>
Courus		
Intérêts sur placements	54 133	118 884
Taxes	5 899	(212)
	<u>522 234 \$</u>	<u>575 453 \$</u>

9. IMMOBILISATIONS

	2009			2008
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Immobilisations corporelles				
Terrain	795 900 \$	- \$	795 900 \$	795 900 \$
Bâtiment	29 270 040	11 140 207	18 129 833	19 335 144
Aménagement de nature permanente*	21 289 785	11 838 403	9 451 382	9 727 957
Équipement de cuisine et matériel technique	9 362 368	5 392 916	3 969 452	4 450 047
Équipement informatique*	1 250 194	1 055 195	194 999	306 706
Matériel roulant	25 972	19 479	6 493	12 986
Œuvres d'art	238 600	-	238 600	238 600
	62 232 859	29 446 200	32 786 659	34 867 340
Immobilisations incorporelles				
Logiciels*	822 704	428 008	394 696	269 839
	63 055 563 \$	29 874 208 \$	33 181 355 \$	35 137 179 \$

*Ces immobilisations comprennent des projets en cours non amortis de 633 596 \$.

10. SUBVENTIONS REPORTÉES RELATIVES AUX IMMOBILISATIONS

	2009	2008
GOVERNEMENT DU QUÉBEC		
Solde au début	32 969 422 \$	36 160 922 \$
Subvention du gouvernement du Québec	1 479 616	381 817
Amortissement de l'exercice		(3 573 317)
Solde à la fin	34 449 038	32 969 422
AUTRES		
Solde au début	7 500	12 500
Amortissement de l'exercice	(5 000)	(5 000)
Solde à la fin	2 500	7 500
	34 451 538 \$	32 976 922 \$

11. AVANTAGES SOCIAUX

RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces

régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Le taux de cotisation de l'Institut au RREGOP est de 8,19 % de la masse salariale et celui du RRPE et du RRAS est de 10,54 %.

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice, selon la comptabilité des régimes à cotisations déterminées, s'élèvent à 775 594 \$ (2008 : 663 472 \$). Ce montant constitue les obligations de l'Institut envers ces régimes.

	2009	2008
PROVISION POUR VACANCES *		
Solde au début	1 474 398 \$	1 397 793 \$
Charges de l'exercice	1 570 949	1 771 098
Prestations versées au cours de l'exercice	(1 394 915)	(1 694 493)
Solde à la fin	<u>1 650 432 \$</u>	<u>1 474 398 \$</u>

* Incluse au poste Charges à payer et frais courus

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE		
Solde au début redressé (note 3)	3 237 996 \$	3 261 014 \$
Charges de l'exercice	727 317	902 795
Prestations versées au cours de l'exercice	(487 909)	(925 813)
Solde à la fin	<u>3 477 404 \$</u>	<u>3 237 996 \$</u>

Description

Les employés de l'état accumulent les journées de maladies conformément aux conventions collectives en vigueur et ont le choix de les utiliser comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. L'Institut estime qu'elle disposera des fonds nécessaires lui permettant de verser les prestations lorsqu'elles deviendront exigibles.

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme au 30 juin 2009 :

Taux d'indexation moyen	2,66 %
Taux d'actualisation	3,75 % et 4,25 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	6 ans et 11 ans

12. DETTE À LONG TERME

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Emprunt du Fonds de financement du gouvernement du Québec, échéant le 3 juin 2030, portant intérêt au taux fixe de 5,258 %, et remboursable par versements semestriels de 1 370 175 \$ incluant capital et intérêts	34 318 837 \$	35 198 128 \$
Emprunt du Fonds de financement du gouvernement du Québec, échéant le 3 juin 2030, portant intérêt au taux fixe de 4,679 %, et remboursable par versements semestriels de 112 762 \$ incluant capital et intérêts	<u>2 971 311</u>	<u>3 053 134</u>
	37 290 148	38 251 262
Portion de la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	<u>(1 011 829)</u>	<u>(961 114)</u>
	<u>36 278 319 \$</u>	<u>37 290 148 \$</u>

Les versements en capital exigibles au cours des cinq prochains exercices, sont les suivants :

2010	1 011 829 \$
2011	1 065 221 \$
2012	1 121 434 \$
2013	1 180 617 \$
2014	1 242 925 \$

13. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Encaisse	1 146 269 \$	3 196 673 \$
Placements dont l'échéance est inférieure ou égale à 90 jours à partir de la date d'acquisition	<u>1 504 489</u>	<u>6 964 168</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<u>2 650 758 \$</u>	<u>10 160 841 \$</u>

Les intérêts versés par l'Institut au cours de l'exercice s'élèvent à 2 004 758 \$ (2008 : 2 084 187 \$)

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La valeur comptable nette des instruments financiers à court terme se rapproche de leur juste valeur étant donné leur échéance à court terme. Une variation de 1 % des taux d'intérêts au 30 juin 2009 aurait eu pour effet d'augmenter ou de diminuer la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente et les actifs nets de 110 737 \$ à cette date.

La juste valeur de la dette à long terme s'établit à 39 556 638 \$ (2008 : 40 518 965 \$) en utilisant le cours du marché au 30 juin 2009 pour actualiser les flux monétaires.

Risque de crédit

L'exposition au risque de crédit de l'Institut correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. Le risque de crédit afférent à ces actifs ne se concentre pas dans un seul secteur d'activité. L'Institut procède à une évaluation continue de ces actifs et comptabilise une provision pour pertes au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

L'analyse des créances se détaille comme suit :

	2009			2008		
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Créances						
Courantes	363 882 \$	- \$	363 882 \$	280 784 \$	- \$	280 784 \$
En souffrance depuis :						
31 à 90 jours	67 267	-	67 267	95 713	-	95 713
91 à 365 jours	25 938	205	25 733	78 591	-	78 591
plus de 365 jours	5 694	374	5 320	1 709	16	1 693
	<u>462 781 \$</u>	<u>579 \$</u>	<u>462 202 \$</u>	<u>456 797 \$</u>	<u>16 \$</u>	<u>456 781 \$</u>

Risque de liquidité

L'Institut considère qu'il détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie et également de sources de financement afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme.

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés divulguées dans les états financiers et comptabilisées à leur valeur d'échange, l'Institut est apparenté à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés, autre que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement dans les états financiers.

16. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

RAPPORT DE LA DIRECTION

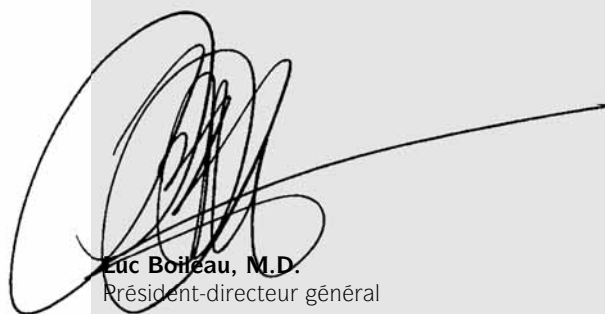
Les états financiers de l'Institut national de santé publique du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Institut, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Luc Boileau, M.D.
Président-directeur général



Lucie Girard
Vice-présidente aux affaires administratives

Québec, le 8 juin 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

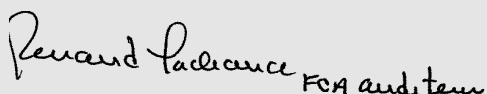
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'Institut national de santé publique du Québec au 31 mars 2010 et les états des résultats, de l'excédent cumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

A handwritten signature in black ink that reads "Renaud Lachance" followed by "FCA auditeur" in a smaller, less legible script.

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 8 juin 2010

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010			2009		
	ACTIVITÉS RÉGULIÈRES	PROJETS SPÉCIAUX	TOTAL	ACTIVITÉS RÉGULIÈRES	PROJETS SPÉCIAUX	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS						
Subventions du gouvernement du Québec	36 675 974	14 790 804	51 466 778	33 817 670	16 285 921	50 103 591
Subventions du gouvernement du Canada	1 200	3 245 726	3 246 926	(8 200)	3 034 881	3 026 681
Ventes de services	1 361 089	5 921 170	7 282 259	1 285 335	5 209 357	6 494 692
Autres produits	544 802	3 032 535	3 577 337	678 576	2 512 924	3 191 500
Amortissement des apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles	15 095	855 026	870 121	–	965 313	965 313
Intérêts	30 880	85 504	116 384	73 520	388 578	462 098
	38 629 040	27 930 765	66 559 805	35 846 901	28 396 974	64 243 875
CHARGES						
Salaires et avantages sociaux (note 4)	23 197 279	14 364 327	37 561 606	24 356 379	13 673 921	38 030 300
Services professionnels et administratifs	2 102 676	3 381 513	5 484 189	2 155 433	4 087 118	6 242 551
Fournitures médicales et de laboratoires	2 383 711	2 515 228	4 898 939	1 629 092	2 399 777	4 028 869
Locaux	4 718 668	6 149	4 724 817	4 710 158	1 002	4 711 160
Amortissement des immobilisations corporelles	1 960 635	855 026	2 815 661	1 853 360	955 881	2 809 241
Frais de déplacement	612 580	698 607	1 311 187	612 822	1 033 220	1 646 042
Intérêts sur la dette à long terme	316 157	32 610	348 767	495 282	36 723	532 005
Frais de bureau	420 111	268 965	689 076	392 579	230 063	622 642
Papeterie et impression	107 050	505 367	612 417	108 045	802 644	910 689
Frais de comité	78 682	58 068	136 750	113 785	116 383	230 168
Entretien et réparations	4 036 698	165 365	4 202 063	953 333	172 068	1 125 401
Frais d'organisation de formation externe	2 082	459 016	461 098	7 664	339 427	347 091
Formation interne	335 675	158 552	494 227	244 056	152 716	396 772
Télécommunications	360 173	30 860	391 033	256 008	15 501	271 509
Documentation	216 799	33 173	249 972	206 822	67 275	274 097
Matériel roulant	58 879	63 165	122 044	62 477	49 391	111 868
Location d'équipements	117 425	38 828	156 253	100 310	9 995	110 305
Assurances	32 262	9 186	41 448	35 472	21 980	57 452
Recouvrement de créances irrécouvrables	(7 474)	(12 578)	(20 052)	(985)	(13 695)	(14 680)
Frais bancaires	19 970	70	20 040	14 802	148	14 950
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	–	–	–	–	9 432	9 432
Frais généraux (note 5)	(2 400 000)	2 400 000	–	(2 300 000)	2 300 000	–
	38 670 038	26 031 497	64 701 535	36 006 894	26 460 970	62 467 864
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(40 998)	1 899 268	1 858 270	(159 993)	1 936 004	1 776 011
L'excédent (insuffisance) des produits sur les charges se répartit comme suit :						
Excédent non affecté	394 846	2 516 054	2 910 900	223 441	2 761 635	2 985 076
Excédent affecté	(435 844)	(616 786)	(1 052 630)	(383 434)	(825 631)	(1 209 065)
	(40 998)	1 899 268	1 858 270	(159 993)	1 936 004	1 776 011

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010			2009
	ACTIVITÉS RÉGULIÈRES	PROJETS SPÉCIAUX	TOTAL	TOTAL
	\$	\$	\$	\$
EXCÉDENT CUMULÉ NON AFFECTÉ				
Solde au début	561 640	23 915	585 555	340 915
Excédent des produits sur les charges	394 846	2 516 054	2 910 900	2 985 076
Transfert de l'excédent cumulé affecté	–	230 354	230 354	–
Transfert à l'excédent cumulé affecté	–	(2 500 000)	(2 500 000)	(2 740 436)
Solde à la fin	956 486	270 323	1 226 809	585 555
EXCÉDENT CUMULÉ AFFECTÉ				
Solde au début	6 242 008	1 525 803	7 767 811	6 236 440
Charges de l'exercice relatives à l'excédent affecté	(435 844)	(616 786)	(1 052 630)	(1 209 065)
Transfert à l'excédent cumulé non affecté	–	(230 354)	(230 354)	–
Transfert de l'excédent cumulé non affecté	2 500 000	–	2 500 000	2 740 436
Solde à la fin (note 3)	8 306 164	678 663	8 984 827	7 767 811
Total	9 262 650	948 986	10 211 636	8 353 366

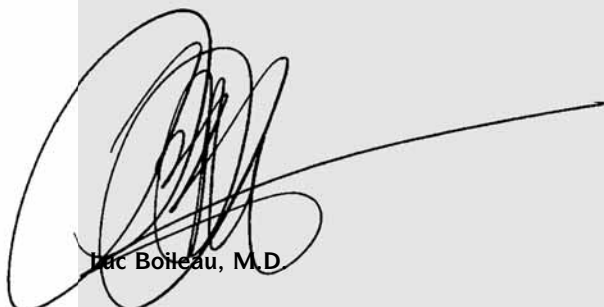
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

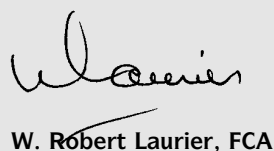
BILAN

AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie	13 206 023	23 093 231
Créances (note 6)	9 505 346	2 797 424
Subventions à recevoir (note 7)	20 973 524	16 257 768
Créance à long terme encaissable au cours du prochain exercice (notes 8 et 13)	73 160	69 239
Frais payés d'avance	928 399	1 018 358
Stock de fournitures – au coût	195 137	124 972
	44 881 589	43 360 992
Subventions à recevoir (note 7)	16 496 389	12 902 667
Créance à long terme (notes 8 et 13)	432 823	505 983
Immobilisations corporelles (note 9)	24 695 558	20 742 433
	86 506 359	77 512 075
PASSIF		
À court terme		
Marge de crédit (note 10)	10 324 420	3 191 194
Charges à payer et frais courus (note 11)	14 098 169	13 693 409
Produits reportés (note 12)	26 722 291	22 768 526
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 13)	69 878	909 183
	51 214 758	40 562 312
Produits reportés (note 12)	10 804 958	11 003 929
Dette à long terme (note 13)	493 610	7 810 320
Provision pour congés de maladie (note 15)	412 218	409 227
Apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles	13 369 179	9 372 921
	76 294 723	69 158 709
EXCÉDENT CUMULÉ		
Excédent cumulé non affecté	1 226 809	585 555
Excédent cumulé affecté (note 3)	8 984 827	7 767 811
	10 211 636	8 353 366
	86 506 359	77 512 075
Engagements (note 16)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.


Luc Boileau, M.D.


W. Robert Laurier, FCA

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	1 858 270	1 776 011
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 815 661	2 809 241
Amortissement des apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles	(870 121)	(965 313)
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	–	9 432
	<u>3 803 810</u>	<u>3 629 371</u>
Variation des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement		
Diminution (augmentation) des créances	(6 707 922)	3 838 275
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	89 959	(215 875)
Augmentation du stock de fournitures	(70 165)	(17 027)
Augmentation des subventions à recevoir	(8 309 478)	(8 806 495)
Augmentation des charges à payer et frais courus (note 11)	297 301	3 255 061
Augmentation (diminution) de la provision pour congés de maladie	2 991	(15 674)
Augmentation des produits reportés	3 754 794	2 940 845
	<u>(10 942 520)</u>	<u>979 110</u>
Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les) activités de fonctionnement	<u>(7 138 710)</u>	<u>4 608 481</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 9)	(6 661 327)	(4 342 555)
Encaissements de la créance à long terme	69 239	65 530
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	<u>(6 592 088)</u>	<u>(4 277 025)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Marge de crédit	7 133 226	3 191 194
Dette à long terme	–	27 001
Remboursements de la dette à long terme	(8 156 015)	(1 483 246)
Apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles	4 866 379	6 001 737
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	<u>3 843 590</u>	<u>7 736 686</u>
Augmentation (diminution) de la trésorerie	<u>(9 887 208)</u>	<u>8 068 142</u>
Trésorerie au début	<u>23 093 231</u>	<u>15 025 089</u>
Trésorerie à la fin	<u>13 206 023</u>	<u>23 093 231</u>
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES		
Intérêts versés	<u>387 668</u>	<u>536 710</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010

1 CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut, constitué par la Loi sur l'Institut national de santé publique du Québec (L.R.Q., chapitre I-13.1.1) est une personne morale, mandataire de l'État. Il a pour mission de soutenir le ministre de la Santé et des Services sociaux et les agences de la santé et des services sociaux, instituées en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2), dans l'exercice de leur mission de santé publique.

2 CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Institut utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Institut, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, la provision pour congés de maladie, la provision pour vacances et la provision pour équité salariale. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective, selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux et durée indiqués ci-dessous :

Aménagements majeurs	sur la durée des baux
Équipements spécialisés	10 à 20 %
Matériel informatique	20 à 33 1/3 %
Logiciels et licences	20 à 33 1/3 %
Matériel roulant	10 à 20 %
Mobilier et équipements	20 %
Améliorations locatives	20 %

Les développements informatiques en cours ne sont pas amorti. Ils seront amortis à compter de la date de mise en service.

Apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles

Les apports reçus pour l'acquisition ou sous forme d'immobilisations corporelles amortissables, sont reportés et virés aux produits selon la même méthode et les mêmes taux que ceux utilisés pour l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010

Constatation des produits

Les subventions affectées à des projets spéciaux sont inscrites aux résultats selon la méthode de l'avancement des travaux. Certaines subventions à recevoir sont conditionnelles à l'approbation des crédits par le gouvernement.

Les produits provenant de la prestation de services sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord ;
- les services ont été rendus ;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable ;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits reportés sont constitués des montants reçus et à recevoir pour des services non rendus conformément aux ententes contractuelles.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont maintenant évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés. Les obligations à court terme sont comptabilisées au coût.

3 EXCÉDENT CUMULÉ AFFECTÉ

L'excédent cumulé affecté se compose de l'excédent cumulé affecté des activités régulières et de l'excédent cumulé affecté des projets spéciaux.

En ce qui a trait à l'excédent cumulé affecté des activités régulières, la direction de l'Institut a décidé d'utiliser une partie de son excédent cumulé non affecté, conformément à la politique en vigueur adoptée par son conseil d'administration, pour acquérir des immobilisations, notamment des équipements spécialisés de laboratoires et des systèmes d'information de gestion et pour la mise en oeuvre du plan d'action de l'Institut découlant d'un processus d'audit et d'autoévaluation visant l'ensemble de l'organisation et ce, conformément aux autorisations nécessaires du ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec. Le solde de l'excédent cumulé affecté au 31 mars 2010 de 8 306 164 \$ sera utilisé pour combler le financement de ces décisions.

L'excédent cumulé affecté des projets spéciaux de 678 663 \$ au 31 mars 2010 sera utilisé, conformément à la politique en vigueur adoptée par le conseil d'administration de l'Institut, pour combler le financement de projets autorisés ayant trait à l'innovation scientifique et de projets particuliers en relation directe avec la mission de l'Institut.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010

4 SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

Les salaires et avantages sociaux n'incluent pas les salaires des médecins qui sont assumés par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

5 FRAIS GÉNÉRAUX

Les frais généraux imputés aux charges des projets spéciaux et à titre de recouvrement des activités régulières représentent une estimation de la valeur des charges des services de soutien offerts dans le cadre des différents projets spéciaux de l'Institut.

6 CRÉANCES

	2010	2009
	\$	\$
Gouvernement du Québec	5 344 979	436 929
Gouvernement du Canada	3 545 177	1 522 259
Autres	615 190	838 236
	<u>9 505 346</u>	<u>2 797 424</u>

7 SUBVENTIONS À RECEVOIR

	2010	2009
	\$	\$
Gouvernement du Québec	33 814 676	24 735 724
Gouvernement du Canada	2 394 593	3 017 866
Autres	1 260 644	1 406 845
	<u>37 469 913</u>	<u>29 160 435</u>
Moins : portion échéant au cours du prochain exercice		
Gouvernement du Québec	(17 501 486)	(12 210 739)
Gouvernement du Canada	(2 211 394)	(2 655 224)
Autres	(1 260 644)	(1 391 805)
	<u>(20 973 524)</u>	<u>(16 257 768)</u>
	<u>16 496 389</u>	<u>12 902 667</u>

8 CRÉANCE À LONG TERME

Dans le cadre d'un mandat confié par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), relativement à l'acquisition et au fonctionnement d'une unité mobile pour le dépistage des maladies professionnelles, l'Institut détient une créance à long terme à recevoir.

	2010	2009
	\$	\$
Créance à long terme, au taux fixe de 5,52 %, encaissable par versements mensuels de 8 271 \$, incluant capital et intérêts, échéant en janvier 2017	505 983	575 222
Moins : portion échéant au cours du prochain exercice	(73 160)	(69 239)
	<u>432 823</u>	<u>505 983</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010

9 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010			2009
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	NET	NET
	\$	\$	\$	\$
Aménagements majeurs	11 969 580	4 806 703	7 162 877	8 020 955
Équipements spécialisés	10 149 659	5 331 010	4 818 649	4 219 277
Matériel informatique	5 126 792	4 044 402	1 082 390	1 010 013
Logiciels et licences	1 187 487	1 126 122	61 365	39 095
Matériel roulant	1 435 747	937 081	498 666	641 435
Mobilier et équipements	3 224 823	2 682 130	542 693	815 026
Améliorations locatives	207 642	200 496	7 146	22 993
Développements informatiques en cours	10 521 772	–	10 521 772	5 973 639
	43 823 502	19 127 944	24 695 558	20 742 433

Les acquisitions s'élèvent à 6 768 786 \$ (2009 : 4 872 937 \$) dont un montant de 5 911 832 \$ (2009 : 4 123 442 \$) déboursé au cours de l'exercice. Un montant de 749 495 \$ (2009 : 219 113 \$) a été déboursé au cours de l'exercice concernant les acquisitions de l'exercice précédent.

Les développements informatiques en cours incluent la participation de l'Institut à la réalisation de la phase québécoise de la solution pancanadienne nommée PANORAMA. Au 31 mars 2010, la participation s'élève à 10 470 724 \$ (2009 : 5 973 639 \$). La participation de l'Institut va permettre de développer un système d'information en santé publique qui supportera les fonctions suivantes :

- la gestion de l'immunisation incluant le registre de vaccination, le suivi des manifestations cliniques inhabituelles et la gestion des produits immunisants;
- la surveillance et le signalement des syndromes infectieux et des maladies à déclaration obligatoire;
- la gestion des cas et des contacts des maladies infectieuses;
- la gestion des éclosions liées aux poussées épidémiques de maladies infectieuses;
- la gestion des alertes sanitaires.

Le développement en cours PANORAMA d'un montant total autorisé de 15 635 897 \$ est financé à même la marge de crédit (note 10) qui est réservée à cette fin. Les intérêts de la marge de crédit sont capitalisés au coût du développement informatique en cours. Lorsque le développement informatique en cours sera terminé, la marge de crédit sera transférée dans un emprunt à long terme. Cet emprunt sera remboursé à partir de nouveaux crédits budgétaires octroyés par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Aucun amortissement n'a été comptabilisé relativement aux développements informatiques en cours étant donné que les systèmes ne sont pas en service au 31 mars 2010.

10 MARGE DE CRÉDIT

L'Institut dispose d'une marge de crédit pour la réalisation des activités liées au développement informatique en cours. La marge de crédit d'un montant autorisé de 15 635 897 \$ porte intérêt au taux des acceptations bancaires de 30 jours, plus 0,3 %, et vient à échéance en décembre 2011. Au 31 mars 2010, le taux est de 0,719 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010

11 CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2010	2009
	\$	\$
Gouvernement du Québec	3 062 042	2 130 406
Provision pour congés de maladie payables annuellement	228 694	200 727
Autres	10 807 433	11 362 276
	<u>14 098 169</u>	<u>13 693 409</u>

Les charges à payer et frais courus liés à l'exploitation s'élèvent à 13 241 215 \$ (2009 : 12 943 914 \$) et ceux liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'élèvent à 856 954 \$ (2009 : 749 495 \$).

12 PRODUITS REPORTÉS

	2010	2009
	\$	\$
Gouvernement du Québec	31 972 054	28 534 213
Gouvernement du Canada	2 579 348	3 509 230
Autres	2 975 847	1 729 012
	<u>37 527 249</u>	<u>33 772 455</u>
Moins : portion échéant au cours du prochain exercice		
Gouvernement du Québec	(21 783 118)	(18 258 503)
Gouvernement du Canada	(2 396 150)	(3 146 588)
Autres	(2 543 023)	(1 363 435)
	<u>(26 722 291)</u>	<u>(22 768 526)</u>
	<u>10 804 958</u>	<u>11 003 929</u>

13 DETTE À LONG TERME

	2010	2009
	\$	\$
Emprunts sur billets :		
taux fixe de 5,52 %, garanti par la créance à recevoir, remboursable par versements mensuels de 8 271 \$ incluant capital et intérêts, échéant en janvier 2017	563 488	629 621
Emprunts auprès de la Société immobilière du Québec :		
remboursés au cours de l'exercice	–	8 089 882
	<u>563 488</u>	<u>8 719 503</u>
Moins : portion échéant au cours du prochain exercice	(69 878)	(909 183)
	<u>493 610</u>	<u>7 810 320</u>

Les montants des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

	\$
2011	69 878
2012	73 834
2013	78 014
2014	82 432
2015	87 099
2016 et suivantes	172 231

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

14 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, l'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

15 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Le taux de cotisation de l'Institut au RREGOP est de 8,19 % de la masse salariale et celui du RRPE est de 10,54 % et ce, tout comme l'exercice précédent.

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 966 495 \$ (2009 : 1 678 654 \$). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

Les obligations relatives aux congés de maladie accumulés sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

L'Institut ne dispose pas d'un programme d'accumulation à long terme de congés de maladie. Cependant, l'Institut reconnaît les banques de maladies accumulées par les salariés lorsqu'ils sont transférés à l'Institut par un organisme disposant d'un tel programme. Par contre, le droit d'accumuler des congés de maladie se termine au moment du transfert.

Les salariés visés ont droit annuellement de se les faire monnayer en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, à raison de 100 % pour les 60 premiers jours accumulés et de 50 % pour les jours additionnels, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 90 jours. Les salariés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

La provision pour congés de maladie est ajustée pour tenir comptes des ajustements salariaux annuels. Elle est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010

Évaluations et estimations subséquentes

La provision pour congés de maladie provenant du programme d'accumulation pour des employés transférés a fait l'objet d'une actualisation sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010 :

	RREGOP	RRPE
Taux d'indexation	2,50 %	2,50 %
Taux d'actualisation (taux des obligations du Québec échéant dans 10 ans)	2,52 %	2,52 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	3 ans	3 ans
	2010	2009
	\$	\$
Solde au début	409 227	424 901
Charge de l'exercice	18 924	42 489
Prestations versées au cours de l'exercice	(15 933)	(58 163)
Solde à la fin	412 218	409 227

La provision pour congés de maladie payables annuellement au montant de 228 694 \$ (2009 : 200 727 \$) est incluse au poste charges à payer et frais courus. Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour congés de maladie payables annuellement n'est jugé nécessaire, puisque les congés seront pris ou monnayés au cours de l'exercice suivant.

La provision pour vacances au montant de 3 118 247 \$ (2009 : 2 753 268 \$) est incluse au poste charges à payer et frais courus. Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque l'Institut estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

16 ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2010, l'Institut s'est engagé auprès de l'axe de recherche «santé des populations et environnementales» du CHUQ à verser, jusqu'en décembre 2012, un montant maximum de 1 346 736 \$ pour la réalisation de divers mandats en santé publique.

L'Institut s'est également engagé en vertu d'ententes à verser un montant de 1 058 509 \$ pour la réalisation de divers travaux. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces ententes pour les quatre prochains exercices s'élèvent à 531 595 \$ en 2010-2011, 316 386 \$ en 2011-2012, 104 222 \$ en 2012-2013 et 106 306 \$ en 2013-2014.

INFORMATION FINANCIÈRE

ÉTATS FINANCIERS**DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS**

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés d'Investissement Québec et des autres renseignements figurant dans le rapport annuel relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Tous les renseignements financiers figurant dans le rapport annuel concordent avec l'information contenue dans les états financiers.

Le système comptable de la Société ainsi que les contrôles internes et les procédés sont conçus de façon à assurer la fiabilité des données financières et, dans une mesure raisonnable, la protection des biens contre toute perte ou utilisation non autorisée.

Le conseil d'administration, qui surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière, a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le Comité de vérification, qui rencontre la direction et les vérificateurs, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Par ailleurs, le Comité de vérification reçoit les rapports de vérification relatifs à l'optimisation des ressources et au respect des lois et règlements.



Jacques Daoust
Président et chef de la direction



Renaud Gilbert, CA
Directeur des finances et de la trésorerie
et chef de la direction financière

Québec, le 25 mai 2010

Québec, le 25 mai 2010

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

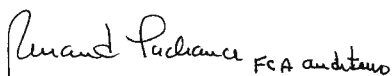
À l'Assemblée nationale,

Nous avons vérifié le bilan consolidé d'Investissement Québec au 31 mars 2010, les états consolidés des résultats, du résultat étendu et de la variation de l'avoir ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

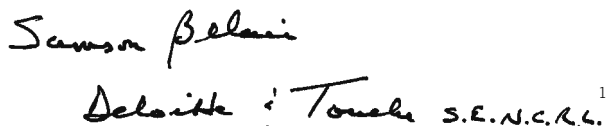
À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, à l'exception des changements apportés par l'adoption de nouvelles normes comptables tel qu'expliqué à la note 2, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 25 mai 2010



Québec, le 25 mai 2010

¹Comptables agréés auditeurs permis n° 16162

INFORMATION FINANCIÈRE

BILAN CONSOLIDÉ

Au 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIF		
Encaisse	3 760	2 972
Placements temporaires (note 6)	101 808	71 019
Placements (note 7)	3 315 004	3 082 196
Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (notes 8 et 13)	888 187	610 496
Actions, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (notes 9 et 13)	52 835	53 019
Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (notes 10 et 13)	337	796
Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour pertes (notes 11 et 13)	99 484	124 438
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages conférés aux clients et autres montants (note 14)	1 093 325	953 246
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec (note 13)	733 893	622 552
Autres éléments d'actif (note 15)	9 315	16 754
	6 297 948	5 537 488
PASSIF ET AVOIR		
Passif		
Emprunts à court terme (note 16)	192 000	472 100
Emprunts à long terme (note 17)	4 801 513	3 853 733
Intérêts échus et courus sur les emprunts au Fonds de financement du gouvernement du Québec	16 161	9 968
Passif au titre de la garantie (notes 12 et 13)	378 988	358 531
Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs	228 097	211 875
Autres éléments de passif (note 18)	70 681	73 345
	5 687 440	4 979 552
Avoir		
Avoir initial	32 944	32 944
Bénéfices non répartis	568 714	542 172
Cumul des autres éléments du résultat étendu	8 850	(17 180)
	577 564	524 992
	610 508	557 936
	6 297 948	5 537 488
GARANTIES, DÉDUCTION FAITE DU PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE (NOTES 12 ET 13)	2 005 841	2 275 093

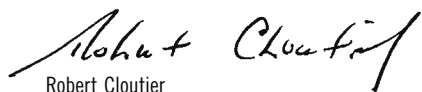
Engagements de financement et d'investissement (note 29)

Autres engagements (note 30)

Éventualités (note 34)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,


Robert Cloutier
Président du conseil d'administration

Michael Ross, CA
Président du Comité de vérification

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009
REVENUS DU PORTEFEUILLE		
Intérêts sur les interventions financières	112 942	71 751
Honoraires de garantie	70 696	36 945
Primes au risque (note 19)	6 585	6 915
Commissions d'engagement	12 908	7 268
Réévaluation des contributions au titre des avantages conférés aux clients	(43 285)	33 142
Intérêts sur les billets à recevoir du gouvernement du Québec	109 425	114 062
Avantages conférés par les immigrants investisseurs	102 511	105 749
Intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires	255	1 866
Autres revenus (note 20)	20 741	6 401
	392 778	384 099
DÉPENSES DU PORTEFEUILLE		
Intérêts liés au portefeuille d'interventions financières (note 21)	46 154	54 002
Intérêts liés aux billets des immigrants investisseurs	108 846	112 893
Honoraires d'intermédiaires financiers	42 528	48 765
Autres dépenses (note 22)	6 901	4 078
	204 429	219 738
PROVISION		
Provision pour pertes (note 13)	234 095	219 378
Provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec (note 13)	(206 635)	(200 884)
Provision pour pertes nette	27 460	18 494
AVANTAGES CONFÉRÉS		
Avantages conférés aux clients	199 033	124 734
Avantages conférés aux clients recouvrables du gouvernement du Québec	(177 306)	(114 573)
Avantages conférés nets	21 727	10 161
CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES		
Contributions financières non remboursables (note 23)	103 959	108 929
Contributions financières non remboursables recouvrables du gouvernement du Québec (note 23)	(49 357)	(57 465)
Contributions financières nettes	54 602	51 464
FRAIS D'ADMINISTRATION (NOTE 24)	58 018	53 516
BÉNÉFICE NET	26 542	30 726

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INFORMATION FINANCIÈRE

RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009
BÉNÉFICE NET	26 542	30 726
Autres éléments du résultat étendu		
Gains (pertes) nets non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente	28 424	(22 598)
Reclassement dans les résultats nets des pertes (gains) sur les actifs financiers disponibles à la vente	(2 394)	890
VARIATION NETTE DES GAINS (PERTES) NON RÉALISÉS SUR LES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	26 030	(21 708)
RÉSULTAT ÉTENDU	52 572	9 018

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

VARIATION DE L'AVOIR CONSOLIDÉ

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009
AVOIR INITIAL	32 944	32 944
Bénéfices non répartis au début	542 172	511 446
Bénéfice net	26 542	30 726
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN	568 714	542 172
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début	(17 180)	4 528
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente	26 030	(21 708)
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU À LA FIN	8 850	(17 180)
AVOIR	610 508	557 936

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INFORMATION FINANCIÈRE

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	26 542	30 726
Ajustements pour :		
Amortissement des frais d'émission sur les emprunts à long terme	1 902	651
Amortissement de la prime sur les emprunts à long terme	(1 129)	(1 129)
Amortissement des primes et des escomptes sur les placements	(107 879)	(112 966)
Avantages conférés par les immigrants investisseurs	(102 511)	(105 749)
Intérêts liés aux billets des immigrants investisseurs	108 846	112 893
Avantages conférés aux clients	199 033	124 734
Avantages conférés aux clients assumés par le gouvernement du Québec	(177 306)	(114 573)
Revenus d'intérêts	(112 918)	(71 725)
Honoraires de garantie	(70 696)	(35 463)
Réévaluation des contributions au titre des avantages conférés aux clients	43 285	(33 142)
Perte (gain) résultant de la variation de la juste valeur sur les actions participantes cotées en Bourse	(1 026)	3 131
Intérêts sur le passif au titre de la garantie	11 383	15 887
Perte (gain) sur disposition d'actions de sociétés privées et sur parts	(164)	20
Perte (gain) sur les actifs financiers disponibles à la vente	(2 394)	890
Variation de la moins-value non réalisée sur les placements	4 851	8 444
Perte (gain) non réalisée résultant de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(12 566)	22 235
Provision pour pertes	234 095	219 378
Provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	(206 635)	(200 884)
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie définie	1 485	1 280
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie	57	—
Quote-part des résultats – Sociétés satellites	2 691	2
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation (note 25)	49 535	(7 557)
	(111 519)	(142 917)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Diminution (augmentation) nette des placements temporaires dont l'échéance excède trois mois suivant la date d'acquisition	(2 987)	4 936
Acquisition de placements	(947 325)	(727 085)
Disposition de placements	843 449	737 292
Augmentation nette des prêts	(460 527)	(187 196)
Diminution nette des actions	3 164	216
Diminution nette des parts	816	527
Diminution nette des honoraires de garantie à recevoir	30 692	22 111
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels à durée de vie définie	(3 796)	(1 625)
	(536 514)	(150 824)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation (diminution) nette des emprunts à court terme	(280 100)	216 300
Emprunts à long terme	2 099 194	599 700
Remboursements des emprunts à long terme	(1 142 300)	(542 800)
	676 794	273 200
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	28 761	(20 541)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	54 727	75 268
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	83 488	54 727
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
Encaisse	3 760	2 972
Placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition	79 728	51 755
	83 488	54 727
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE		
Intérêts payés	27 594	46 461

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Au 31 mars 2010 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Investissement Québec est une personne morale de droit public constituée et régie par la Loi sur Investissement Québec et sur la Financière du Québec (L.R.Q., c. I-16.1). En vertu de l'article 2 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

Investissement Québec a pour mission de favoriser la croissance de l'investissement au Québec, contribuant ainsi au développement économique du Québec et à la création d'emplois. Elle centralise et consolide l'action de l'État en matière de recherche, de promotion et de soutien de l'investissement. Elle cherche à la fois à stimuler l'investissement intérieur et à attirer des investisseurs de l'extérieur du Québec. Elle fait, auprès de ces derniers, la promotion du Québec comme lieu privilégié d'investissement. Elle participe à la croissance des entreprises en favorisant, notamment, la recherche et le développement ainsi que l'exportation. Elle cherche également à conserver les investissements déjà effectués en apportant son soutien aux entreprises implantées au Québec. Elle peut aussi fournir à une entreprise, à un ministère, à un organisme du gouvernement ou à une société d'État des services techniques, notamment en matière d'analyse financière, de montage financier et de gestion de portefeuille. Investissement Québec administre tout programme d'aide financière en matière d'investissement élaboré par le gouvernement du Québec. De plus, la Société administre la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., c. S-29.1). Elle exécute également tout mandat que lui confie le gouvernement en vertu des articles 28 et 29 de sa loi constitutive. Elle soutient, par ses interventions financières, les entreprises québécoises ou celles qui s'établissent au Québec, principalement en leur octroyant des prêts ou en garantissant les engagements financiers qu'elles contractent auprès d'institutions financières. Elle administre aussi les programmes d'aide financière découlant de la Loi sur l'aide au développement des coopératives et des personnes morales sans but lucratif (L.R.Q., c. A-12.1). En vertu du projet de loi n° 68, sanctionné par l'Assemblée nationale le 13 décembre 2005, Investissement Québec a acquis les droits et assume les obligations de la Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel, laquelle a été dissoute. De plus, en vertu du décret 1027-2006, daté du 8 novembre 2006, Investissement Québec a acquis les biens et assume les obligations de la société Innovation-Papier (INNO-PAP), laquelle a été dissoute.

L'article 46 de la Loi sur Investissement Québec et sur la Financière du Québec édicte que la société mère établit un plan stratégique, qui inclut les activités de ses filiales, selon la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement du Québec. Ce plan a été approuvé le 28 août 2007 (décret 743-2007) et prend fin le 31 mars 2010. En vertu de l'article 47 de cette même loi, ce plan continue de s'appliquer jusqu'à ce qu'un nouveau plan stratégique soit approuvé. Un nouveau plan était en processus d'approbation au 31 mars 2010. Il prévoit notamment que le gouvernement du Québec contribue au financement de la Société en lui remboursant certaines contributions financières et les pertes sur certaines interventions financières, selon les modalités prévues dans les programmes ou les décrets les instituant, en lui versant une contribution au titre d'intérêts sur certaines interventions financières dont il rembourse les pertes et en lui versant des honoraires.

2. ÉNONCÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la provision pour pertes, de la juste valeur des instruments financiers, de la baisse de valeur durable des actifs financiers disponibles à la vente, de la dépréciation des actifs à long terme, des régimes de retraite et des éventualités. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, sur la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation de divers renseignements connexes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers consolidés de l'exercice futur concerné.

INFORMATION FINANCIÈRE

CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers d'Investissement Québec et ceux de ses filiales, lesquelles sont toutes détenues en propriété exclusive, soit IQ Immigrants Investisseurs inc., IQ FIER inc., 9037-6179 Québec inc., 9071-2076 Québec inc., 9109-3294 Québec inc. et La Financière du Québec. Tous les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de ces filiales sont inclus dans les présents états financiers consolidés. Les soldes et les opérations intersociétés ont été éliminés.

IQ FIER inc., filiale détenue en propriété exclusive, est une société de placement au sens de la note d'orientation n° 18 concernant la comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, intitulée « Sociétés de placement (NOC-18) ». En conformité avec cette note d'orientation, les placements ont été établis à la juste valeur, c'est-à-dire le montant de la contrepartie dont conviendrait, à la date des états financiers, des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La valeur de réalisation des placements pourrait varier de façon importante par rapport à la juste valeur à la suite de changements dans les conditions du marché. La note d'orientation précise également dans quelles circonstances la société mère qui détient une société de placement doit comptabiliser les placements de celle-ci à la juste valeur. Investissement Québec est la société mère d'une telle société de placement et elle respecte les critères pour conserver le traitement comptable des placements à la juste valeur adopté par IQ FIER inc.

MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES**Écarts d'acquisition et actifs incorporels**

Le 1^{er} avril 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Le chapitre 3064, qui remplace le chapitre 3062, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement », renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Elle clarifie aussi l'application du concept de rapprochement des charges aux produits, de façon à éliminer la pratique consistant à comptabiliser à titre d'actifs des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un actif ni aux critères de comptabilisation d'un actif.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Méthode du taux d'intérêt effectif – modifications au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »

En juin 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a apporté des précisions au chapitre 3855 à l'égard de la méthode du taux d'intérêt effectif, méthode servant à calculer le coût après amortissement des actifs financiers et des passifs financiers, et à répartir adéquatement les revenus d'intérêts et les dépenses d'intérêts entre les périodes.

L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Informations à fournir sur la juste valeur – modifications au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir »

En juin 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a modifié le chapitre 3862 afin d'améliorer les informations à fournir au sujet des évaluations à la juste valeur et du risque de liquidité rattaché aux instruments financiers.

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 – Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif ;

Niveau 2 – Techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créance ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières ;

Niveau 3 – Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les résultats de la Société, puisqu'elles visent spécifiquement l'information à fournir. Ces informations sont présentées à la note 5.

Dépréciation d'actifs financiers – modifications au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »

En août 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié diverses modifications au chapitre 3855. La définition de la catégorie « prêts et créances », pour laquelle la mesure est effectuée au coût ou au coût non amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, a été modifiée. Par conséquent, les titres de créance qui ne sont pas cotés sur un marché actif peuvent être classés comme prêts et créances, et la dépréciation est déterminée en fonction du modèle des pertes sur créances subies, comme le prévoit le chapitre 3025, intitulé « Prêts douteux ». Par ailleurs, les prêts et créances que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme doivent être classés comme détenus à des fins de transaction, tandis que les prêts et créances pour lesquels la Société pourrait ne pas recouvrer la quasi-totalité de son investissement initial, pour des motifs autres que la détérioration du crédit, doivent être classés comme disponibles à la vente.

Le reclassement d'actifs financiers détenus à des fins de transaction et d'actifs financiers disponibles à la vente dans les prêts et créances est permis dans certaines circonstances.

Les pertes de valeur comptabilisées aux résultats à l'égard d'un titre de créance classé comme étant disponible à la vente doivent être reprises aux résultats si, durant une période subséquente, la juste valeur du titre augmente et que la hausse peut objectivement être associée à un événement survenu après la constatation de la perte.

La Société a adopté ces modifications de manière rétroactive à compter du 1^{er} avril 2009, conformément aux dispositions transitoires relatives à ces modifications. Par conséquent, les actions non participantes et parts privilégiées avec modalités de remboursement ont été reclassées dans la catégorie des prêts et créances. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les résultats de la Société.

CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les instruments financiers, à l'exception de certaines exclusions prévues au chapitre 3855, doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. La norme permet aux entités de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu consolidé. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse ou du découvert bancaire, le cas échéant, et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est considérée comme équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires » de l'état consolidé des résultats.

INFORMATION FINANCIÈRE

PLACEMENTS**Billets à recevoir du gouvernement du Québec**

Les billets à recevoir du gouvernement du Québec sont classés dans la catégorie des prêts et créances. Au moment de leur comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Par la suite, ils sont présentés au bilan consolidé au coût après amortissement, et les escomptes à l'achat sont virés aux résultats selon la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à leur date d'échéance et sont présentés sous la rubrique « Intérêts sur les billets à recevoir du gouvernement du Québec » de l'état consolidé des résultats.

Parts de sociétés en commandite et actions non cotées de sociétés agissant à titre de commandités

Les parts de sociétés en commandite et les actions non cotées de sociétés agissant à titre de commandités sont des placements détenus par une filiale qualifiée à titre de société de placement, au sens de la NOC-18, et par conséquent, sont comptabilisées à leur juste valeur. Celle-ci est basée sur les états financiers vérifiés de ces sociétés au 31 décembre et ajustée des opérations importantes de ces dernières pendant la période de décalage qui, à titre de sociétés de placement, sont évaluées à leur juste valeur. Cependant, en vertu de certaines ententes contractuelles, si le cumul des bénéfices nets annuels moins le cumul des pertes nettes annuelles est positif à la fin de la période de renonciation au rendement de chacune des conventions, la Société renonce à sa quote-part. En conséquence, la juste valeur des placements tient compte de cette clause.

Sociétés satellites

La Société comptabilise les placements dans les sociétés satellites à la valeur de consolidation puisque sa participation comporte des droits de vote qui lui permettent d'exercer une influence notable sur les décisions financières et administratives. La quote-part des résultats de ces sociétés est comptabilisée au poste « Quote-part des résultats – Sociétés satellites » sous la rubrique « Autres dépenses » de l'état consolidé des résultats.

Autres placements

Les obligations et autres titres de créance et les actions et autres titres de participation sont désignés comme des actifs financiers disponibles à la vente. La Société a choisi de comptabiliser les opérations sur ces actifs à la date de transaction et d'ajouter les frais de transaction y afférents à la valeur comptable des placements.

Ces placements disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes non réalisés relativement à ceux-ci sont comptabilisés dans les « Autres éléments du résultat étendu » à l'état du résultat étendu consolidé. Au moment de la disposition, ces gains ou pertes réalisés, déterminés selon le coût moyen, sont reclassés au poste « Gain (perte) sur actifs financiers disponibles à la vente » sous la rubrique « Autres revenus » de l'état consolidé des résultats, à la date de transaction.

L'amortissement des primes et escomptes calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les revenus de dividendes et d'intérêts sont comptabilisés au poste « Revenus sur les placements » sous la rubrique « Autres revenus » de l'état consolidé des résultats.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation autre que temporaire. Les facteurs dont la Société tient compte pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation comprennent la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût ou au coût après amortissement, la situation financière et les perspectives de l'émetteur, ainsi que la capacité et l'intention de la Société de détenir ces actifs pendant une période suffisante pour permettre tout recouvrement de leur juste valeur. S'il existe une indication objective de dépréciation des placements disponibles à la vente se traduisant par une baisse durable de la juste valeur en deçà du coût ou du coût après amortissement, la perte cumulée du « Cumul des autres éléments du résultat étendu » est reclassée au poste « Gain (perte) sur les actifs financiers disponibles à la vente » sous la rubrique « Autres revenus » de l'état consolidé des résultats. Les pertes de valeur comptabilisées aux résultats, à l'égard d'un titre de capitaux propres classé comme étant disponible à la vente, ne peuvent faire l'objet d'une reprise aux résultats. Depuis le 1^{er} avril 2009, les pertes de valeur comptabilisées aux résultats, à l'égard d'un titre de créance classé comme étant disponible à la vente, doivent être reprises aux résultats si, durant une période subséquente, la juste valeur du titre augmente et que la hausse du titre peut objectivement être associée à un événement survenu après la constatation de la perte.

PRÊTS

Les prêts sont classés dans la catégorie des prêts et créances. Au moment de leur comptabilisation initiale, les prêts sont comptabilisés à leur juste valeur. Par la suite, les prêts sont présentés au bilan consolidé au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus d'intérêts correspondants sont présentés sous la rubrique « Intérêts sur les interventions financières » de l'état consolidé des résultats. Tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats sous la rubrique « Avantages conférés aux clients ».

Lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que le recouvrement total (capital et intérêts) d'un prêt n'est pas raisonnablement assuré, celui-ci est considéré comme un prêt douteux. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est présentée sous la rubrique « Intérêts sur les interventions financières » de l'état consolidé des résultats, et la contrepartie correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Provision pour pertes » de l'état consolidé des résultats.

Les biens saisis sont présentés à titre de prêts douteux et sont inscrits à leur juste valeur au moment de leur saisie. La réduction de la valeur comptable nette des prêts est alors comptabilisée. Toute réduction subséquente est imputée à la provision pour pertes.

La valeur comptable des prêts restructurés en prêts à taux d'intérêt réduit et en prêts sans intérêt est ramenée à la valeur actualisée des flux de trésorerie nets à recevoir en vertu des nouvelles dispositions, au taux d'intérêt effectif inhérent au prêt. La réduction de la valeur comptable résultant de la restructuration est imputée à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de revenu d'intérêts sous la rubrique « Intérêts sur les interventions financières » de l'état consolidé des résultats.

Les commissions pour compenser les coûts de montage de prêts encourus par la Société sont comptabilisées aux résultats sous la rubrique « Commissions d'engagement ».

Provision cumulée pour pertes

La provision cumulée pour pertes sur les prêts est présentée au bilan consolidé de la Société en réduction de la valeur des prêts. La provision représente, selon la Société, l'estimation la plus précise des montants prévisibles de pertes sur les prêts faisant partie de son portefeuille.

Les sociétés clientes sont classées selon sept catégories de risque définies par des critères de solvabilité et de crédit; la catégorisation des entreprises est mise à jour de façon périodique. Une de ces catégories comprend les clients insolvable. Deux autres catégories désignent les entreprises dont l'insolvabilité semble probable à court terme. Tous les prêts douteux se retrouvent dans l'une de ces trois catégories. La provision pour pertes sur les interventions financières comprises dans ces trois catégories correspond au solde de l'intervention, diminué de la valeur de réalisation estimative des sûretés, auquel est appliqué un pourcentage d'ajustement découlant de l'historique de recouvrement à l'égard des entreprises faisant partie de ces catégories. Lorsqu'une entreprise classée dans l'une ou l'autre de ces catégories est en liquidation, qu'elle a cessé tout remboursement à la Société et que son redressement est improbable, une radiation est alors effectuée.

Les quatre autres catégories de risque englobent les entreprises dont la situation financière correspond à celle de la clientèle cible de la Société. Pour chacune de ces catégories, une provision de groupe est calculée par l'application d'un taux de provision au solde des interventions financières. Le taux de provision de chaque catégorie découle d'une analyse statistique à l'égard du nombre d'entreprises ayant fait l'objet d'un déclassement, de l'importance des pertes constatées ou devenues probables au cours des derniers exercices et d'un facteur lié au contexte économique.

Les entreprises pour lesquelles les interventions financières affichent un solde cumulatif exceptionnellement élevé ou présentent des caractéristiques particulières font l'objet d'une analyse spécifique de la provision pour pertes, peu importe leur catégorie de risque.

Certains prêts peuvent faire l'objet d'une exonération de remboursement selon les conditions prévues au contrat de prêt. La provision pour pertes sur ces prêts intègre alors les risques inhérents au contrat de prêt en plus des risques d'insolvabilité décrits précédemment.

INFORMATION FINANCIÈRE

ACTIONS ET PARTS**Actions non participantes et parts privilégiées avec modalités de remboursement**

Les actions non participantes et parts privilégiées avec modalités de remboursement sont classées dans la catégorie des prêts et créances (catégorie des actifs détenus jusqu'à échéance pour l'exercice terminé le 31 mars 2009). Au moment de leur comptabilisation initiale, elles sont comptabilisées à leur juste valeur. Par la suite, elles sont présentées au bilan consolidé au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus d'intérêts correspondants sont présentés sous la rubrique « Intérêts sur les interventions financières » de l'état consolidé des résultats. Tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats sous la rubrique « Avantages conférés aux clients ».

Lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que le recouvrement total des actions non participantes et parts privilégiées avec modalités de remboursement n'est pas raisonnablement assuré, celles-ci sont considérées comme des interventions financières douteuses. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est présentée sous la rubrique « Intérêts sur les interventions financières » de l'état consolidé des résultats, et la contrepartie correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Provision pour pertes » de l'état consolidé des résultats.

La valeur comptable des prêts restructurés en actions non participantes avec modalités de remboursement est ramenée à la valeur actualisée des flux de trésorerie nets à recevoir en vertu des nouvelles dispositions, au taux d'intérêt effectif inhérent au prêt. La réduction de la valeur comptable résultant de la restructuration est imputée à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de revenu d'intérêts sous la rubrique « Intérêts sur les interventions financières » de l'état consolidé des résultats.

La provision cumulée pour perte sur les actions non participantes et parts avec modalités de remboursement est présentée au bilan consolidé de la Société en réduction de la valeur de ces actifs. La provision représente, selon la Société, l'estimation la plus précise des montants prévisibles de pertes sur les actions et parts avec modalités de remboursement faisant partie de son portefeuille. La provision pour pertes de ces dernières est déterminée selon les mêmes méthodes que la provision cumulée pour pertes sur les prêts.

Les commissions pour compenser les coûts de montage des actions non participantes et parts privilégiées avec modalités de remboursement encourus par la Société sont comptabilisées aux résultats sous la rubrique « Commissions d'engagement ».

Actions non participantes et parts sans modalité de remboursement

Les actions non participantes et parts sans modalité de remboursement sont classées dans la catégorie des actifs disponibles à la vente. Au moment de leur comptabilisation initiale, elles sont comptabilisées à leur juste valeur. Par la suite, elles sont comptabilisées au coût puisqu'il n'existe pas de prix coté sur un marché actif pour ces actions et parts.

Les actions non participantes et parts sans modalité de remboursement sont évaluées périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation autre que temporaire. Les facteurs dont la Société tient compte pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation comprennent la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût, la situation financière et les perspectives de l'émetteur, ainsi que la capacité et l'intention de la Société de détenir ces actifs pendant une période suffisante pour permettre tout recouvrement de leur juste valeur. S'il existe une indication objective de dépréciation des actions non participantes et parts sans modalité de remboursement se traduisant par une baisse de valeur durable en deçà du coût, celle-ci est constatée aux résultats sous la rubrique « Provision pour pertes ». Les pertes de valeur ne peuvent faire l'objet d'une reprise.

La valeur comptable des prêts restructurés en actions non participantes et en parts sans modalité de remboursement est ramenée à la juste valeur de ces derniers en vertu des nouvelles dispositions indiquées au contrat. La réduction de la valeur comptable résultant de la restructuration est imputée aux résultats sous la rubrique « Provision pour pertes ».

Actions participantes cotées en Bourse

La Société a choisi de classer les actions participantes cotées en Bourse dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction. Au moment de leur comptabilisation initiale et au cours des périodes ultérieures, les actions participantes cotées en Bourse acquises à la suite de l'exercice d'une option sont comptabilisées à leur juste valeur, établie selon le cours acheteur, et les frais de transaction

sont comptabilisés directement dans les résultats, s'il y a lieu. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres ainsi que les revenus de dividendes sont comptabilisés aux résultats aux postes « Gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur sur les actions participantes cotées en Bourse » et « Dividendes » sous la rubrique « Autres revenus ».

Les actions participantes cotées en Bourse provenant de prêts restructurés sont comptabilisées à leur juste valeur. La différence entre la valeur comptable du prêt avant la restructuration et celle des actions fait l'objet d'une radiation.

Actions participantes de sociétés privées

Les actions participantes de sociétés privées sont classées dans la catégorie des actifs disponibles à la vente. Au moment de leur comptabilisation initiale, les actions participantes de sociétés privées acquises à la suite de l'exercice d'une option sont comptabilisées à leur juste valeur. Celle-ci est basée sur la valeur comptable de l'entreprise visée. Par la suite, les actions participantes de sociétés privées sont présentées au coût puisqu'il n'existe pas de prix coté sur un marché actif pour ces actions. Les gains réalisés sur ces titres sont présentés aux résultats au poste « Gain (perte) sur disposition d'actions de sociétés privées et sur parts » sous la rubrique « Autres revenus ». Les revenus de dividendes sont comptabilisés aux résultats au poste « Dividendes » sous la rubrique « Autres revenus ».

Les actions participantes de sociétés privées sont évaluées périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation autre que temporaire. Les facteurs dont la Société tient compte pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation comprennent la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût, la situation financière et les perspectives de l'émetteur, ainsi que la capacité et l'intention de la Société de détenir ces actifs pendant une période suffisante pour permettre tout recouvrement de leur juste valeur. S'il existe une indication objective de dépréciation des actions participantes de sociétés privées se traduisant par une baisse de valeur durable en deçà du coût, celle-ci est constatée aux résultats sous la rubrique « Provision pour pertes ». Les pertes de valeur ne peuvent faire l'objet d'une reprise.

Les actions participantes de sociétés privées provenant de prêts restructurés sont comptabilisées initialement à leur juste valeur et au coût par la suite. La juste valeur est basée sur la valeur comptable de l'entreprise visée. La différence entre la valeur comptable du prêt avant la restructuration et celle des actions est imputée à la provision pour pertes. Toute diminution subséquente de la valeur comptable des actions est aussi imputée à la provision pour pertes. Toute augmentation subséquente n'est constatée que lors de la vente des actions, à titre de gains sur disposition d'actions de l'exercice alors en cours.

GARANTIES

Le passif au titre de la garantie et les honoraires de garantie à recevoir sont classés respectivement dans la catégorie des autres passifs financiers et des prêts et créances. Au moment de leur comptabilisation initiale, les contrats de garantie sont comptabilisés à leur juste valeur. La Société comptabilise son engagement inconditionnel à se tenir prête à exécuter son obligation selon les conditions du contrat de la garantie sous la rubrique « Passif au titre de la garantie » qui figure au bilan consolidé, soit la valeur actualisée des honoraires de garantie à recevoir selon les taux du marché. La Société comptabilise également une créance au titre des honoraires de garantie à recevoir liée au contrat de la garantie sous la rubrique « Honoraires de garantie à recevoir » qui figure au bilan consolidé, soit les honoraires de garantie à recevoir selon les dispositions contractuelles. Par la suite, le passif initial au titre de la garantie et la créance sont présentés au bilan consolidé au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout écart entre la juste valeur du passif initial au titre de la garantie et la créance est comptabilisé immédiatement aux résultats sous la rubrique « Avantages conférés aux clients ».

Le passif initial au titre de la garantie est constaté aux résultats sur la durée du contrat de garantie sous la rubrique « Honoraires de garantie », et l'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de dépense d'intérêts. Les revenus d'intérêts liés aux honoraires de garantie à recevoir sont présentés sous la rubrique « Intérêts sur les interventions financières » de l'état consolidé des résultats.

Étant donné que la valeur comptable des garanties ne constitue pas une indication du montant maximal de l'obligation que la Société pourrait être tenue de verser à une tierce partie, la Société continue de considérer les garanties comme des instruments financiers hors bilan.

Investissement Québec

INFORMATION FINANCIÈRE

Une provision pour pertes est constatée en plus du passif initial au titre de la garantie, s'il y a lieu. Cette provision est déterminée selon la même méthode que la provision cumulée pour pertes sur les prêts. Dès que la provision pour pertes devient plus élevée que le solde non amorti du passif initial au titre de la garantie, le passif au titre de la garantie doit être ajusté selon l'obligation éventuelle d'honorer l'engagement de la garantie. Le passif au titre de la garantie représente, selon la Société, l'estimation la plus précise des montants prévisibles de pertes sur les contrats de garantie faisant partie de son portefeuille.

Lorsque la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que le recouvrement de la créance au titre des honoraires de garantie à recevoir n'est pas raisonnablement assuré, celle-ci est considérée comme une créance douteuse. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés à la provision pour pertes. L'augmentation de la valeur comptable attribuable au passage du temps est présentée sous la rubrique « Intérêts sur les interventions financières » de l'état consolidé des résultats, et la contrepartie correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Provision pour pertes » de l'état consolidé des résultats.

Les réclamations de garanties sont comptabilisées lorsque la Société en a autorisé le déboursement, dans la mesure où les conditions sont respectées. Les débours sont alors appliqués en réduction du passif au titre de la garantie, et le solde des garanties est réduit d'autant. Lorsque la Société considère que des recouvrements sont raisonnablement assurés, le débours est comptabilisé à titre d'actif, conformément aux conventions comptables applicables, selon le cas, aux prêts, aux actions et aux parts.

Les commissions pour compenser les coûts de montage des contrats de garantie encourus par la Société sont comptabilisées aux résultats sous la rubrique « Commissions d'engagement ».

CONTRIBUTIONS RECOUVRABLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – AVANTAGES CONFÉRÉS AUX CLIENTS ET AUTRES MONTANTS

Le gouvernement du Québec contribue au financement de la Société en lui remboursant certaines contributions financières et les pertes sur certaines interventions financières, en lui versant une contribution au titre d'intérêts sur certaines interventions financières et en lui versant des honoraires.

Les contributions recouvrables du gouvernement du Québec au titre des avantages conférés aux clients représentent les sommes recouvrables estimées par la Société. Ces sommes, qui sont considérées comme étant des actifs financiers non contractuels, reflètent l'écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie pour les prêts, actions et parts, et tout écart entre la juste valeur de la créance et la juste valeur du passif au titre de la garantie pour la portion des interventions financières dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec. La contribution du gouvernement, s'il y a lieu, est comptabilisée immédiatement aux résultats sous la rubrique « Avantages conférés aux clients recouvrables du gouvernement du Québec ». Cette contribution donne lieu à la création de l'actif « Contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages conférés aux clients » au bilan consolidé. Par la suite, cet actif est présenté au bilan consolidé au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le revenu correspondant est présenté sous la rubrique « Réévaluation des contributions au titre des avantages conférés aux clients » de l'état consolidé des résultats.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties à compter de leur mise en service, en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants :

Matériel informatique	33 1/3 %
Mobilier de bureau	10 %
Améliorations locatives	10 %

ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE DÉFINIE

Les logiciels et les développements informatiques sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis à compter de leur mise en service, en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants :

Logiciels	33 1/3 %
Développements informatiques	20 %

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont examinés régulièrement par la direction pour déterminer si leur valeur a subi une réduction quand des événements ou des changements de situation laissent supposer que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie futurs non actualisés prévus à l'utilisation ainsi qu'avec sa valeur résiduelle. Si l'on considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, celle-ci est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle elle est déterminée. Cette dépréciation représente l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur de l'actif. L'estimation des flux de trésorerie futurs fait appel à l'exercice du jugement professionnel et peut varier dans le temps.

TERRAIN DÉTENU À DES FINS DE DÉCONTAMINATION

La Société assume, avec une tierce partie, la responsabilité de la décontamination et de l'assainissement d'un terrain et en effectue également la location. Le terrain est évalué au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

EMPRUNTS

Les emprunts sont classés dans la catégorie des autres passifs financiers. Au moment de leur comptabilisation initiale, les emprunts, à l'exception des avances du gouvernement du Québec qui sont comptabilisées au coût, sont comptabilisés à leur juste valeur. Par la suite, les emprunts sont présentés au bilan consolidé au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'intérêts correspondants sont présentés sous les rubriques « Intérêts liés au portefeuille d'interventions financières » et « Intérêts liés aux billets des immigrants investisseurs » de l'état consolidé des résultats. Tout écart entre la juste valeur des billets à payer aux immigrants investisseurs et la contrepartie en trésorerie est reporté au bilan consolidé sous la rubrique « Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs ». Ce montant est ensuite constaté progressivement aux résultats comme revenu sous la rubrique « Avantages conférés par les immigrants investisseurs » au fur et à mesure que la Société effectue les dépenses qu'elle s'est contractuellement engagée à faire avec ces sommes.

Les frais d'émission, les escomptes et les primes sont comptabilisés dans la valeur comptable des emprunts à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des frais d'émission, des escomptes et des primes est présenté aux postes « Amortissement des frais d'émission sur les emprunts à long terme » et « Amortissement des primes (escomptes) sur les emprunts à long terme » sous la rubrique « Intérêts liés au portefeuille d'interventions financières » de l'état consolidé des résultats.

PRIMES AU RISQUE

Au moment de l'autorisation d'une intervention financière, la Société peut exiger de l'entreprise cliente une prime qui varie selon la nature du risque. La prime sous forme d'options d'achat d'actions est un instrument financier dérivé et, à ce titre, est comptabilisée à la juste valeur. Les gains réalisés et non réalisés qui en résultent sont portés aux résultats au poste « Gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions » sous la rubrique « Primes au risque ». La prime sous forme de participation aux bénéfices et les autres primes sont comptabilisées aux résultats au moment où elles deviennent exigibles selon le contrat, au poste « Participations aux bénéfices et autres primes » sous la rubrique « Primes au risque ».

Les options d'achat d'actions ayant une juste valeur positive figurent sous la rubrique « Autres éléments d'actif » du bilan consolidé.

Les gains sur disposition d'actions acquises à la suite de l'exercice d'une option sont présentés sous la rubrique « Primes au risque » de l'état consolidé des résultats.

AVANTAGES CONFÉRÉS AUX CLIENTS

Les avantages conférés aux clients sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel la Société a constaté un écart entre la juste valeur des prêts et des actions et parts avec modalités de remboursement et la contrepartie en trésorerie, et un écart entre la juste valeur du passif au titre de la garantie et les honoraires de garantie à recevoir. La Société juge alors acquise la contribution correspondante du gouvernement du Québec pour les avantages que celui-ci assume, et celle-ci est comptabilisée au cours de ce même exercice.

Investissement Québec

INFORMATION FINANCIÈRE

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Les contributions financières sont constituées de contributions financières non remboursables et de contributions financières à remboursement conditionnel.

Les contributions financières aux entreprises sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel la Société en a autorisé le déboursement, dans la mesure où les conditions sont respectées. La Société juge alors acquise la contribution correspondante du gouvernement du Québec pour les contributions financières que celui-ci assume, et celle-ci est comptabilisée au cours de ce même exercice. Les contributions financières à Emploi-Québec sont comptabilisées aux résultats de l'exercice au cours duquel la dépense correspondante a été engagée par celui-ci. Les contributions financières au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel sa partie des revenus générés par le placement est comptabilisée.

Les recouvrements ultérieurs de contributions financières à remboursement conditionnel sont inscrits dans les résultats de l'exercice alors en cours. Le remboursement au gouvernement du Québec qui s'applique est également inscrit dans les résultats de l'exercice alors en cours.

HONORAIRES D'INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

La Société verse, par l'entremise d'une de ses filiales, des honoraires à des intermédiaires financiers pour le démarchage d'immigrants investisseurs, pour la recherche d'entreprises à recommander pour l'octroi d'une contribution financière non remboursable ainsi que pour la fermeture de dossiers d'immigrants investisseurs.

Les honoraires relatifs au démarchage d'un immigrant investisseur et les honoraires relatifs à la recherche d'une entreprise à recommander sont comptabilisés aux résultats lors de l'acceptation de l'intervention financière par l'entreprise. Les honoraires relatifs à la fermeture du dossier d'un immigrant investisseur sont comptabilisés à la date de fermeture du dossier lorsque les services sont rendus par l'intermédiaire financier.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des actifs et des passifs financiers détenus à des fins de transaction. En plus des options d'achat d'actions qui sont incluses dans les primes au risque, la Société détient d'autres instruments financiers dérivés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de taux de change découlant de positions figurant au bilan consolidé et hors bilan. Ces autres instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, et les gains ou les pertes qui en résultent sont portés aux résultats au poste « Gain (perte) net sur les instruments financiers dérivés » sous la rubrique « Autres revenus ». Les instruments financiers dérivés ayant une juste valeur positive figurent à l'actif, tandis que ceux qui ont une juste valeur négative figurent au passif, respectivement aux postes « Actifs liés aux instruments financiers dérivés » et « Passifs liés aux instruments financiers dérivés », présentés sous les rubriques « Autres éléments d'actif » et « Autres éléments de passif ».

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leurs contrats hôtes et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte. La Société a choisi le 1^{er} avril 2003 comme date de transition des dérivés incorporés. En conséquence, seuls les contrats ou les instruments financiers conclus ou modifiés à compter de la date de transition ont été revus afin de recenser les dérivés incorporés. La Société présente les contrats comportant un dérivé incorporé qui nécessiterait d'être séparé au poste « Actifs liés aux instruments financiers dérivés » sous la rubrique « Autres éléments d'actif » du bilan consolidé.

CONVERSION DE DEVISES

Les éléments d'actif et de passif monétaires et les garanties exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses libellés en devises sont, pour leur part, convertis en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les gains et les pertes de change attribuables à la dépense de provision pour pertes sont constatés aux résultats sous les rubriques « Provision pour pertes » et « Provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec ». Les gains et les pertes de change réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente sont constatés aux résultats au poste « Gain (perte) sur actifs financiers disponibles à la vente » sous la rubrique « Autres revenus ». Les gains et les pertes de change non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente sont constatés au poste « Gains (pertes) nets non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente » sous la rubrique « Autres éléments du résultat étendu » de l'état du résultat étendu consolidé. Les autres gains et pertes de change sont constatés aux résultats au poste « Gain (perte) de change » sous la rubrique « Autres revenus ».

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société cotise à des régimes de retraite gouvernementaux interentreprises à prestations déterminées. Toutefois, ces cotisations sont comptabilisées selon les normes comptables relatives aux régimes à cotisations déterminées, étant donné que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

De plus, la Société a institué un régime de rentes d'appoint facultatif afin de verser des prestations de retraite à certains membres de la haute direction en sus des prestations du régime de retraite de base. Le coût des prestations de retraite accumulées par ces membres de la haute direction est établi par calculs actuariels selon la méthode des prestations déterminées au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la direction sur le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ des employés.

Le coût des services passés découlant des modifications au régime de rentes d'appoint facultatif est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative de la portion restante de la carrière active des salariés couverts par le régime.

3. MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES FUTURES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* – IFRS). Ainsi, la Société a fait le choix d'effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement qui remplaceront les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces normes seront appliquées par Investissement Québec au plus tard le 1^{er} avril 2011.

INFORMATION FINANCIÈRE

4. VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Les instruments financiers sont comptabilisés au bilan consolidé à la juste valeur ou au coût après amortissement selon les catégories définies par les normes comptables relatives aux instruments financiers publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

La valeur comptable des instruments financiers de chacune des catégories se détaille comme suit :

								2010
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Placements à la juste valeur en vertu de la NOC-18	Passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de transaction	Total
Actifs financiers								
Encaisse	3 760	—	—	—	—	—	—	3 760
Placements temporaires	101 808	—	—	—	—	—	—	101 808
Placements	—	—	247 400	2 875 034	—	184 488	—	3 306 922
Prêts	—	—	—	888 187	—	—	—	888 187
Actions	—	2 899	375	49 561	—	—	—	52 835
Parts	—	—	170	167	—	—	—	337
Honoraires de garantie à recevoir	—	—	—	99 484	—	—	—	99 484
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages conférés aux clients et autres montants	—	—	—	1 093 325	—	—	—	1 093 325
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	—	—	—	733 893	—	—	—	733 893
Autres éléments d'actif	669	—	—	2 460	—	—	—	3 129
	106 237	2 899	247 945	5 742 111	—	184 488	—	6 283 680
Passifs financiers								
Emprunts à court terme	—	—	—	—	—	—	192 000	192 000
Emprunts à long terme	—	—	—	—	—	—	4 801 513	4 801 513
Intérêts échus et courus	—	—	—	—	—	—	16 161	16 161
Passif au titre de la garantie	—	—	—	—	—	—	378 988	378 988
Autres éléments de passif	14 426	—	—	—	—	—	41 713	56 139
	14 426	—	—	—	—	—	5 430 375	5 444 801

Investissement Québec

2009

	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Placements à la juste valeur en vertu de la NOC-18	Passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de transaction	Total
Actifs financiers								
Encaisse	2 972	—	—	—	—	—	—	2 972
Placements temporaires	71 019	—	—	—	—	—	—	71 019
Placements	—	—	174 094	2 736 947	—	170 534	—	3 081 575
Prêts	—	—	—	610 496	—	—	—	610 496
Actions	—	873	8 402	—	43 744	—	—	53 019
Parts	—	—	170	—	626	—	—	796
Honoraires de garantie à recevoir	—	—	—	124 438	—	—	—	124 438
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec — Avantages conférés aux clients et autres montants	—	—	—	953 246	—	—	—	953 246
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	—	—	—	622 552	—	—	—	622 552
Autres éléments d'actif	9 138	—	—	3 684	—	—	—	12 822
	83 129	873	182 666	5 051 363	44 370	170 534	—	5 532 935
Passifs financiers								
Emprunts à court terme	—	—	—	—	—	—	472 100	472 100
Emprunts à long terme	—	—	—	—	—	—	3 853 733	3 853 733
Intérêts échus et courus	—	—	—	—	—	—	9 968	9 968
Passif au titre de la garantie	—	—	—	—	—	—	358 531	358 531
Autres éléments de passif	35 461	—	—	—	—	—	25 814	61 275
	35 461	—	—	—	—	—	4 720 146	4 755 607

INFORMATION FINANCIÈRE

5. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR**

La détermination de la juste valeur a pour objet d'établir approximativement à quel montant les instruments financiers pourraient être échangés entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires. La meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché. Étant donné le rôle du jugement dans l'application d'un grand nombre de techniques d'évaluation et d'estimation acceptables pour le calcul des justes valeurs, celles-ci ne sont pas nécessairement comparables entre les différentes entités. La juste valeur se fonde sur la situation du marché à un moment précis et, de ce fait, ne reflète pas nécessairement la juste valeur future des instruments. Elle ne saurait être interprétée comme un montant réalisable en cas de règlement immédiat des instruments.

Au moment de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires. La meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché. La Société utilise le cours du marché (cours acheteur ou vendeur), lorsqu'il est disponible, pour évaluer la juste valeur des instruments financiers. S'il n'existe pas de marché ou si le marché n'est pas considéré comme assez liquide, la Société détermine la juste valeur initiale au moyen de techniques d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les modèles d'évaluation et d'autres méthodes d'évaluation couramment utilisées sur le marché.

Pour la réévaluation ultérieure des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, les cours publiés dans un marché actif représentent la meilleure indication de la juste valeur, et s'ils sont disponibles, la Société les utilise pour évaluer les instruments financiers. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif lorsqu'il est possible d'avoir facilement et régulièrement accès à des cours auprès d'une Bourse, d'un contrepartiste, d'un courtier, d'un groupe sectoriel ou d'un service d'évaluation des cours ou d'un organisme de réglementation, et que ces cours reflètent des transactions réelles effectuées régulièrement sur le marché dans des conditions normales de concurrence. La juste valeur d'un actif financier négocié sur un marché actif reflète généralement le cours acheteur, et celle d'un passif financier négocié sur un marché actif, le cours vendeur. Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, la Société détermine la juste valeur de l'instrument financier au moyen d'une technique d'évaluation faisant principalement appel à des données observables sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent, entre autres, l'utilisation des informations disponibles sur des opérations conclues récemment sur le marché, la référence à la juste valeur actuelle d'un instrument comparable, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et toute autre technique d'évaluation couramment utilisée par les intervenants sur le marché, s'il a été démontré que cette technique produit des estimations fiables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, la Société a recours à des hypothèses au sujet du montant, du moment de la réalisation des flux de trésorerie futurs estimatifs et des taux d'actualisation estimatifs utilisés. Ces hypothèses sont basées principalement sur des facteurs observables sur les marchés externes tels les courbes de rendement, les facteurs de volatilité et le risque de crédit. Ainsi, le taux d'actualisation correspond au plus élevé du taux facturé au client ou du taux du marché. Ce dernier est établi à partir des courbes de taux sans risque auquel est ajoutée une prime pour tenir compte du risque du client. Cette prime de risque est obtenue en observant les écarts de crédit sur les marchés. Pour les prêts et créances, les modèles d'évaluation reposent sur certaines hypothèses non observables sur le marché telles que la détermination des remboursements variables futurs. Le remplacement de ces hypothèses par une autre pourrait résulter en une juste valeur différente.

Le tableau qui suit indique la valeur comptable et la juste valeur estimative des instruments financiers figurant au bilan consolidé, cette dernière étant établie à l'aide des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-après. On ne présente pas, dans le tableau, la juste valeur des éléments d'actif et de passif qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, tels les immobilisations corporelles, les actifs incorporels à durée de vie définie, les avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs et ceux qui ne sont pas couverts par les recommandations du chapitre 3862 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir ».

Investissement Québec

	2010			2009		
	Valeur comptable	Juste valeur	Différence	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Actif						
Encaisse, découvert bancaire et placements temporaires	105 568	105 568	—	73 991	73 980	(11)
Placements	3 306 922	3 378 594	71 672	3 081 575	3 215 779	134 204
Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	888 187	1 152 097	263 910	610 496	611 170	674
Actions et parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	53 172	97 927	44 755	53 815	50 906	(2 909)
Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	99 484	116 884	17 400	124 438	117 445	(6 993)
Provision cumulée pour pertes et contributions recouvrables du gouvernement du Québec — Avantages conférés aux clients et autres montants	1 827 218	1 480 356	(346 862)	1 575 798	2 657 698	1 081 900
Options d'achat d'actions	501	501	—	726	726	—
Actifs liés aux instruments financiers dérivés	168	168	—	8 412	8 412	—
Autres actifs	2 460	2 460	—	3 684	3 684	—
	6 283 680	6 334 555	50 875	5 532 935	6 739 800	1 206 865
Passif						
Emprunts	4 993 513	5 089 812	96 299	4 325 833	4 469 959	144 126
Passif au titre de la garantie	378 988	352 886	(26 102)	358 531	1 477 029	1 118 498
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	14 426	14 426	—	35 461	35 461	—
Autres passifs	57 874	57 874	—	35 782	35 782	—
	5 444 801	5 514 998	70 197	4 755 607	6 018 231	1 262 624
			(19 322)			(55 759)

LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FIGURANT AU BILAN CONSOLIDÉ EST ESTIMÉE D'APRÈS LES MÉTHODES ET LES HYPOTHÈSES SUIVANTES :

Encaisse, placements temporaires, découvert bancaire, emprunts à court terme et autres éléments d'actif et de passif

L'encaisse, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition, les emprunts à court terme ainsi que les autres éléments d'actif et de passif sont comptabilisés à leur juste valeur. Cette dernière est considérée comme équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les placements temporaires dont l'échéance excède trois mois suivant la date d'acquisition sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est déterminée en fonction des cours du marché, établi selon le cours acheteur à la date du bilan.

La juste valeur des intérêts échus et courus échéant dans plus de trois mois est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie en utilisant les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des emprunts comportant des conditions et des risques de crédit similaires.

Placements

Les obligations et autres titres de créance et les actions et autres titres de participation sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est déterminée en fonction des cours du marché, établi selon le cours acheteur à la date du bilan. La juste valeur des billets à recevoir du gouvernement du Québec est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des placements comportant des conditions et des risques de crédit semblables.

Prêts

La juste valeur du portefeuille de prêts repose sur l'évaluation du risque de taux d'intérêt et du risque de crédit. La juste valeur des prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour les prêts douteux, la juste valeur est réputée équivalente à la valeur comptable, conformément aux méthodes d'évaluation décrites à la note 2, sous la rubrique « Prêts ».

Investissement Québec

INFORMATION FINANCIÈRE

Actions et parts

La juste valeur des actions et des parts est déterminée en fonction des cours du marché, établis selon le cours acheteur à la date du bilan, lorsqu'ils sont disponibles. La juste valeur des actions non participantes et parts privilégiées avec modalités de remboursement est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouvelles actions non participantes et parts privilégiées avec modalités de remboursement ayant sensiblement les mêmes modalités. Dans le cas des autres titres de participation qui ne sont pas transigés sur des marchés organisés, comme la juste valeur ne peut être estimée au prix d'un effort raisonnable, elle est réputée équivalente à la valeur comptable qui, selon la direction, n'a pas diminué de valeur.

Honoraires de garantie à recevoir

La juste valeur des honoraires de garantie à recevoir est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouvelles créances ayant sensiblement les mêmes modalités.

Provision cumulée pour pertes et contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages conférés aux clients

La juste valeur de la provision cumulée pour pertes sur les interventions financières dont les pertes sont assumées par le gouvernement du Québec et des contributions sur celles-ci recouvrables du gouvernement du Québec au titre d'avantages conférés aux clients correspond à l'écart entre la valeur nominale et la juste valeur des prêts, actions et parts et à l'écart entre la juste valeur des honoraires de garantie à recevoir et la juste valeur du passif initial au titre de la garantie.

Instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est déterminée en fonction des cours du marché à la date du bilan, lorsqu'ils sont disponibles. Dans le cas des options d'achat d'actions qui ne sont pas transigées sur des marchés organisés, la juste valeur est basée sur la valeur comptable de l'entreprise concernée.

Emprunts à long terme

La juste valeur des emprunts à long terme à taux fixe est déterminée d'après les cours du marché pour des titres de créance comportant des conditions et des risques de crédit similaires. La juste valeur des emprunts à long terme à taux variable est réputée être égale à la valeur comptable.

Passif au titre de la garantie

La juste valeur du passif au titre de la garantie repose sur l'évaluation du risque de taux d'intérêt et du risque de crédit. Elle est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'honoraires de garantie et aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouvelles garanties ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour les garanties relatives aux entreprises insolubles ou dont l'insolvabilité semble probable à court terme, la juste valeur correspond à la provision cumulée pour pertes, conformément aux méthodes d'évaluation décrites à la note 2, sous la rubrique « Garanties ».

HIÉRARCHIE DES ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

La juste valeur est fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif.

Niveau 2

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créance ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières.

Niveau 3

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, classés selon la hiérarchie d'évaluation décrite précédemment :

				2010
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur
Actifs financiers				
Encaisse	3 760	—	—	3 760
Placements temporaires	7 333	94 475	—	101 808
Placements disponibles à la vente	131 277	116 123	—	247 400
Parts de sociétés en commandite	—	—	184 483	184 483
Actions détenues à des fins de transaction	2 899	—	—	2 899
Autres éléments d'actif				
Options d'achat d'actions	93	—	408	501
Actifs liés aux instruments financiers dérivés	—	168	—	168
	145 362	210 766	184 891	541 019
Passifs financiers				
Autres éléments de passif				
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	—	14 426	—	14 426

INFORMATION FINANCIÈRE

6. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2010	2009
Placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition :		
Acceptations bancaires, de 0,20 % à 0,45 %, échéant en avril et en mai 2010	49 716	25 435
Certificats de dépôt, de 0,20 % à 0,37 %, échéant en avril et en juin 2010	16 304	7 231
Billets de trésorerie, de 0,28 % à 0,53 %, échéant en avril 2010	8 555	—
Bons du Trésor du Québec, de 0,36 % à 0,38 %, échéant en mai et en juin 2010	715	—
Bons du Trésor de l'Ontario, de 0,34 % à 0,35 %, échéant en avril et en juin 2010	4 438	7 241
Bons du Trésor du Canada	—	6 913
Bon du Trésor du Nouveau-Brunswick	—	1 249
Bon du Trésor de Terre-Neuve-et-Labrador	—	2 742
Billet à escompte	—	944
Placements temporaires dont l'échéance excède trois mois suivant la date d'acquisition :		
Acceptation bancaire, 0,47 %, échéant en juin 2010	525	—
Certificats de dépôt, de 0,20 % à 0,40 %, échéant entre mai et octobre 2010	3 184	—
Bon du Trésor du Québec, 0,34 %, échéant en avril 2010	3 798	—
Bons du Trésor du Canada, de 0,21 % à 0,48 %, échéant entre avril et septembre 2010	7 333	7 127
Bons du Trésor de l'Ontario, de 0,30 % à 0,34 %, échéant en mai 2010	5 197	100
Billets des provinces du Canada, de 0,35 % à 0,39 %, échéant en juin et en juillet 2010	2 043	—
Bon du Trésor du Nouveau-Brunswick	—	99
Bon du Trésor de Terre-Neuve-et-Labrador	—	5 359
Billet au porteur	—	6 579
	101 808	71 019

Le montant des placements temporaires libellés en dollars américains totalise 2,0 millions en dollars canadiens au 31 mars 2010 (aucun placement temporaire libellé en dollars américains au 31 mars 2009).

7. PLACEMENTS

	2010	2009
Billets à recevoir du gouvernement du Québec, de 2,69 % à 4,94 %, échéant entre avril 2010 et mars 2015, valeur nominale de 3,2 milliards de dollars	2 875 034	2 736 947
Obligations et autres titres de créance, de 2,00 % à 11,40 %, échéant entre mai 2010 et juin 2022, valeur nominale de 111,8 millions de dollars	117 540	86 698
Actions et autres titres de participation	129 860	87 396
Parts de sociétés en commandite ⁽¹⁾	184 483	170 529
Actions non cotées de sociétés agissant à titre de commandités	5	5
Sociétés satellites, à la valeur de consolidation	8 082	621
	3 315 004	3 082 196

Le montant des placements libellés en dollars américains totalise 14,7 millions en dollars canadiens au 31 mars 2010 (30,5 millions au 31 mars 2009), et le montant des placements libellés en d'autres devises s'élève à 13,3 millions en dollars canadiens au 31 mars 2010 (8,2 millions au 31 mars 2009).

Investissement Québec

L'échéancier des placements se détaille comme suit:

Moins d'un an	521 870	706 781
De 1 à 2 ans	526 648	507 071
De 2 à 3 ans	644 841	503 212
De 3 à 4 ans	513 520	614 776
De 4 à 5 ans	777 966	486 592
De 5 à 10 ans	196 819	175 549
De 10 à 20 ans	3 455	791
	3 185 119	2 994 772
Aucune échéance	129 885	87 424
	3 315 004	3 082 196

(1) En tout temps au cours de la période de renonciation au rendement, certains autres commanditaires ont une option d'achat de certaines parts détenues par la Société, au prix payé initialement plus 6 % de rendement par année depuis la date de leur acquisition. À compter du 3^e exercice financier suivant la période de renonciation au rendement, ces autres commanditaires ont également une option d'achat des parts détenues par la Société, pour un prix égal au plus élevé de la juste valeur ou de la valeur comptable.

Les gains (pertes) non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente se détaillent comme suit:

	2010				2009			
	Coût	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur	Coût	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur
Obligations et autres titres de créance	115 452	2 285	(197)	117 540	84 628	2 313	(243)	86 698
Actions et autres titres de participation	123 097	12 647	(5 884)	129 860	106 657	1 982	(21 243)	87 396
	238 549	14 932	(6 081)	247 400	191 285	4 295	(21 486)	174 094

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation autre que temporaire. Les pertes non réalisées sur ceux-ci sont principalement imputables à la fluctuation des prix sur le marché ou aux variations de change. La Société a la capacité et l'intention de détenir ces actifs pendant une période suffisante afin de permettre tout recouvrement de leur juste valeur. Au 31 mars 2010, la Société a comptabilisé des baisses de valeur durables pour un montant de 0,6 million de dollars (un montant de 1,4 million au 31 mars 2009).

INFORMATION FINANCIÈRE

8. PRÊTS, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

			2010	2009
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
Prêts				
Portant intérêt ^{(1) (2) (9)}				
Taux fixe ^{(3) (4)}	1 452	371 979	373 431	279 716
Taux variable ^{(5) (11)}	65 233	316 139	381 372	186 884
	66 685	688 118	754 803	466 600
Sans intérêt ^{(6) (7) (8) (9)}	549	188 586	189 135	193 263
Douteux	36 862	534 590	571 452	460 756
	104 096	1 411 294	1 515 390	1 120 619
Provision cumulée pour pertes				
Prêts portant intérêt	(7 947)	(149 819)	(157 766)	(112 270)
Prêts sans intérêt	(138)	(22 926)	(23 064)	(25 602)
Prêts douteux ⁽¹⁰⁾	(26 861)	(419 512)	(446 373)	(372 251)
	(34 946)	(592 257)	(627 203)	(510 123)
	69 150	819 037	888 187	610 496
Les encaissements de capital et de redevances prévus sur les prêts, selon les dispositions contractuelles, se détaillent comme suit :				
Moins d'un an	25 905	170 869	196 774	116 757
De 1 à 2 ans	21 487	209 457	230 944	161 714
De 2 à 3 ans	28 191	169 399	197 590	139 107
De 3 à 4 ans	13 193	211 854	225 047	144 798
De 4 à 5 ans	9 230	219 487	228 717	133 681
De 5 à 10 ans	11 592	597 224	608 816	546 505
De 10 à 20 ans	—	408 567	408 567	366 273
Plus de 20 ans	—	224 542	224 542	197 709
	109 598	2 211 399	2 320 997	1 806 544
Les prêts en souffrance selon les dispositions contractuelles, mais non douteux, se détaillent comme suit :				
Moins de 30 jours	1 772	4 940	6 712	13 286
De 30 à 90 jours	580	4 166	4 746	3 696
Plus de 90 jours	31	1 032	1 063	529
	2 383	10 138	12 521	17 511

(1) Les taux d'intérêt fixes effectifs se situent entre 4,90 % et 19,64 % au 31 mars 2010 (entre 4,97 % et 18,58 % au 31 mars 2009).

(2) Les taux d'intérêt variables effectifs correspondent au taux des bons du Trésor du Canada qui est de 0,20 %, plus une prime pour tenir compte du risque qui se situe entre 2,55 % et 18,50 % au 31 mars 2010 (taux des bons du Trésor de 0,35 %, plus une prime entre 2,31 % et 17,00 % au 31 mars 2009).

(3) Les taux d'intérêt fixes contractuels se situent entre 0,50 % et 8,75 % au 31 mars 2010 (entre 0,75 % et 15,00 % au 31 mars 2009).

(4) Y compris des contributions remboursables par redevances de 226,5 millions de dollars au 31 mars 2010 (179,8 millions au 31 mars 2009).

(5) Le taux d'intérêt variable contractuel de la Société est de 3,75 %, plus une prime pour tenir compte du risque qui se situe entre -3,00 % et 10,00 % au 31 mars 2010 (taux variable de 4,00 %, plus une prime entre -3,00 % et 9,50 % au 31 mars 2009).

(6) Les taux d'intérêt effectifs se situent entre 3,75 % et 17,86 % au 31 mars 2010 (entre 4,90 % et 19,18 % au 31 mars 2009).

(7) Ces prêts ne portent pas intérêt pour les sociétés clientes. Toutefois, dans le cas des prêts dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec, ce dernier verse à la Société une contribution au titre d'intérêts, calculée sur le solde de ces prêts à un taux d'intérêt correspondant généralement au coût moyen d'emprunt mensuel de la Société.

(8) Aucune contribution remboursable par redevances aux 31 mars 2010 et 2009.

(9) Y compris la valeur comptable des prêts restructurés au cours de l'exercice, qui auraient autrement été douteux, d'un montant de 16,2 millions de dollars au 31 mars 2010 (16,9 millions au 31 mars 2009).

(10) Y compris des contributions remboursables par redevances de 38,8 millions de dollars au 31 mars 2010 (19,1 millions au 31 mars 2009).

(11) Y compris des billets de 75,0 millions de dollars au 31 mars 2010 (aucun au 31 mars 2009).

9. ACTIONS, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

			2010	2009
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
Actions ⁽¹⁾				
Non participantes avec modalités de remboursement	237	56 137	56 374	51 254
Participantes cotées en Bourse, à la juste valeur	216	2 683	2 899	873
Participantes de sociétés privées	29	346	375	8 402
	482	59 166	59 648	60 529
Provision cumulée pour pertes				
Actions non participantes avec modalités de remboursement	(201)	(6 612)	(6 813)	(7 510)
	281	52 554	52 835	53 019
L'échéancier de rachat des actions non participantes avec modalités de remboursement, selon les dispositions contractuelles, se détaille comme suit:				
Moins d'un an	45	—	45	38
De 1 à 2 ans	60	13	73	22
De 2 à 3 ans	—	—	—	22
De 3 à 4 ans	75	75	150	—
De 4 à 5 ans	7	7	14	150
De 5 à 10 ans	—	45 000	45 000	45 000
Plus de 20 ans	79	260 000	260 079	260 079
	266	305 095	305 361	305 311
Les actions non participantes, avec modalités de remboursement, en souffrance selon les dispositions contractuelles, mais ne faisant pas l'objet d'une provision spécifique, se détaillent comme suit:				
Moins de 30 jours	40	—	40	49
De 30 à 90 jours	—	—	—	—
Plus de 90 jours	—	—	—	—
	40	—	40	49

(1) Aucune action provenant de prêts restructurés au cours de l'exercice, qui auraient autrement été douteux, au 31 mars 2010 (0,1 million de dollars au 31 mars 2009).

INFORMATION FINANCIÈRE

10. PARTS, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

			2010	2009
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
Parts ⁽¹⁾				
Privilégiées avec modalités de remboursement	557	287	844	889
Sans modalité de remboursement	45	125	170	170
	602	412	1 014	1 059
Provision cumulée pour pertes				
Parts privilégiées avec modalités de remboursement	(534)	(143)	(677)	(263)
	68	269	337	796
L'échéancier de rachat des parts privilégiées avec modalités de remboursement, selon les dispositions contractuelles, se détaille comme suit:				
Moins d'un an	—	146	146	51
De 1 à 2 ans	—	31	31	166
De 2 à 3 ans	—	37	37	51
De 3 à 4 ans	—	7	7	60
De 4 à 5 ans	994	20	1 014	38
De 5 à 10 ans	675	100	775	1 094
De 10 à 20 ans	—	200	200	875
Plus de 20 ans	—	543	543	463
	1 669	1 084	2 753	2 798
Les parts privilégiées, avec modalités de remboursement, en souffrance selon les dispositions contractuelles, mais ne faisant pas l'objet d'une provision spécifique, se détaillent comme suit:				
Moins de 30 jours	—	—	—	181
De 30 à 90 jours	—	—	—	—
Plus de 90 jours	—	—	—	—
	—	—	—	181

(1) Y compris la valeur comptable des parts provenant de prêts restructurés au cours de l'exercice, qui auraient autrement été douteux, d'un montant de 0,1 million de dollars au 31 mars 2010 (aucune au 31 mars 2009).

11. HONORAIRES DE GARANTIE À RECEVOIR, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

			2010	2009
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
Honoraires de garantie à recevoir	13 872	104 043	117 915	144 537
Provision cumulée pour pertes	(4 176)	(14 255)	(18 431)	(20 099)
	9 696	89 788	99 484	124 438
Les encaissements d'honoraires de garantie prévus, selon les dispositons contractuelles, se détaillent comme suit:				
Moins d'un an	4 870	16 968	21 838	21 406
De 1 à 2 ans	3 754	15 312	19 066	19 366
De 2 à 3 ans	2 815	13 961	16 776	17 742
De 3 à 4 ans	2 014	12 790	14 804	16 341
De 4 à 5 ans	1 349	11 853	13 202	15 279
De 5 à 10 ans	1 632	47 968	49 600	62 433
De 10 à 20 ans	15	19 854	19 869	35 947
	16 449	138 706	155 155	188 514
Les honoraires de garantie à recevoir en souffrance selon les dispositions contractuelles, mais ne faisant pas l'objet d'une provision spécifique, se détaillent comme suit:				
Moins de 30 jours	40	25	65	15
De 30 à 90 jours	551	527	1 078	90
Plus de 90 jours	195	65	260	2
	786	617	1 403	107

Le montant des honoraires de garantie à recevoir libellés en dollars américains totalise 85,7 millions de dollars canadiens au 31 mars 2010 (113,3 millions au 31 mars 2009), et le montant des honoraires de garantie à recevoir libellés en d'autres devises s'élève à 0,3 million de dollars canadiens au 31 mars 2010 (0,5 million au 31 mars 2009).

12. GARANTIES, DÉDUCTION FAITE DU PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE

			2010	2009
	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	Total	Total
Garanties				
D'emprunt	278 059	386 118	664 177	571 069
D'engagement financier	49 763	1 670 889	1 720 652	2 062 555
	327 822	2 057 007	2 384 829	2 633 624
Passif au titre de la garantie				
Solde non amorti du passif initial au titre de la garantie				
Garanties d'emprunt	(34 525)	(48 792)	(83 317)	(51 132)
Garanties d'engagement financier	(8 168)	(121 488)	(129 656)	(155 919)
	(42 693)	(170 280)	(212 973)	(207 051)
Provision cumulée pour pertes				
Garanties d'emprunt	(32 466)	(56 336)	(88 802)	(70 456)
Garanties d'engagement financier	(13 041)	(64 172)	(77 213)	(81 024)
	(45 507)	(120 508)	(166 015)	(151 480)
	(88 200)	(290 788)	(378 988)	(358 531)
	239 622	1 766 219	2 005 841	2 275 093
Solde des garanties réparti en fonction de leur échéance :				
Moins d'un an	47 380	58 181	105 561	50 436
De 1 à 2 ans	38 816	29 476	68 292	92 370
De 2 à 3 ans	25 565	27 334	52 899	50 121
De 3 à 4 ans	34 334	30 790	65 124	58 782
De 4 à 5 ans	42 378	93 954	136 332	69 226
De 5 à 10 ans	136 837	405 645	542 482	388 647
De 10 à 20 ans	2 512	1 411 627	1 414 139	1 924 042
	327 822	2 057 007	2 384 829	2 633 624

Le montant des garanties libellées en dollars américains totalise 1,6 milliard de dollars canadiens au 31 mars 2010 (2,0 milliards au 31 mars 2009), et le montant des garanties libellées en d'autres devises s'élève à 19,2 millions de dollars canadiens au 31 mars 2010 (36,2 millions au 31 mars 2009). Le montant du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie libellé en dollars américains totalise 110,5 millions de dollars canadiens au 31 mars 2010 (141,1 millions au 31 mars 2009), et le montant du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie libellé en d'autres devises s'élève à 0,5 million de dollars canadiens au 31 mars 2010 (0,8 million au 31 mars 2009).

13. PROVISION CUMULÉE POUR PERTES

	2010						
	Prêts	Actions	Parts	Honoraires de garantie à recevoir	Créances liées aux interventions financières	Garanties	Total
Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec							
Solde au début de l'exercice	23 267	103	102	4 430	193	39 326	67 421
Provision pour pertes	14 833	(895)	432	354	151	12 585	27 460
Recouvrements	243	698	—	1	—	45	987
Radiations	(3 397)	295	—	(609)	(119)	—	(3 830)
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif	—	—	—	—	—	(7 316)	(7 316)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie à la provision cumulée pour pertes	—	—	—	—	—	867	867
Solde à la fin de l'exercice	34 946	201	534	4 176	225	45 507	85 589
Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec ⁽¹⁾							
Solde au début de l'exercice	486 856	7 407	161	15 669	305	112 154	622 552
Provision pour pertes ⁽²⁾	184 837	7 896	83	(760)	(76)	14 655	206 635
Recouvrements	1 398	224	—	1	—	133	1 756
Radiations	(80 834)	(8 915)	(101)	(655)	(111)	—	(90 616)
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif	—	—	—	—	—	(7 726)	(7 726)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie à la provision cumulée pour pertes	—	—	—	—	—	1 292	1 292
Solde à la fin de l'exercice	592 257	6 612	143	14 255	118	120 508	733 893
Total							
Solde au début de l'exercice	510 123	7 510	263	20 099	498	151 480	689 973
Provision pour pertes ⁽³⁾	199 670	7 001	515	(406)	75	27 240	234 095
Recouvrements	1 641	922	—	2	—	178	2 743
Radiations ⁽⁴⁾	(84 231)	(8 620)	(101)	(1 264)	(230)	—	(94 446)
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif	—	—	—	—	—	(15 042)	(15 042)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie à la provision cumulée pour pertes	—	—	—	—	—	2 159	2 159
Solde à la fin de l'exercice	627 203	6 813	677	18 431	343	166 015	819 482

La Société peut exiger des sûretés et des cautions de ses sociétés clientes. La nature des sûretés porte généralement sur l'universalité des biens de l'entreprise cliente, notamment des terrains, des bâtisses, de l'équipement, de la machinerie et de l'ameublement. La provision pour pertes ne tient compte que de la valeur des sûretés et des cautions liées aux entreprises insolvable ou dont l'insolvabilité semble probable à court terme. Cette valeur est de 89,4 millions de dollars au 31 mars 2010 (38,7 millions au 31 mars 2009) pour les prêts, actions et parts, et de 27,4 millions de dollars (22,8 millions au 31 mars 2009) pour les garanties. Par ailleurs, la valeur des sûretés relatives aux prêts, actions et parts dans les entreprises dont la situation financière correspond à celle de la clientèle cible de la Société est de 303,8 millions de dollars au 31 mars 2010 (86,2 millions au 31 mars 2009).

(1) Correspond à la « Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec » présentée à l'actif du bilan consolidé.

(2) Y compris un montant de 15,2 millions de dollars au titre de remise au gouvernement du Québec des gains de change au 31 mars 2010 (recouvrement des pertes de change de 13,9 millions au 31 mars 2009).

(3) Y compris un montant de 15,2 millions de dollars au titre de gains de change au 31 mars 2010 (pertes de change de 13,9 millions au 31 mars 2009).

(4) Les radiations au titre de prêts restructurés de même que les radiations d'actions et de parts provenant de prêts restructurés s'élèvent à 1,6 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (0,2 million au 31 mars 2009).

INFORMATION FINANCIÈRE

	2009						
	Prêts	Actions	Parts	Honoraires de garantie à recevoir	Créances liées aux interventions financières	Garanties	Total
Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec							
Solde au début de l'exercice	20 422	227	454	3 292	218	33 525	58 138
Provision pour pertes	3 672	58	412	1 858	122	12 372	18 494
Recouvrements	3 709	—	—	—	—	53	3 762
Radiations	(4 536)	(182)	(764)	(720)	(147)	—	(6 349)
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif	—	—	—	—	—	(7 476)	(7 476)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie à la provision cumulée pour pertes	—	—	—	—	—	852	852
Solde à la fin de l'exercice	23 267	103	102	4 430	193	39 326	67 421
Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec ⁽¹⁾							
Solde au début de l'exercice	399 257	2 791	558	7 853	358	42 793	453 610
Provision pour pertes ⁽²⁾	111 659	4 797	698	8 489	93	75 148	200 884
Recouvrements	1 950	—	—	1	1	44	1 996
Radiations	(26 010)	(181)	(1 095)	(674)	(147)	—	(28 107)
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif	—	—	—	—	—	(6 753)	(6 753)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie à la provision cumulée pour pertes	—	—	—	—	—	922	922
Solde à la fin de l'exercice	486 856	7 407	161	15 669	305	112 154	622 552
Total							
Solde au début de l'exercice	419 679	3 018	1 012	11 145	576	76 318	511 748
Provision pour pertes ⁽³⁾	115 331	4 855	1 110	10 347	215	87 520	219 378
Recouvrements	5 659	—	—	1	1	97	5 758
Radiations ⁽⁴⁾	(30 546)	(363)	(1 859)	(1 394)	(294)	—	(34 456)
Débours de garanties n'ayant pas donné lieu à la création d'un actif	—	—	—	—	—	(14 229)	(14 229)
Reclassement du solde non amorti du passif initial au titre de la garantie à la provision cumulée pour pertes	—	—	—	—	—	1 774	1 774
Solde à la fin de l'exercice	510 123	7 510	263	20 099	498	151 480	689 973

(1) Correspond à la « Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec » présentée à l'actif du bilan consolidé.

(2) Y compris un montant de 15,2 millions de dollars au titre de remise au gouvernement du Québec des gains de change au 31 mars 2010 (recouvrement des pertes de change de 13,9 millions au 31 mars 2009).

(3) Y compris un montant de 15,2 millions de dollars au titre de gains de change au 31 mars 2010 (pertes de change de 13,9 millions au 31 mars 2009).

(4) Les radiations au titre de prêts restructurés de même que les radiations d'actions et de parts provenant de prêts restructurés s'élèvent à 1,6 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (0,2 million au 31 mars 2009).

14. CONTRIBUTIONS RECOUVRABLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – AVANTAGES CONFÉRÉS AUX CLIENTS ET AUTRES MONTANTS

	2010	2009
Contributions au titre des avantages conférés aux clients	1 012 180	857 105
Autres montants	81 145	96 141
	1 093 325	953 246

15. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2010	2009
Options d'achat d'actions	501	726
Intérêts et dividendes à recevoir sur les placements	1 404	1 466
Actifs liés aux instruments financiers dérivés	168	8 412
Immobilisations corporelles, déduction faite de l'amortissement cumulé de 5,9 millions de dollars (5,2 millions au 31 mars 2009) ⁽¹⁾	4 153	2 565
Actifs incorporels à durée de vie définie, déduction faite de l'amortissement cumulé de 8,0 millions de dollars (7,4 millions au 31 mars 2009)	2 033	1 367
Honoraires d'administration à recevoir – Entités apparentées sous contrôle commun	304	139
Créances liées aux interventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes ⁽²⁾	47	1 214
Autres créances	705	865
	9 315	16 754

(1) Y compris des acquisitions de 1,2 million de dollars auprès d'entités apparentées sous contrôle commun au 31 mars 2010 (0,2 million au 31 mars 2009).

(2) Créances liées aux interventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes

	Dont les pertes ne sont pas remboursées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées par le gouvernement du Québec	2010 Total	2009 Total
Créances liées aux interventions financières	276	114	390	1 712
Provision cumulée pour pertes sur créances liées aux interventions financières (note 13)	(225)	(118)	(343)	(498)
	51	(4)	47	1 214

16. EMPRUNTS À COURT TERME

	2010	2009
Acceptations bancaires – Institutions financières, 0,39 %, échéant en avril 2010	39 000	50 000
Billets – Institutions financières, de 0,38 % à 0,48 %, échéant en avril et en mai 2010	121 000	296 600
Billets – Fonds de financement du gouvernement du Québec, de 0,45 % à 0,47 %, échéant en avril 2010	32 000	125 500
	192 000	472 100

En vertu du décret 1368-2009, daté du 21 décembre 2009, la Société est autorisée à contracter des emprunts à court terme auprès d'institutions financières ou du Fonds de financement du gouvernement du Québec et des emprunts à long terme auprès de ce dernier, pour combler des besoins en financement n'excédant pas 1,9 milliard de dollars, et ce, jusqu'au 30 juin 2012. L'encours total maximal des emprunts autorisés de la Société, incluant le présent régime d'emprunt, s'établit à 3,34 milliards de dollars (excluant les avances du gouvernement du Québec et les billets des immigrants investisseurs figurant à la note 17).

De plus, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation versera à la Société les sommes requises pour suppléer toute inexécution des obligations découlant des emprunts auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec. Les modalités de ce décret s'appliquent également aux billets à payer au Fonds de financement du gouvernement du Québec figurant à la note 17.

En date du 31 mars 2010, la Société avait une marge de manœuvre pour de nouveaux emprunts à court terme et à long terme totalisant 1,4 milliard de dollars.

La Société dispose de marges de crédit bancaires de montants autorisés totalisant 10 millions de dollars, portant intérêt au taux de base du prêteur (2,25 % au 31 mars 2010; 2,50 % au 31 mars 2009) et renouvelables annuellement. Aux 31 mars 2010 et 2009, celles-ci n'étaient pas utilisées.

17. EMPRUNTS À LONG TERME

	2010	2009
Billets – Fonds de financement du gouvernement du Québec :		
– 4,33 %, échéant en juillet 2010, valeur nominale de 28,2 millions de dollars	28 194	28 172
– 8,00 %, échéant en décembre 2010, valeur nominale de 75,6 millions de dollars (taux effectif de 6,07 %)	76 320	77 401
– 1,05 %, échéant en décembre 2010, valeur nominale de 25,0 millions de dollars	24 975	–
– 2,05 %, échéant en octobre 2012, valeur nominale de 248,5 millions de dollars	247 796	–
– au taux des acceptations bancaires (3 mois) majoré de 0,15 %, échéant en octobre 2013, valeur nominale de 100,0 millions de dollars	99 758	99 687
– au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,08 %, échéant en octobre 2013, valeur nominale de 60,0 millions de dollars	59 854	59 814
– au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,12 %, échéant en octobre 2013, valeur nominale de 134,1 millions de dollars	133 787	133 690
– 3,11 %, échéant en mai 2014, valeur nominale de 50,0 millions de dollars	49 808	–
– au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,10 %, échéant entre février 2012 et mai 2014, valeur nominale de 100,0 millions de dollars	99 712	99 644
– 4,32 %, échéant en décembre 2017, valeur nominale de 150,0 millions de dollars	149 240	–
– 4,29 %, échéant en décembre 2019, valeur nominale de 200,0 millions de dollars	198 679	–
– 4,57 %, échéant en décembre 2019, valeur nominale de 30,0 millions de dollars	29 806	–
– au taux des acceptations bancaires (3 mois) majoré de 0,67 %, échéant en décembre 2019, valeur nominale de 75,0 millions de dollars	74 492	–
– 4,86 %, échéant en décembre 2033, valeur nominale de 260,0 millions de dollars	257 926	–
– 4,78 %, échéant en décembre 2041, valeur nominale de 165,0 millions de dollars	163 701	–
– au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,28 %, échu en juillet 2009, valeur nominale de 175,0 millions de dollars	–	174 954
– au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,05 %, remboursé avant échéance, valeur nominale de 162,5 millions de dollars	–	161 993
– au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,09 %, remboursé avant échéance, valeur nominale de 52,5 millions de dollars	–	52 334
– au taux des acceptations bancaires (1 mois) majoré de 0,21 %, remboursé avant échéance, valeur nominale de 47,5 millions de dollars	–	47 192
Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt, échéant entre juin 2020 et janvier 2025	254 067	207 567
Avances du gouvernement du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	10 000	10 000
Billets – Immigrants investisseurs, sans intérêt, échéant entre avril 2010 et mars 2015, valeur nominale de 3,1 milliards de dollars (taux effectifs de 2,69 % à 4,94 %) ⁽¹⁾	2 843 398	2 701 285
	4 801 513	3 853 733
Le montant contractuel des versements en capital à effectuer sur les emprunts à long terme se détaille comme suit :		
Moins d'un an	634 800	870 200
De 1 à 2 ans	594 200	611 000
De 2 à 3 ans	958 123	596 600
De 3 à 4 ans	844 782	712 400
De 4 à 5 ans	926 415	1 058 720
De 5 à 10 ans	471 923	15 800
De 10 à 20 ans	229 067	207 567
Plus de 20 ans	425 000	47 500
	5 084 310	4 119 787
Aucune échéance	10 000	10 000
	5 094 310	4 129 787

(1) Le paiement du capital est garanti par le Québec.

INFORMATION FINANCIÈRE

18. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2010	2009
Contributions financières et garanties à payer	—	6 306
Contributions financières non remboursables à payer à Emploi-Québec	1 331	524
Contributions financières non remboursables à payer au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	3 887	3 436
Revenus reportés ⁽¹⁾	2 530	488
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	14 426	35 461
Congés de maladie et vacances à payer (note 33)	12 012	11 582
Avance du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, sans intérêt ni modalité de remboursement	3 473	—
Autres passifs et charges à payer ⁽²⁾	33 022	15 548
	70 681	73 345

(1) Y compris une contribution reportée du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation d'un montant de 50 000 dollars au 31 mars 2010 (50 000 au 31 mars 2009).

(2) Y compris une somme de 0,1 million de dollars due à des entités apparentées sous contrôle commun au 31 mars 2010 (0,5 million au 31 mars 2009).

19. PRIMES AU RISQUE

	2010	2009
Gain résultant de la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions	1 099	2 681
Participations aux bénéfices et autres primes	5 486	4 234
	6 585	6 915

20. AUTRES REVENUS

	2010	2009
Gain (perte) sur disposition d'actions de sociétés privées et sur parts	164	(20)
Gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur sur les actions participantes cotées en Bourse	1 026	(3 131)
Dividendes	4	10
Honoraires d'intéressement	2 990	2 990
Honoraires d'attestation et de certification	6 048	4 298
Revenus sur les placements	6 570	6 113
Gain (perte) sur les actifs financiers disponibles à la vente	2 394	(890)
Variation de la moins-value non réalisée sur les placements	(4 851)	(8 444)
Gain (perte) de change ⁽¹⁾	(9)	—
Gain (perte) net sur les instruments financiers dérivés	8 654	(29 011)
Autres revenus provenant du gouvernement du Québec	(6 455)	33 608
Autres revenus	4 206	878
	20 741	6 401

(1) Le poste « Gain (perte) de change » est constitué d'un montant de 5,4 millions de dollars au titre de pertes de change au 31 mars 2010 (pertes de change de 5,2 millions au 31 mars 2009), et d'un montant de 5,4 millions de dollars au titre de gains de change au 31 mars 2010 (gains de change de 5,2 millions au 31 mars 2009).

21. INTÉRÊTS LIÉS AU PORTEFEUILLE D'INTERVENTIONS FINANCIÈRES

	2010	2009
Intérêts sur les emprunts à long terme ⁽¹⁾	32 627	30 720
Intérêts sur les emprunts à court terme et frais bancaires ⁽²⁾	1 371	7 873
Amortissement des frais d'émission sur les emprunts à long terme ⁽¹⁾	1 902	651
Amortissement de la prime sur les emprunts à long terme ⁽¹⁾	(1 129)	(1 129)
Intérêts sur le passif au titre de la garantie	11 383	15 887
	46 154	54 002

(1) Proviennent de transactions conclues avec le Fonds de financement du gouvernement du Québec.

(2) La dépense d'intérêts sur les emprunts à court terme contractés auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec s'élève à 0,4 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (1,5 million pour l'exercice terminé le 31 mars 2009).

22. AUTRES DÉPENSES

	2010	2009
Honoraires de contre-garantie	3 000	2 990
Quote-part des résultats – Sociétés satellites	2 691	2
Autres dépenses	1 210	1 086
	6 901	4 078

23. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

	Non assumées par le gouvernement du Québec	Assumées par le gouvernement du Québec ⁽¹⁾	2010 Total	2009 Total
Contributions financières non remboursables – Entreprises	48 595	51 073	99 668	104 575
Contributions financières non remboursables – Emploi-Québec	4 806	–	4 806	3 702
Contributions financières non remboursables – Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	1 201	–	1 201	924
Contributions financières à remboursement conditionnel – Entreprises	–	(1 716)	(1 716)	(272)
	54 602	49 357	103 959	108 929

(1) Correspond aux « Contributions financières non remboursables recouvrables du gouvernement du Québec » présentées dans les résultats consolidés.

INFORMATION FINANCIÈRE

24. FRAIS D'ADMINISTRATION ⁽¹⁾

	2010	2009
Salaires et avantages sociaux	41 338	36 601
Loyers	3 127	2 995
Déplacements, représentation, publicité et promotion	3 987	4 673
Honoraires professionnels et autres honoraires	2 577	2 169
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie définie	1 542	1 280
Autres	5 447	5 798
	58 018	53 516

(1) Y compris une somme de 5,2 millions de dollars qui se rapporte à des entités apparentées sous contrôle commun pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (3,5 millions pour l'exercice terminé le 31 mars 2009).

25. VARIATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS LIÉS À L'EXPLOITATION

	2010	2009
Autres éléments d'actif	39 716	10 868
Intérêts échus et courus sur les emprunts	6 193	(7 779)
Autres éléments de passif	22 729	1 849
Provision cumulée pour pertes	(64 579)	(44 764)
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	45 476	32 269
	49 535	(7 557)

26. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Au moment de l'autorisation d'une intervention financière, la Société peut exiger de l'entreprise cliente une prime sous forme d'options d'achat d'actions qui varie selon la nature du risque. La Société conclut également des contrats à terme normalisés qui portent sur l'achat ou la vente d'instruments financiers à des prix spécifiques et à des dates futures. Les contrats à terme sont négociés selon des montants normalisés à des Bourses organisées et sont assujettis à des marges au comptant calculées quotidiennement.

Le tableau qui suit présente la juste valeur du portefeuille d'instruments financiers dérivés de la Société au 31 mars 2010, telle qu'elle est représentée par les gains non réalisés, dans le cas des options, et par les gains ou les pertes non réalisés, en ce qui a trait aux contrats à terme et aux swaps.

	2010		2009
	Positif	Négatif	Montant net
Options d'achat d'actions	501	—	726
Option de vente d'actions	—	—	1 472
Contrats de change – Options	168	—	6 940
Contrats de taux d'intérêt – Swaps	—	14 426	(35 461)
	669	14 426	(26 323)

27. SENSIBILITÉ AU TAUX D'INTÉRÊT

La Société offre une gamme d'instruments financiers dont les flux de trésorerie sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt découle de la non-concordance des divers flux de trésorerie, qu'ils soient au bilan consolidé ou hors bilan, et ses effets sur les résultats financiers de la Société sont en fonction des variations des taux d'intérêt.

La sensibilité de la Société aux variations des taux d'intérêt au 31 mars se détaille comme suit :

	2010						
	Taux variable	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible au taux d'intérêt	Total
Actif							
Encaisse et placements temporaires	—	94 954	6 854	—	—	3 760	105 568
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		0,3 %	0,3 %				
Placements	—	193 562	328 308	2 462 975	7 729	322 430	3 315 004
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		3,8 %	4,0 %	3,8 %	2,9 %		
Prêts sans intérêt	2 867	1 473	6 940	70 788	107 065	2	189 135
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		6,7 %	8,8 %	8,1 %	7,5 %		
Autres prêts, actions, parts et honoraires de garantie à recevoir	374 940	112	61	49 208	387 700	692 811	1 504 832
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		1,0 %	10,0 %	9,1 %	9,3 %		
Provision cumulée pour pertes sur prêts, actions, parts et honoraires de garantie à recevoir	—	—	—	—	—	(653 124)	(653 124)
Contribution au titre des avantages conférés aux clients et autres montants recouvrables du gouvernement du Québec	—	—	—	—	—	1 093 325	1 093 325
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	—	—	—	—	—	733 893	733 893
Autres actifs	—	—	—	—	—	9 315	9 315
	377 807	290 101	342 163	2 582 971	502 494	2 202 412	6 297 948
Passif							
Emprunts sans intérêt	—	184 365	313 215	2 345 818	—	264 067	3 107 465
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		3,8 %	4,0 %	3,8 %			
Emprunts portant intérêt	—	659 603	129 489	297 604	799 352	—	1 886 048
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		0,6 %	4,8 %	2,2 %	4,6 %		
Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs	—	—	—	—	—	228 097	228 097
Autres passifs	—	(140 865)	—	—	155 291	451 404	465 830
Avoir	—	—	—	—	—	610 508	610 508
	—	703 103	442 704	2 643 422	954 643	1 554 076	6 297 948
Écart de sensibilité	377 807	(413 002)	(100 541)	(60 451)	(452 149)	648 336	—
Garanties⁽¹⁾	—	—	—	—	—	2 005 841	2 005 841
Écart de sensibilité	—	—	—	—	—	(2 005 841)	(2 005 841)
Total 2010	377 807	(413 002)	(100 541)	(60 451)	(452 149)	(1 357 505)	(2 005 841)
							2009
Instruments financiers portés au bilan	172 518	(1 132 140)	25 727	85 439	311 399	537 057	—
Instruments financiers hors bilan	—	—	—	—	—	(2 275 093)	(2 275 093)
Total 2009	172 518	(1 132 140)	25 727	85 439	311 399	(1 738 036)	(2 275 093)

Le taux d'intérêt effectif représente le taux d'intérêt effectif moyen pondéré, compte tenu de la date de modification du taux prévue au contrat ou de la date d'échéance, selon la première éventualité.

(1) Les garanties sont présentées à la valeur nominale.

INFORMATION FINANCIÈRE

28. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité. Les stratégies, les politiques ainsi que les processus de gestion et de contrôle des risques intégrés à l'ensemble des activités assurent l'optimisation du rapport risque-rendement à l'intérieur de limites définies par la Société.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. En cette matière, la Société a mis au point une approche structurée de gestion du risque de crédit. Cette approche a pour but de créer un environnement sain de gestion du crédit et de faire en sorte que les responsabilités soient partagées au sein de la Société.

Les décisions relatives à l'octroi de crédit s'appuient principalement sur les résultats de l'évaluation du risque. Les facteurs évalués comprennent, outre la solvabilité du client, les garanties disponibles ainsi que la conformité de la transaction aux politiques, normes et procédures. Chaque décision d'octroi de crédit relève d'instances différentes au sein de la Société, selon l'envergure et le degré de risque de l'opération de crédit envisagée.

Un suivi systématique des interventions financières est effectué. Il prévoit notamment l'obtention et l'analyse des états financiers annuels de chaque entreprise, la production annuelle d'un rapport sur l'évolution de celle-ci, une révision périodique de la notation du risque de crédit et une mise à jour de la valeur des sûretés afin de déterminer la provision pour pertes.

Pour ce faire, la Société utilise un système de notation des entreprises selon le risque financier qu'elles présentent. Ce système permet de faire l'évaluation initiale du risque et d'apparier la tarification avec le niveau de risque. De plus, il facilite le suivi de l'évolution des interventions financières et permet de surveiller les entreprises en difficulté.

Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit à la date du bilan, sans tenir compte d'aucune garantie détenue ni d'aucun autre rehaussement de crédit, se détaille comme suit :

	2010	2009
Au bilan		
Encaisse	3 760	2 972
Placements temporaires	101 808	71 019
Placements	3 185 119	2 994 772
Prêts	888 187	610 496
Actions	49 561	43 744
Parts	337	796
Honoraires de garantie à recevoir	99 484	124 438
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages conférés aux clients et autres montants	1 093 325	953 246
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	733 893	622 552
Autres actifs financiers	3 129	12 822
	6 158 603	5 436 857
Hors bilan		
Garanties	2 005 841	2 275 093
Engagements de prêts – Ententes acceptées par les clients	504 282	361 776
Engagements de garantie – Ententes acceptées par les clients	786 302	351 089
Engagements d'investissement	316 424	141 893
	3 612 849	3 129 851
	9 771 452	8 566 708

Concentration du risque de crédit

La concentration significative du risque de crédit correspond à la probabilité qu'une portion importante de l'encours des interventions financières soit confinée dans un sous-ensemble du portefeuille de la Société. Une telle concentration pourrait rendre la Société vulnérable aux difficultés d'une entreprise cliente, d'une industrie, d'une région ou d'un produit financier donné. La Société a mis en place un système de reddition de comptes relativement au suivi du profil général du portefeuille afin d'évaluer la répartition des interventions financières par programme, par secteur, par catégorie de risque et par région.

La concentration du risque de crédit au 31 mars 2010 se détaille comme suit :

	Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Actions, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Créances liées aux interventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Garanties, déduction faite du passif au titre de la garantie	Engage- ments de prêts – ententes acceptées par les clients	Engage- ments de garanties – ententes acceptées par les clients	Total
Par secteur d'activité:									
Entreprises du secteur primaire	9 404	2 172	79	197	–	5 001	3 691	6 124	26 668
Entreprises du secteur secondaire									
Matériel de transport	240 166	–	–	78 413	–	1 507 780	270 935	527 736	2 625 030
Métaux de 1 ^{re} transformation et produits métalliques	81 207	49 975	–	2 558	9	45 779	14 785	20 680	214 993
Produits du bois	119 872	–	–	1 147	4	28 524	32 316	19 349	201 212
Machinerie	54 145	–	–	1 461	1	29 906	107 332	20 289	213 134
Autres	229 314	116	–	7 301	(2)	146 768	50 919	66 343	500 759
	724 704	50 091	–	90 880	12	1 758 757	476 287	654 397	3 755 128
Entreprises du secteur tertiaire	154 079	572	258	8 407	35	242 083	24 304	125 781	555 519
	888 187	52 835	337	99 484	47	2 005 841	504 282	786 302	4 337 315

Après du gouvernement du Québec :

Billets à recevoir du gouvernement du Québec	2 875 034
Prêts, actions, parts, honoraires de garantie et créances liées aux interventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	961 644
Garanties, déduction faite du passif au titre de la garantie	1 766 219
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages conférés aux clients et autres montants	1 093 325
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	733 893
Engagements de financement – Ententes acceptées par les clients :	
Prêts et parts	479 375
Garanties	675 132
	8 584 622

Investissement Québec

INFORMATION FINANCIÈRE

La concentration du risque de crédit au 31 mars 2009 se détaille comme suit :

	Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Actions, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Créances liées aux interventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	Garanties, déduction faite du passif au titre de la garantie	Engage- ments de prêts – ententes acceptées par les clients	Engage- ments de garanties – ententes acceptées par les clients	Total
Par secteur d'activité :									
Entreprises du secteur primaire	7 572	84	502	193	7	5 050	773	4 071	18 252
Entreprises du secteur secondaire									
Matériel de transport	191 947	–	–	102 747	1 008	1 837 290	195 663	122 320	2 450 975
Métaux de 1 ^{re} transformation et produits métalliques	30 965	43 938	–	2 434	16	39 661	11 812	18 919	147 745
Produits du bois	105 349	–	–	1 272	7	32 752	46 996	19 523	205 899
Fabrication d'aliments et boissons	35 828	15	–	2 540	12	33 297	25 044	18 110	114 846
Autres	195 902	8 236	–	7 436	29	116 314	53 500	64 857	446 274
	559 991	52 189	–	116 429	1 072	2 059 314	333 015	243 729	3 365 739
Entreprises du secteur tertiaire	42 933	746	294	7 816	135	210 729	52 390	103 289	418 332
	610 496	53 019	796	124 438	1 214	2 275 093	386 178	351 089	3 802 323
Après du gouvernement du Québec :									
Billets à recevoir du gouvernement du Québec									2 736 947
Prêts, actions, parts, honoraires de garantie et créances liées aux interventions financières, déduction faite de la provision cumulée pour pertes									724 933
Garanties, déduction faite du passif au titre de la garantie									2 044 728
Contributions recouvrables du gouvernement du Québec – Avantages conférés aux clients et autres montants									953 246
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec									622 552
Engagements de financement – Ententes acceptées par les clients :									
Prêts et parts									373 558
Garanties									248 221
									7 704 185

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que court la Société si les taux d'intérêt, les taux de change et les cours boursiers fluctuent et entraînent des gains ou des pertes.

Évaluation du risque de marché

En raison des placements classés comme disponibles à la vente, des actions désignées comme détenues à des fins de transaction et des actifs liés aux instruments financiers dérivés classés comme détenus à des fins de transaction, la Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, des devises et des cours boursiers. Afin de quantifier ce risque, le modèle de simulation de la valeur à risque (VaR) est un outil de gestion des risques du marché fréquemment utilisé dans l'industrie. La VaR représente la valeur maximale des pertes potentielles sur un horizon de temps, à un niveau de confiance déterminé.

Les résultats de la VaR présentés ci-après simulent les pertes potentielles à partir des données quotidiennes du marché des deux dernières années. Le niveau de confiance est de 99 % et l'horizon de temps choisi est d'une journée.

VaR au 31 mars :

	2010
Taux d'intérêt	(488)
Devises	(1 337)
Cours boursiers	(4 624)
Diversification	1 220
	(5 229)

Risque structurel de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt entraîne une fluctuation des revenus liés aux prêts que la Société consent et des frais d'intérêts liés aux emprunts que la Société contracte pour financer ces prêts. L'ampleur de cette fluctuation pour la Société est fonction de plusieurs facteurs, dont la différence entre les dates d'échéance ou les dates de réévaluation des éléments au bilan consolidé et hors bilan. Dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt, la Société a recours à des stratégies d'appariement naturel de ses éléments d'actif et de passif, notamment en contractant ses emprunts de façon appropriée. De plus, elle complète de façon synthétique l'appariement des structures de taux d'intérêt de ses éléments d'actif et de passif à l'aide de produits dérivés négociés sur les marchés financiers. Cette activité est encadrée par une politique de gestion du risque de taux d'intérêt.

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel, sur le bénéfice net et sur le résultat étendu, d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points centésimaux du taux d'intérêt (au taux plancher de 0 % dans le cas d'une diminution) en supposant qu'aucune opération de couverture supplémentaire ne soit effectuée. Les montants présentés n'incluent pas l'impact de la dépense de provision pour pertes.

Sensibilité au taux d'intérêt au 31 mars :

	2010	2009
Augmentation du taux d'intérêt de 100 points centésimaux		
Impact sur le bénéfice net ⁽¹⁾	(572)	1 803
Impact sur le résultat étendu ⁽²⁾	-	(2 679)
Diminution du taux d'intérêt de 100 points centésimaux		
Impact sur le bénéfice net ⁽¹⁾	572	(2 089)
Impact sur le résultat étendu ⁽²⁾	-	2 772

(1) Au 31 mars 2009, l'impact sur le bénéfice net d'une augmentation ou d'une diminution du taux d'intérêt ne tenait pas compte du renouvellement potentiel des prêts consentis aux clients et de celui des emprunts contractés par la Société, à l'échéance de ceux-ci.

(2) L'impact sur le résultat étendu au 31 mars 2010 est compris dans le tableau de la VaR.

Investissement Québec

INFORMATION FINANCIÈRE

Risque structurel de devise

Bien qu'une partie importante des garanties d'emprunts ou des engagements financiers que la Société accorde, de même que les honoraires de garantie y afférents, soient libellés en devises autres que le dollar canadien, l'impact sur le bénéfice net de la Société est considéré comme non significatif étant donné qu'une partie importante des garanties sont effectuées dans des interventions financières dont les pertes sont assumées par le gouvernement du Québec.

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel, sur le bénéfice net et sur le résultat étendu, d'une appréciation ou d'une dépréciation de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises dans lesquelles les placements de la Société sont libellés.

Sensibilité au taux de change au 31 mars ⁽¹⁾:

	2009
Appréciation de 10 % du dollar canadien	
Impact sur le bénéfice net	(1 554)
Impact sur le résultat étendu	(3 969)
Dépréciation de 10 % du dollar canadien	
Impact sur le bénéfice net	6 008
Impact sur le résultat étendu	3 969

(1) La sensibilité au taux de change au 31 mars 2010 est comprise dans le tableau de la VaR.

Risque des cours boursiers (pour l'exercice terminé le 31 mars 2009)

Le risque des cours boursiers, tel que déterminé à l'exercice précédent, provient du fait que les variations des cours boursiers pourraient entraîner une baisse de valeur du portefeuille d'actions cotées détenu par la Société. La politique de placement encadre ce risque grâce à plusieurs limites qui visent à maximiser la diversification du portefeuille.

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel, sur le bénéfice net et sur le résultat étendu, d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue des cours boursiers de 20 %.

Sensibilité aux cours boursiers au 31 mars ⁽¹⁾:

	2009
Augmentation des cours boursiers de 20 %	
Impact sur le bénéfice net	—
Impact sur le résultat étendu	17 479
Diminution des cours boursiers de 20 %	
Impact sur le bénéfice net	—
Impact sur le résultat étendu	(17 479)

(1) La sensibilité aux cours boursiers au 31 mars 2010 est comprise dans le tableau de la VaR.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société de réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. Le risque de liquidité découle également des difficultés que pourrait éprouver la Société à liquider, le cas échéant, certains éléments d'actif acquis dans le cours normal de ses activités.

Ainsi, la Société voit à appairer les entrées de fonds les plus importantes avec les sorties de fonds. La Société maintient une diversité de sources de financement et dispose d'un programme d'emprunt, tant à court terme qu'à long terme, auprès du ministre des Finances du Québec, à titre de gestionnaire du Fonds de financement. De plus, des ententes d'emprunts à court terme ont été conclues avec des institutions financières. La Société dispose de deux ententes de financement irrévocables auprès d'institutions financières, chacune d'une durée initiale d'un an, pour un montant total pouvant aller jusqu'à 175 millions de dollars. Les montants autorisés en vertu de ces programmes et de ces ententes sont établis de façon à parer aux imprévus.

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles des passifs financiers ainsi que des obligations hors bilan aux 31 mars 2010 et 2009. Les montants indiqués incluent le capital et les intérêts, le cas échéant.

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 mars 2010 se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Échéance indéterminée	Total
Instruments financiers inscrits au bilan									
Emprunts à court terme	192 000	—	—	—	—	—	—	—	192 000
Emprunts à long terme	688 653	640 521	1 004 228	885 640	964 729	643 258	1 001 073	10 000	5 838 102
Passif au titre de la garantie ⁽¹⁾	—	—	—	—	—	—	—	378 988	378 988
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	6 129	3 918	2 530	1 791	1 536	3 222	(6 956)	—	12 170
Autres passifs	31 742	—	—	—	—	—	—	21 983	53 725
	918 524	644 439	1 006 758	887 431	966 265	646 480	994 117	410 971	6 474 985
Obligations hors bilan									
Engagements de financement et d'investissement	1 290 832	286 233	246 738	114 043	48 314	27 609	—	1 062 826	3 076 595
Garanties ⁽¹⁾	—	—	—	—	—	—	—	2 005 841	2 005 841
	1 290 832	286 233	246 738	114 043	48 314	27 609	—	3 068 667	5 082 436
	2 209 356	930 672	1 253 496	1 001 474	1 014 579	674 089	994 117	3 479 638	11 557 421

(1) Les montants relatifs à ces passifs n'ont pas d'échéance spécifique et peuvent être déboursés en tout temps à compter de la date du bilan consolidé.

Investissement Québec

INFORMATION FINANCIÈRE

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 mars 2009 se détaillent comme suit:

	Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Échéance indéterminée	Total
Instruments financiers inscrits au bilan									
Emprunts à court terme	472 185	—	—	—	—	—	—	—	472 185
Emprunts à long terme	894 953	633 305	611 637	726 148	1 071 873	23 833	276 687	10 000	4 248 436
Passif au titre de la garantie ⁽¹⁾	—	—	—	—	—	—	—	358 531	358 531
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	5 938	6 192	5 033	4 842	4 505	11 224	(2 198)	—	35 536
Autres passifs	18 344	—	—	—	—	—	—	19 052	37 396
	1 391 420	639 497	616 670	730 990	1 076 378	35 057	274 489	387 583	5 152 084
Obligations hors bilan									
Engagements de financement et d'investissement	492 068	188 982	106 999	70 747	12 952	6 266	592 888	789 533	2 260 435
Garanties ⁽¹⁾	—	—	—	—	—	—	—	2 275 093	2 275 093
	492 068	188 982	106 999	70 747	12 952	6 266	592 888	3 064 626	4 535 528
	1 883 488	828 479	723 669	801 737	1 089 330	41 323	867 377	3 452 209	9 687 612

29. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Les engagements de financement de la Société, contractés dans le cours normal de ses activités, sont présentés dans le tableau ci-après et sont regroupés en deux volets. Le premier comprend les ententes de financement autorisées par la Société qui ne sont pas encore acceptées par les clients. Le second regroupe les ententes de financement acceptées par les clients, soit les sommes non déboursées sur les prêts, les actions et les parts, les sommes dont le déboursement n'a pas été autorisé pour les contributions financières et les sommes qui n'ont pas encore été utilisées pour les garanties. De plus, en vertu d'ententes avec des partenaires, la Société s'est engagée à investir, sous forme de parts de sociétés en commandite, dans les FIER-Régions, dans le fonds commun du FIER Partenaires, dans les Fonds-Soutien et dans d'autres sociétés en commandite.

Le montant total de ces engagements ne représente pas nécessairement les besoins futurs de trésorerie, car plusieurs engagements expireront ou pourront être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

Investissement Québec

Le montant des engagements se détaille comme suit :

			2010	2009
	Dont les pertes ne sont pas remboursées et les contributions ne sont pas assumées par le gouvernement du Québec	Dont les pertes sont remboursées et les contributions sont assumées par le gouvernement du Québec	Total	Total
Engagements de financement				
Ententes autorisées qui ne sont pas encore acceptées par les clients				
Prêts	7 537	174 006	181 543	95 678
Garanties	14 278	242 306	256 584	280 414
Contributions financières	4 368	661 650	666 018	636 354
	26 183	1 077 962	1 104 145	1 012 446
Ententes acceptées par les clients				
Prêts ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾⁽⁴⁾	24 907	479 375	504 282	361 776
Garanties	111 170	675 132	786 302	351 089
Contributions financières	144 316	175 497	319 813	357 926
	280 393	1 330 004	1 610 397	1 070 791
	306 576	2 407 966	2 714 542	2 083 237
Engagements d'investissement				
Parts de sociétés en commandite				
FIER-Régions	—	35 782	35 782	45 935
FIER Partenaires, s.e.c.	—	62 381	62 381	71 556
Fonds-Soutien	—	4 000	4 000	—
Autres sociétés en commandite	—	214 261	214 261	24 402
	—	316 424	316 424	141 893
	306 576	2 724 390	3 030 966	2 225 130

Aucun engagement n'était libellé en dollars américains aux 31 mars 2010 et 2009.

(1) Y compris un montant de 367,9 millions de dollars dont les taux d'intérêt fixes contractuels se situent entre 0,50 % et 9,00 % et qui ont une durée qui varie entre 3 et 30 ans.

(2) Y compris un montant de 88,3 millions de dollars dont les taux d'intérêt sont variables.

(3) Y compris un montant de 47,6 millions de dollars qui ne porte pas intérêt.

(4) Y compris un montant de 0,5 million de dollars dont les taux d'intérêt ne sont pas encore établis au 31 mars 2010.

30. AUTRES ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée à verser des honoraires de 45,6 millions de dollars au 31 mars 2010 (35,3 millions au 31 mars 2009) aux intermédiaires financiers pour le démarchage d'immigrants investisseurs, pour la recherche d'entreprises à recommander et pour la fermeture des dossiers des immigrants investisseurs.

La Société s'est engagée à verser des contributions financières en vertu du « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi », administré par Emploi-Québec et destiné aux entreprises. La Société n'avait aucun engagement relatif à ces contributions aux 31 mars 2010 et 2009.

31. GESTION DU CAPITAL

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de ses capitaux propres. Au 31 mars 2010, le capital de la Société s'élève à 610,5 millions de dollars (557,9 millions de dollars au 31 mars 2009).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement. Les informations sur les objectifs en matière de capital sont mentionnées à la note 1. Les objectifs n'ont pas changé depuis l'exercice précédent.

32. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel d'Investissement Québec participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties lors de la retraite et du décès. Au 31 mars 2010, le taux de cotisation d'Investissement Québec est de 8,19 % de la masse salariale cotisable pour le RREGOP (8,19 % au 31 mars 2009), de 10,54 % pour le RRPE (10,54 % au 31 mars 2009), et de 7,25 % pour le RRF (7,25 % au 31 mars 2009). Les obligations d'Investissement Québec à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à verser des cotisations à titre d'employeur. Les cotisations d'Investissement Québec imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2,0 millions de dollars (1,9 million pour l'exercice terminé le 31 mars 2009).

Certains membres de la haute direction participent à un régime de rentes d'appoint. Les responsabilités de l'employeur à l'égard de ce régime de retraite consistent à assumer entièrement les prestations au moment de la retraite du bénéficiaire. Ainsi, aucune cotisation n'est payée par les employés ni par l'employeur. Les obligations de l'employeur s'élèvent à 1,6 million de dollars au 31 mars 2010 (1,4 million au 31 mars 2009) et figurent au poste « Autres éléments de passif » du bilan consolidé. L'obligation au titre des prestations constituées s'élève à 3,0 millions de dollars au 31 mars 2010. La Société a imputé 0,4 million de dollars aux résultats de l'exercice terminé le 31 mars 2010 (0,1 million au 31 mars 2009). Les hypothèses actuarielles significatives retenues par la Société pour évaluer ses obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes : le taux de rendement prévu du régime est de 5,70 % et le taux de croissance de la rémunération est de 3,00 %.

L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée en date du 31 mars 2010. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée en date du 28 février 2011.

33. CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES À PAYER

	2010	2009
Solde au début de l'exercice	11 582	11 618
Dépense de l'exercice	4 360	3 526
Montants versés au cours de l'exercice	(3 930)	(3 562)
Solde à la fin de l'exercice	12 012	11 582

34. ÉVENTUALITÉS

En vertu du décret 1393-2001 du gouvernement du Québec, daté du 21 novembre 2001, 9109-3294 Québec inc., filiale d'Investissement Québec, a fait l'acquisition, en décembre 2001, d'un terrain contaminé pour le prix de 1 dollar. Investissement Québec est garante, avec une tierce partie, du passif environnemental de ce terrain. À cet égard, la Société a inscrit un passif de 4,9 millions de dollars au 31 mars 2010 (6 millions au 31 mars 2009). Au cours de l'exercice, la Société a diminué son passif d'un montant de 1,1 million de dollars à titre de paiement de frais liés aux travaux de décontamination et d'assainissement. De plus, en vertu de la réglementation en matière d'environnement, la Société pourrait être tenue de réaliser des travaux de décontamination additionnels. En date du 31 mars 2010, la Société ne peut estimer le coût de ces travaux éventuels. Toutefois, en vertu de sa loi constitutive, les pertes qui pourraient découler de ce passif éventuel seront assumées par le gouvernement du Québec.

Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par ou contre la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires ne peut avoir d'incidence importante sur sa situation financière ni sur les résultats de son exploitation.

35. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est apparentée à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Les opérations commerciales de la Société avec ces apparentés ont été conclues dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Toutes ces opérations, comptabilisées selon la valeur d'échange, ont été divulguées distinctement dans les états financiers.

36. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2009 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2010.

INFORMATION FINANCIÈRE

37. BILANS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ET DE SES FILIALES

						2010	2009
	Investissement Québec non consolidé	IQ Immigrants Investisseurs inc.	IQ FIER inc.	Autres filiales	Éliminations et reclassifications ⁽¹⁾	Total consolidé	Total consolidé
ACTIF							
Encaisse	3 671	71	11	7	—	3 760	2 972
Placements temporaires	31 632	50 809	19 212	155	—	101 808	71 019
Placements	8 062	3 122 434	184 488	20	—	3 315 004	3 082 196
Prêts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	888 187	—	—	—	—	888 187	610 496
Actions, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	52 835	—	—	—	—	52 835	53 019
Parts, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	337	—	—	—	—	337	796
Honoraires de garantie à recevoir, déduction faite de la provision cumulée pour pertes	99 484	—	—	—	—	99 484	124 438
Contributions recouvrables du gouvernement — Avantages conférés aux clients et autres montants	1 088 288	—	—	5 037	—	1 093 325	953 246
Provision cumulée pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	733 893	—	—	—	—	733 893	622 552
Placements dans les filiales, à la valeur de consolidation	52 313	—	—	—	(52 313)	—	—
Avances à des filiales	229 438	—	—	—	(229 438)	—	—
Autres éléments d'actif	9 262	1 404	59	66	(1 476)	9 315	16 754
	3 197 402	3 174 718	203 770	5 285	(283 227)	6 297 948	5 537 488
PASSIF ET AVOIR							
Passif							
Emprunts à court terme	192 000	—	—	—	—	192 000	472 100
Emprunts à long terme	1 958 115	2 843 398	—	—	—	4 801 513	3 853 733
Intérêts échus et courus sur les emprunts	16 161	—	—	—	—	16 161	9 968
Avances de la société mère	—	—	229 267	171	(229 438)	—	—
Passif au titre de la garantie	378 988	—	—	—	—	378 988	358 531
Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs	—	228 097	—	—	—	228 097	211 875
Autres éléments de passif	41 630	24 759	842	4 926	(1 476)	70 681	73 345
	2 586 894	3 096 254	230 109	5 097	(230 914)	5 687 440	4 979 552
Avoir							
Avoir initial et capital-actions	32 944	1	1	3	(5)	32 944	32 944
Bénéfices non répartis (déficit)	568 714	69 613	(26 340)	185	(43 458)	568 714	542 172
Cumul des autres éléments du résultat étendu	8 850	8 850	—	—	(8 850)	8 850	(17 180)
	610 508	78 464	(26 339)	188	(52 313)	610 508	557 936
	3 197 402	3 174 718	203 770	5 285	(283 227)	6 297 948	5 537 488
GARANTIES, DÉDUCTION FAITE DU PASSIF AU TITRE DE LA GARANTIE	2 005 841	—	—	—	—	2 005 841	2 275 093

(1) Éliminations relatives aux soldes et aux transactions intersociétés et reclassifications.

38. RÉSULTATS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC ET DE SES FILIALES

						2010	2009
	Investissement Québec non consolidé	IQ Immigrants Investisseurs inc.	IQ FIER inc.	Autres filiales	Éliminations et reclassifications ⁽¹⁾	Total consolidé	Total consolidé
REVENUS DU PORTEFEUILLE							
Intérêts sur les interventions financières	112 942	—	—	—	—	112 942	71 751
Honoraires de garantie	70 696	—	—	—	—	70 696	36 945
Primes au risque	6 585	—	—	—	—	6 585	6 915
Commissions d'engagement	12 908	—	—	—	—	12 908	7 268
Réévaluation des contributions au titre des avantages conférés aux clients	(43 285)	—	—	—	—	(43 285)	33 142
Intérêts sur les billets à recevoir du gouvernement du Québec	—	109 425	—	—	—	109 425	114 062
Avantages conférés par les immigrants investisseurs	—	102 511	—	—	—	102 511	105 749
Intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires	69	155	31	—	—	255	1 866
Honoraires – Société apparentée, IQ Immigrants Investisseurs inc.	1 485	—	—	—	(1 485)	—	—
Autres revenus	16 615	8 947	(4 851)	30	—	20 741	6 401
	178 015	221 038	(4 820)	30	(1 485)	392 778	384 099
DÉPENSES DU PORTEFEUILLE							
Intérêts liés aux interventions financières	46 154	—	—	—	—	46 154	54 002
Intérêts liés aux billets des immigrants investisseurs	—	108 846	—	—	—	108 846	112 893
Honoraires d'intermédiaires financiers	—	42 528	—	—	—	42 528	48 765
Honoraires pour la gestion des dossiers de contributions financières – Société mère	—	1 676	—	—	(1 676)	—	—
Autres dépenses	6 103	507	—	3	288	6 901	4 078
	52 257	153 557	—	3	(1 388)	204 429	219 738
PROVISION							
Provision pour pertes	234 095	—	—	—	—	234 095	219 378
Provision pour pertes recouvrable du gouvernement du Québec	(206 635)	—	—	—	—	(206 635)	(200 884)
Provision pour pertes nette	27 460	—	—	—	—	27 460	18 494
AVANTAGES CONFÉRÉS							
Avantages conférés aux clients	199 033	—	—	—	—	199 033	124 734
Avantages conférés aux clients recouvrables du gouvernement du Québec	(177 306)	—	—	—	—	(177 306)	(114 573)
Avantages conférés nets	21 727	—	—	—	—	21 727	10 161
CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES							
Contributions financières non remboursables	49 305	54 602	—	52	—	103 959	108 929
Contributions financières non remboursables recouvrables du gouvernement du Québec	(49 305)	—	—	(52)	—	(49 357)	(57 465)
Contributions financières nettes	—	54 602	—	—	—	54 602	51 464
FRAIS D'ADMINISTRATION	56 848	478	789	—	(97)	58 018	53 516
BÉNÉFICE NET AVANT LA QUOTE-PART DES RÉSULTATS DES FILIALES	19 723	12 401	(5 609)	27	—	26 542	30 726
Quote-part des résultats des filiales	6 819	—	—	—	(6 819)	—	—
BÉNÉFICE NET	26 542	12 401	(5 609)	27	(6 819)	26 542	30 726

(1) Éliminations relatives aux soldes et aux transactions intersociétés et reclassifications.

Rapport du vérificateur

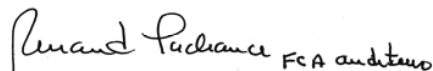
À l'actionnaire d'IQ FIER inc.,

J'ai vérifié le bilan d'IQ FIER inc. au 31 mars 2010, les états des résultats et du résultat étendu, du déficit cumulé ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière d'IQ FIER inc. au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 13 mai 2010

IQ FIER inc.**Bilan**

Au 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	(redressé) (note 4) 2009
ACTIF		
Encaisse	11	10
Placements temporaires (note 5)	19 212	17 139
Placements (note 6)	184 488	170 534
Autres éléments d'actif	59	49
	203 770	187 732
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif		
Avances de la Société mère, sans intérêt, échéant entre juin 2020 et janvier 2025	229 267	207 767
Honoraires à payer à la Société mère	842	695
	230 109	208 462
Capitaux propres		
Capital-actions (note 7)	1	1
Déficit cumulé	(26 340)	(20 731)
	(26 339)	(20 730)
	203 770	187 732

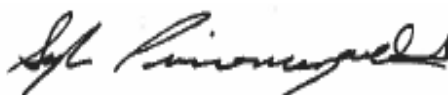
Engagements d'investissement (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Luc Chabot
Président du conseil
d'administration



Sylvie Pinsonnault
Administratrice

IQ FIER inc.**Résultats et résultat étendu**

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	(redressé) (note 4) 2009	2008
Produits liés à l'exploitation			
Revenus d'intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires	31	344	458
Variation de la moins-value non réalisée sur les placements	(4 851)	(8 444)	(7 560)
	(4 820)	(8 100)	(7 102)
Charges			
Honoraires d'administration - Société mère, au titre de :			
Salaires, avantages sociaux et autres	434	310	350
Services administratifs	350	336	323
	784	646	673
Honoraires professionnels	5	-	-
Intérêts payés à la Société mère	-	-	112
	789	646	785
Perte nette et résultat étendu	(5 609)	(8 746)	(7 887)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

IQ FIER inc.**Déficit cumulé**

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	(redressé) (note 4) 2009	2008
Déficit cumulé au début			
Solde déjà établi	(25 254)	(11 985)	(4 098)
Redressement	4 523	-	-
Solde redressé du déficit cumulé au début	(20 731)	(11 985)	(4 098)
Perte nette et résultat étendu	(5 609)	(8 746)	(7 887)
Déficit cumulé à la fin	(26 340)	(20 731)	(11 985)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

IQ FIER inc.**Flux de trésorerie**

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	(redressé) (note 4) 2009	2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Perte nette	(5 609)	(8 746)	(7 887)
Ajustement pour la variation de la moins-value non réalisée sur les placements	4 851	8 444	7 560
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :			
Autres éléments d'actif	(10)	143	(63)
Honoraires à payer à la Société mère	147	(16)	(1 304)
	(621)	(175)	(1 694)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition de placements	(18 805)	(45 286)	(57 923)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Avances de la Société mère	21 500	38 900	81 500
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 074	(6 561)	21 883
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	17 149	23 710	1 827
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	19 223	17 149	23 710
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Encaisse	11	10	1
Placements temporaires	19 212	17 139	23 709
	19 223	17 149	23 710

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

IQ FIER inc.

Notes complémentaires aux états financiers

Au 31 mars 2010 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Statuts constitutifs et nature des activités

IQ FIER inc., constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec, tel qu'autorisé par le décret 1171-2004, daté du 15 décembre 2004, et en vertu de l'article 36 de la Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec (L.R.Q., c. I-16.1), est une filiale en propriété exclusive d'Investissement Québec et, à ce titre, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu. Elle a pour objet d'investir dans différents fonds découlant du Fonds d'intervention économique régional, lesquels investissent dans des entreprises sous forme d'équité ou de quasi-équité, aux étapes de démarrage et de développement.

En vertu du décret 1171-2004, daté du 15 décembre 2004 et modifié par les décrets 680-2005 et 651-2006, datés respectivement du 29 juin 2005 et du 28 juin 2006, IQ FIER inc. peut investir une somme maximale de 318 millions de dollars, comme suit : jusqu'à 192 millions pour soutenir la création de FIER-Régions; jusqu'à 90 millions dans le fonds commun du FIER Partenaires et jusqu'à concurrence de 36 millions pour la mise en place de Fonds-Soutien. Les sommes ainsi investies par la Société proviennent de la Société mère qui, elle-même, est mandatée pour les recevoir du ministre des Finances du Québec.

L'article 46 de la Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec édicte que la Société mère établit un plan stratégique, qui inclut les activités de ses filiales, selon la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement du Québec. Ce plan a été approuvé le 28 août 2007 (décret 743-2007) et prend fin le 31 mars 2010. En vertu de l'article 47 de cette même loi, ce plan continue de s'appliquer jusqu'à ce qu'un nouveau plan stratégique soit approuvé. Un nouveau plan était en processus d'approbation au 31 mars 2010.

2. Énoncé des principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation de divers renseignements connexes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers de l'exercice futur concerné.

Modifications de normes comptables

Informations à fournir sur la juste valeur – modifications au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir »

En juin 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a modifié le chapitre 3862 afin d'améliorer les informations à fournir au sujet des évaluations à la juste valeur et du risque de liquidité rattaché aux instruments financiers.

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 – Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de créance, les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif, de même que les placements temporaires;

Niveau 2 – Techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créance ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières;

Niveau 3 – Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, compte tenu de la nature des instruments financiers.

Classement et évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers, autres que les placements détenus par une société de placements et à l'exception de certaines exclusions prévues au chapitre 3855, doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. La norme permet aux entités de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, les gains et pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur; les gains et les pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

IQ FIER inc.

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leurs contrats hôtes et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte. La Société a choisi le 1^{er} avril 2003 comme date de transition des dérivés incorporés. En conséquence, seuls les contrats ou les instruments financiers conclus ou modifiés à compter de la date de transition ont été revus en vue de recenser les dérivés incorporés. Aux 31 mars 2010 et 2009, la Société ne détenait aucun contrat ni instrument financier en cours comportant des dérivés incorporés qui nécessiteraient d'être séparés.

La juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires; la meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché.

La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs financiers disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas de la perte nette.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse ou du découvert bancaire, le cas échéant, et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est considérée comme équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires » de l'état des résultats.

Avances de la Société mère et honoraires à payer à la Société mère

Les avances de la Société mère et les honoraires à payer à celle-ci sont classés dans la catégorie des autres passifs financiers. La juste valeur des avances de la Société mère ne peut être estimée au prix d'un effort raisonnable compte tenu qu'il n'existe pas de marché organisé pour ce type d'instruments. Par conséquent, la juste valeur est considérée comme équivalente à la valeur comptable. La juste valeur des honoraires à payer à la Société mère est considérée comme équivalente à la valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Placements

La Société est une société de placement au sens de la note d'orientation n° 18 concernant la comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, intitulée « Société de placement (NOC-18) ».

En conformité avec cette note d'orientation, les placements ont été établis à leur juste valeur, c'est-à-dire le montant de la contrepartie dont conviendraient, à la date des états financiers, des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La valeur de réalisation des placements pourrait varier de façon importante par rapport à la juste valeur à la suite de changements dans les conditions du marché.

La juste valeur des parts dans les sociétés en commandite et des actions non cotées de sociétés agissant à titre de commandités, est basée sur les états financiers vérifiés de ces sociétés au 31 décembre et ajustée des opérations importantes de ces dernières pendant la période de décalage qui, à titre de sociétés de placement, sont évaluées à la juste valeur. Cependant, en vertu des ententes contractuelles avec les FIER-Régions et les Fonds-Soutien, si le cumul des bénéfices nets annuels moins le cumul des pertes nettes annuelles est positif à la fin de la période de renonciation au rendement de chacune des conventions, la Société renonce à sa quote-part. En conséquence, la juste valeur des placements tient compte de cette clause.

Honoraires d'administration – Société mère

La Société verse des honoraires d'administration à Investissement Québec. Ces honoraires représentent la quote-part des salaires et de certains services administratifs de la Société mère qui sont attribuables à la Société. Ces honoraires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

3. Modifications de normes comptables futures**Normes internationales d'information financière**

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* – IFRS). Ainsi, la Société a fait le choix d'effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement qui remplaceront les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces normes doivent être appliquées par IQ FIER inc. au plus tard le 1^{er} avril 2011.

4. Redressement de l'exercice antérieur

À la suite de la correction d'une erreur de calcul dans l'établissement de la juste valeur des placements, les états financiers ont été redressés rétroactivement. À cette fin, le solde du déficit cumulé au 31 mars 2009 a été diminué d'un montant de 4,5 millions de dollars. Le poste « Placements » dans le bilan du 31 mars 2009 a été augmenté de 4,5 millions de dollars et le poste « Variation de la moins-value non réalisée sur les placements » dans les résultats de 2009 a été diminué du même montant.

5. Placements temporaires

	2010	2009
Acceptations bancaires, de 0,23 % à 0,26 %, échéant en avril 2010	19 212	17 139

6. Placements

	2010	(redressé) (note 4) 2009
Parts de sociétés en commandite		
FIER-Régions – 66,67 % des parts émises par chacune des sociétés en commandite, échéant entre juin 2015 et avril 2018 ⁽¹⁾⁽²⁾	137 994	129 863
FIER Partenaires, s.e.c. – 50 % des parts émises, échéant au plus tard en mars 2017 ⁽³⁾	20 097	13 166
Fonds-Soutien – 66,67 % des parts émises par chacune des sociétés en commandite, échéant entre juillet 2015 et mai 2018 ⁽¹⁾⁽²⁾	26 392	27 500
	184 483	170 529
Actions non cotées de sociétés agissant à titre de commandités		
FIER-Régions – Actions sans droit de vote	3	3
FIER Partenaires inc. – 50 % des actions avec droit de vote	-	-
Fonds-Soutien – Actions sans droit de vote	2	2
	5	5
	184 488	170 534

- (1) Ces dates pourront être reportées par les commandités avec le consentement unanime des commanditaires pour au plus deux périodes supplémentaires d'un an.
- (2) En tout temps au cours de la période de renonciation au rendement, les autres commanditaires ont une option d'achat des parts détenues par la Société, au prix payé initialement plus 6 % de rendement par année depuis la date de leur acquisition. À compter du troisième exercice financier suivant la période de renonciation au rendement, ces autres commanditaires ont également une option d'achat des parts détenues par la Société, pour un prix égal au plus élevé de la juste valeur ou de la valeur comptable.
- (3) Cette date pourra être reportée par les commandités avec le consentement unanime des commanditaires pour au plus trois périodes supplémentaires d'un an.

7. Capital-actions

Autorisé

Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Catégorie « B », sans droit de vote, non participantes, dividende fixe, non cumulatif au taux de 8 % du montant versé par action, par année, préférentiel au dividende sur actions de catégorie « A », rachetables au gré de la Société ou du détenteur à un prix à être convenu entre la Société et les détenteurs d'actions de catégorie « B ».

Catégorie « A », avec droit de vote et participantes.

Émis et payé

	2010	2009
10 actions de catégorie « A »	1	1

8. Gestion du capital

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de ses capitaux propres. Au 31 mars 2010, le capital de la Société a un solde négatif de 26,3 millions de dollars (solde négatif de 20,7 millions au 31 mars 2009).

La Société reçoit des sommes de la Société mère afin d'effectuer des investissements conformément à sa mission. La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital par une source externe.

9. Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, les risques de marché et le risque de liquidité. Les stratégies, les politiques ainsi que les processus de gestion et de contrôle des risques intégrés à l'ensemble des activités assurent l'optimisation du rapport risque-rendement à l'intérieur de limites définies par la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. En cette matière, la Société dispose de moyens favorisant une prise de décision éclairée lors de l'analyse, de l'autorisation et du suivi d'un investissement dans un fonds découlant du Fonds d'intervention économique régional. Elle limite le risque de crédit grâce à la diversification de son portefeuille par secteur d'activité, par stade de développement et par région géographique.

Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit à la date du bilan, sans tenir compte d'aucune garantie détenue ni d'aucun autre rehaussement de crédit, se détaille comme suit :

	2010	(redressé) (note 4) 2009
Au bilan		
Encaisse	11	10
Placements temporaires	19 212	17 139
Placements	184 483	170 529
	203 706	187 678
Hors bilan		
Engagements d'investissement	102 163	117 491
	305 869	305 169

Risques de marché

Ces risques comprennent le risque de taux d'intérêt, le risque de devise et le risque de prix des actions :

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a un impact limité sur les revenus d'intérêts de la Société. Les placements temporaires contractés par la Société sont de très courte échéance, réduisant ainsi l'impact de la variation des taux d'intérêt sur les résultats.

Risque de devise

La Société n'est pas affectée par le risque de devise puisque tous les actifs et passifs sont libellés en dollars canadiens.

Risque de prix des actions

La Société n'est pas affectée par le risque de prix des actions puisqu'elle ne détient pas directement de titres cotés en Bourse.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités vise à garantir l'accès à des fonds en temps opportun et à coût raisonnable. Les principales sorties de fonds requises sont les investissements dans différents fonds découlant du Fonds d'intervention économique régional. Les sommes nécessaires à ces investissements proviennent de la Société mère qui, elle-même, est mandatée pour les recevoir du ministre des Finances du Québec, selon les décrets mentionnés dans la note 1.

10. Engagements d'investissement

Dans le cours normal de ses activités, la Société contracte divers engagements. Ceux-ci représentent les ententes d'investissement autorisées par la Société. Le montant total de ces engagements ne représente pas nécessairement les besoins futurs de trésorerie, car certains de ceux-ci expireront ou pourront être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

Le montant des engagements se détaille comme suit :

	2010	2009
Parts de sociétés en commandite		
FIER-Régions	35 782	45 935
FIER Partenaires, s.e.c.	62 381	71 556
Fonds-Soutien	4 000	-
	102 163	117 491
Les déboursements futurs estimés découlant des engagements se détaillent comme suit :		
Moins d'un an	46 622	55 371
De 1 à 2 ans	14 050	18 054
De 2 à 3 ans	21 802	9 550
De 3 à 4 ans	-	15 413
	82 474	98 388
Échéance indéterminée	19 689	19 103
	102 163	117 491

11. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Les opérations commerciales de la Société avec ces apparentés ont été conclues dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Toutes ces opérations, comptabilisées selon la valeur d'échange, ont été divulguées distinctement dans les états financiers.

Rapport des vérificateurs

À l'actionnaire d'IQ Immigrants Investisseurs inc.,

Nous avons vérifié le bilan d'IQ Immigrants Investisseurs inc. au 31 mars 2010 et les états des résultats, du résultat étendu, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière d'IQ Immigrants Investisseurs inc. au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, à l'exception des changements apportés par l'adoption de nouvelles normes comptables tel qu'expliqué à la note 2, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.


Deloitte + Touche s.e.m. inc.

Québec, le 13 mai 2010

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 16162

IQ Immigrants Investisseurs inc.**Bilan**

Au 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIF		
Encaisse	71	862
Placements temporaires (note 6)	50 809	45 501
Placements (note 7)	3 122 434	2 911 041
Intérêts et dividendes à recevoir sur les placements	1 404	1 466
	3 174 718	2 958 870
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif		
Emprunts à long terme (note 9)	2 843 398	2 701 285
Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs	228 097	211 875
Honoraires à payer à la Société mère	634	602
Contributions financières non remboursables à payer à Emploi-Québec	1 331	524
Contributions financières non remboursables à payer au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	3 887	3 436
Autres éléments de passif	18 907	1 115
	3 096 254	2 918 837
Capitaux propres		
Capital-actions (note 10)	1	1
Bénéfices non répartis	69 613	57 212
Cumul des autres éléments du résultat étendu	8 850	(17 180)
	78 463	40 032
	78 464	40 033
	3 174 718	2 958 870

Engagements (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Jacques Daoust
Président du conseil
d'administration



Jean Larivée
Administrateur

IQ Immigrants Investisseurs inc.**Résultats**

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009	2008
Produits liés à l'exploitation			
Intérêts sur les billets à recevoir du gouvernement du Québec	109 425	114 062	107 154
Revenus d'intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires	155	1 425	787
Avantages conférés par les immigrants investisseurs	102 511	105 749	109 790
Revenus sur les autres placements	6 553	6 113	8 268
Gain (perte) sur les actifs financiers disponibles à la vente	2 394	(890)	480
	221 038	226 459	226 479
Charges liées à l'exploitation			
Contributions financières non remboursables (note 12)	54 602	51 464	53 512
Honoraires d'intermédiaires financiers	42 528	48 765	50 540
Frais d'intérêts liés aux emprunts à long terme	108 846	112 893	106 321
Honoraires pour la gestion des dossiers de contributions financières - Société mère	1 676	1 699	1 770
Autres charges	507	531	290
	208 159	215 352	212 433
Honoraires d'administration - Société mère, au titre de :			
Salaires, avantages sociaux et autres	230	243	129
Services administratifs	248	239	230
	478	482	359
Bénéfice net	12 401	10 625	13 687

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

IQ Immigrants Investisseurs inc.**Résultat étendu**

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009	2008
Bénéfice net	12 401	10 625	13 687
Autres éléments du résultat étendu			
Gains (pertes) nets non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente	28 424	(22 598)	(2 891)
Reclassement dans les résultats nets des pertes (gains) sur les actifs financiers disponibles à la vente	(2 394)	890	(480)
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente	26 030	(21 708)	(3 371)
Résultat étendu	38 431	(11 083)	10 316

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

IQ Immigrants Investisseurs inc.**État de la variation des capitaux propres**

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009
Capital-actions	1	1
Bénéfices non répartis au début	57 212	46 587
Bénéfice net	12 401	10 625
Bénéfices non répartis à la fin	69 613	57 212
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début	(17 180)	4 528
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente	26 030	(21 708)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin	8 850	(17 180)
Capitaux propres	78 464	40 033

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

IQ Immigrants Investisseurs inc.**Flux de trésorerie**

De l'exercice terminé le 31 mars (en milliers de dollars)

	2010	2009	2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	12 401	10 625	13 687
Ajustements pour :			
Amortissement des primes et des escomptes sur les placements	(107 879)	(112 966)	(106 024)
Perte (gain) sur les actifs financiers disponibles à la vente	(2 394)	890	(480)
Avantages conférés par les immigrants investisseurs	(102 511)	(105 749)	(109 790)
Frais d'intérêts liés aux emprunts à long terme	108 846	112 893	106 321
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation :			
Intérêts et dividendes à recevoir sur les placements	62	228	(165)
Honoraires à payer à la Société mère	32	101	(58)
Contributions financières non remboursables à payer à Emploi-Québec	807	(388)	(1 853)
Contributions financières non remboursables à payer au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	451	925	1 345
Autres éléments de passif	17 792	(519)	623
	(72 393)	(93 960)	(96 394)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Diminution (augmentation) nette des placements temporaires			
dont l'échéance excède trois mois suivant la date d'acquisition	(7 431)	4 058	(16 708)
Acquisition de placements	(918 368)	(681 201)	(783 723)
Disposition de placements	843 449	737 292	591 050
	(82 350)	60 149	(209 381)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Emprunts à long terme	856 800	560 800	684 800
Remboursements des emprunts à long terme	(704 800)	(542 800)	(336 400)
	152 000	18 000	348 400
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 743)	(15 811)	42 625
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	33 678	49 489	6 864
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	30 935	33 678	49 489
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Encaisse	71	862	873
Placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition	30 864	32 816	48 616
	30 935	33 678	49 489

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

IQ Immigrants Investisseurs inc.**Notes complémentaires aux états financiers**

Au 31 mars 2010 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Statuts constitutifs et nature des activités

IQ Immigrants Investisseurs inc., constituée en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies du Québec, tel qu'autorisé par le décret 699-2000, daté du 7 juin 2000, et en vertu de l'article 36 de la Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec (L.R.Q., c. I-16.1), est une filiale en propriété exclusive d'Investissement Québec et, à ce titre, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu. Elle coordonne la cueillette, la gestion et le placement de sommes d'argent provenant d'immigrants investisseurs. Elle affecte les revenus générés par le placement de ces sommes d'argent, entre autres, pour le programme d'aide financière destiné aux entreprises, qu'elle administre. De plus, en vertu du décret 29-2005, daté du 26 janvier 2005, une partie des revenus générés par le placement de ces sommes d'argent est également affectée, à titre de contributions financières, au « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi » administré par Emploi-Québec et destiné aux entreprises de même qu'aux activités de promotion de l'immigration d'affaires du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

L'article 46 de la Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec édicte que la Société mère établit un plan stratégique, qui inclut les activités de ses filiales, selon la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement du Québec. Ce plan a été approuvé le 28 août 2007 (décret 743-2007) et prend fin le 31 mars 2010. En vertu de l'article 47 de cette même loi, ce plan continue de s'appliquer jusqu'à ce qu'un nouveau plan stratégique soit approuvé. Un nouveau plan était en processus d'approbation au 31 mars 2010.

2. Énoncé des principales conventions comptables**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers de la Société, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses, notamment dans l'établissement de la juste valeur des instruments financiers et de la baisse de valeur durable des actifs financiers disponibles à la vente. Ces estimations et ces hypothèses ont une incidence sur la comptabilisation des éléments d'actif et de passif, sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuel à la date des états financiers, sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice, ainsi que sur la présentation de divers renseignements connexes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et l'incidence serait alors constatée dans les états financiers de l'exercice futur concerné.

Modifications de normes comptables**Écarts d'acquisition et actifs incorporels**

Le 1^{er} avril 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Le chapitre 3064, qui remplace le chapitre 3062, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement », renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Elle clarifie aussi l'application du concept de rapprochement des charges aux produits, de façon à éliminer la pratique consistant à comptabiliser à titre d'actifs des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un actif ni aux critères de comptabilisation d'un actif.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

Méthode du taux d'intérêt effectif – modifications au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »

En juin 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a apporté des précisions au chapitre 3855 à l'égard de la méthode du taux d'intérêt effectif, méthode servant à calculer le coût après amortissement des actifs financiers et des passifs financiers, et à répartir adéquatement les revenus d'intérêts et les dépenses d'intérêts entre les périodes.

L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

Informations à fournir sur la juste valeur – modifications au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir »

En juin 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a modifié le chapitre 3862 afin d'améliorer les informations à fournir au sujet des évaluations à la juste valeur et du risque de liquidité rattaché aux instruments financiers.

Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, soit :

Niveau 1 – Évaluation fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif;

Niveau 2 – Techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créance ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières;

Niveau 3 – Techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les résultats de la Société, puisqu'elles visent spécifiquement l'information à fournir. Ces informations sont présentées à la note 5.

IQ Immigrants Investisseurs inc.Dépréciation d'actifs financiers – modifications au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »

En août 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié diverses modifications au chapitre 3855. La définition de la catégorie « prêts et créances », pour laquelle la mesure est effectuée au coût ou au coût non amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, a été modifiée. Par conséquent, les titres de créance qui ne sont pas cotés sur un marché actif peuvent être classés comme prêts et créances, et la dépréciation est déterminée en fonction du modèle des pertes sur créances subies, comme le prévoit le chapitre 3025, intitulé « Prêts douteux ». Par ailleurs, les prêts et créances que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme doivent être classés comme détenus à des fins de transaction, tandis que les prêts et créances pour lesquels la Société pourrait ne pas recouvrer la quasi-totalité de son investissement initial, pour des motifs autres que la détérioration du crédit, doivent être classés comme disponibles à la vente.

Le reclassement d'actifs financiers détenus à des fins de transaction et d'actifs financiers disponibles à la vente dans les prêts et créances est permis dans certaines circonstances.

Les pertes de valeur comptabilisées aux résultats à l'égard d'un titre de créance classé comme étant disponible à la vente doivent être reprises aux résultats si, durant une période subséquente, la juste valeur du titre augmente et que la hausse peut objectivement être associée à un événement survenu après la constatation de la perte.

L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

Classement et évaluation des instruments financiers

Tous les instruments financiers, à l'exception de certaines exclusions prévues au chapitre 3855, doivent être classés en fonction de leurs caractéristiques, de l'intention de la direction ou du choix de la catégorie dans certaines circonstances. À leur comptabilisation initiale, tous les actifs financiers sont classés soit comme détenus à des fins de transaction, comme détenus jusqu'à leur échéance, comme disponibles à la vente ou comme prêts et créances, tandis que les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou comme autres passifs financiers. La norme permet aux entités de désigner irrévocablement, à leur comptabilisation initiale, tout actif ou passif financier comme un instrument détenu à des fins de transaction.

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers, sont évalués à leur juste valeur. Le cas échéant, tout écart entre la juste valeur et la contrepartie en trésorerie est comptabilisé immédiatement aux résultats, à moins de répondre aux critères de comptabilisation d'un autre type d'actif ou de passif.

Au cours des périodes ultérieures, les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés aux résultats. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur ; les gains et les pertes non réalisés qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats, autres que ceux détenus ou désignés à des fins de transaction, sont séparés de leurs contrats hôtes et comptabilisés à titre de dérivés lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte. La Société a choisi le 1^{er} avril 2003 comme date de transition des dérivés incorporés. En conséquence, seuls les contrats ou les instruments financiers conclus ou modifiés à compter de la date de transition ont été revus en vue de recenser les dérivés incorporés. Aux 31 mars 2010 et 2009, la Société ne détenait aucun contrat ni instrument financier en cours comportant des dérivés incorporés qui nécessiteraient d'être séparés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse ou du découvert bancaire, le cas échéant, et des placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus à des fins de transaction et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est considérée comme équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus d'intérêts sur l'encaisse et les placements temporaires » de l'état des résultats.

PlacementsBillets à recevoir du gouvernement du Québec

Les billets à recevoir du gouvernement du Québec sont classés dans la catégorie des prêts et créances. Au moment de leur comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés à leur juste valeur. Par la suite, ils sont présentés au bilan au coût après amortissement, et les escomptes à l'achat sont virés aux résultats selon la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à leur date d'échéance et sont présentés sous la rubrique « Intérêts sur les billets à recevoir du gouvernement du Québec » de l'état des résultats.

Autres placements

Les obligations et autres titres de créance et les actions et autres titres de participation sont désignés comme des actifs financiers disponibles à la vente. La Société a choisi de comptabiliser les opérations sur ces actifs à la date de transaction et d'ajouter les frais de transaction y afférents à la valeur comptable des placements.

Ces placements disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes non réalisés relativement à ceux-ci sont comptabilisés dans les « Autres éléments du résultat étendu » à l'état du résultat étendu. Au moment de la disposition, ces gains ou pertes réalisés, déterminés selon le coût moyen, sont reclassés sous la rubrique « Gain (perte) sur les actifs financiers disponibles à la vente » de l'état des résultats, à la date de transaction.

L'amortissement des primes et escomptes calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les revenus de dividendes et d'intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Revenus sur les autres placements » de l'état des résultats.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation autre que temporaire. Les facteurs dont la Société tient compte pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation comprennent la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût ou au coût après amortissement, la situation financière et les perspectives de l'émetteur, ainsi que la capacité et l'intention de la Société de détenir ces actifs pendant une période suffisante pour permettre tout recouvrement de leur juste valeur. S'il existe une indication objective de dépréciation des placements disponibles à la vente se traduisant par une baisse de valeur durable de la juste valeur en deçà du coût ou du coût après amortissement, la perte cumulée du « Cumul des autres éléments du résultat étendu » est reclassée sous la rubrique « Gain (perte) sur les actifs financiers disponibles à la vente » de l'état des résultats. Les pertes de valeur comptabilisées aux résultats, à l'égard d'un titre de capitaux propres classé comme étant disponible à la vente, ne peuvent faire l'objet d'une reprise aux résultats. Depuis le 1^{er} avril 2009, les pertes de valeur comptabilisées aux résultats, à l'égard d'un titre de créance classé comme étant disponible à la vente, doivent être reprises aux résultats si, durant une période subséquente, la juste valeur du titre augmente et que la hausse du titre peut objectivement être associée à un événement survenu après la constatation de la perte.

IQ Immigrants Investisseurs inc.

Emprunts à long terme

Les emprunts à long terme sont classés dans la catégorie des autres passifs financiers. Au moment de leur comptabilisation initiale, les emprunts à long terme sont comptabilisés à leur juste valeur. Par la suite, les emprunts à long terme sont présentés au bilan au coût après amortissement, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'intérêts correspondants sont présentés sous la rubrique « Frais d'intérêts liés aux emprunts à long terme » de l'état des résultats. Tout écart entre la juste valeur initiale et la contrepartie en trésorerie est reporté au bilan sous la rubrique « Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs ». Ce montant est ensuite viré progressivement aux résultats et constaté comme revenu sous la rubrique « Avantages conférés par les immigrants investisseurs » au fur et à mesure que la Société encourt les dépenses qu'elle s'est contractuellement engagée à faire avec ces sommes.

Honoraires à payer à la Société mère

Les honoraires à payer à la Société mère sont classés dans la catégorie des autres passifs financiers et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est considérée comme équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des prêts et créances et les autres passifs financiers sont classés dans la catégorie des autres passifs financiers. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est considérée comme équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Contributions financières non remboursables

Les contributions financières aux entreprises sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel la Société en a autorisé le déboursement, dans la mesure où les conditions sont respectées. Les contributions financières à Emploi-Québec sont comptabilisées aux résultats de l'exercice au cours duquel la dépense correspondante a été engagée par celui-ci. Les contributions financières au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel sa partie des revenus générés par le placement est comptabilisée.

Honoraires d'intermédiaires financiers

La Société verse des honoraires à des intermédiaires financiers pour le démarchage d'immigrants investisseurs, pour la recherche d'entreprises à recommander pour l'octroi d'une contribution financière non remboursable ainsi que pour la fermeture de dossiers d'immigrants investisseurs.

Les honoraires relatifs au démarchage d'un immigrant investisseur et les honoraires relatifs à la recherche d'une entreprise à recommander sont comptabilisés aux résultats lors de l'acceptation de l'intervention financière par l'entreprise. Les honoraires relatifs à la fermeture du dossier de l'immigrant investisseur sont comptabilisés à la date de fermeture du dossier lorsque les services sont rendus par l'intermédiaire financier.

Honoraires pour la gestion des dossiers de contributions financières — Société mère

La Société verse des honoraires à la Société mère pour l'analyse et l'autorisation de contributions financières non remboursables recommandées par un intermédiaire financier ainsi que pour l'autorisation des déboursements de ces contributions.

Les honoraires relatifs à l'analyse et à l'autorisation sont comptabilisés lors de l'acceptation de l'intervention financière par l'entreprise. Les honoraires relatifs à l'autorisation des déboursements sont comptabilisés au moment où chacun de ceux-ci sont autorisés.

Honoraires d'administration - Société mère

La Société verse des honoraires d'administration à Investissement Québec. Ces honoraires représentent la quote-part des charges administratives et de certains frais communs de la Société mère qui sont attribuables à la Société. Ces honoraires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges libellés en devises sont, pour leur part, convertis en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de change réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente sont constatés au poste « Gain (perte) sur les actifs financiers disponibles à la vente » de l'état des résultats. Les gains et les pertes de change non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente sont constatés au poste « Gains (pertes) nets non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente » sous la rubrique « Autres éléments du résultat étendu » de l'état du résultat étendu.

3. Modifications de normes comptables futures

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* – IFRS). Ainsi, la Société a fait le choix d'effectuer un passage vers un ensemble unique de normes reconnues mondialement qui remplaceront les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces normes seront appliquées par IQ Immigrants Investisseurs inc. au plus tard le 1^{er} avril 2011.

IQ Immigrants Investisseurs inc.

4. Valeur comptable des instruments financiers par catégorie

Les instruments financiers sont comptabilisés au bilan à la juste valeur ou au coût après amortissement selon les catégories définies par les normes comptables relatives aux instruments financiers publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

La valeur comptable des instruments financiers de chacune des catégories se détaille comme suit :

	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de transaction	Total 2010
Actifs financiers					
Encaisse	71	-	-	-	71
Placements temporaires	50 809	-	-	-	50 809
Placements	-	247 400	2 875 034	-	3 122 434
Intérêts et dividendes à recevoir sur les placements	-	-	1 404	-	1 404
	50 880	247 400	2 876 438	-	3 174 718
Passifs financiers					
Emprunts à long terme	-	-	-	2 843 398	2 843 398
Honoraires à payer à la Société mère	-	-	-	634	634
Contributions financières non remboursables à payer à Emploi-Québec	-	-	-	1 331	1 331
Contributions financières non remboursables à payer au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	-	-	-	3 887	3 887
Autres éléments de passif	-	-	-	18 907	18 907
	-	-	-	2 868 157	2 868 157

	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de transaction	Total 2009
Actifs financiers					
Encaisse	862	-	-	-	862
Placements temporaires	45 501	-	-	-	45 501
Placements	-	174 094	2 736 947	-	2 911 041
Intérêts et dividendes à recevoir sur les placements	-	-	1 466	-	1 466
	46 363	174 094	2 738 413	-	2 958 870
Passifs financiers					
Emprunts à long terme	-	-	-	2 701 285	2 701 285
Honoraires à payer à la Société mère	-	-	-	602	602
Contributions financières non remboursables à payer à Emploi-Québec	-	-	-	524	524
Contributions financières non remboursables à payer au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	-	-	-	3 436	3 436
Autres éléments de passif	-	-	-	1 115	1 115
	-	-	-	2 706 962	2 706 962

IQ Immigrants Investisseurs inc.

5. Juste valeur des instruments financiers

Détermination de la juste valeur

La détermination de la juste valeur a pour objet d'établir approximativement à quel montant les instruments financiers pourraient être échangés entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires. La meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché. Étant donné le rôle du jugement dans l'application d'un grand nombre de techniques d'évaluation et d'estimation acceptables pour le calcul des justes valeurs, celles-ci ne sont pas nécessairement comparables entre les différentes entités. La juste valeur se fonde sur la situation du marché à un moment précis et, de ce fait, ne reflète pas nécessairement la juste valeur future des instruments. Elle ne saurait être interprétée comme un montant réalisable en cas de règlement immédiat des instruments.

Au moment de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier correspond généralement à la contrepartie pour laquelle l'instrument serait échangé dans le cadre d'une opération entre des parties non liées agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, dans le cours normal des affaires. La meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché. La Société utilise le cours du marché (cours acheteur/vendeur), lorsqu'il est disponible, pour évaluer la juste valeur des instruments financiers. S'il n'existe pas de marché ou si le marché n'est pas considéré comme assez liquide, la Société détermine la juste valeur initiale au moyen de techniques d'évaluation faisant appel, autant que possible, à des données observées sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les modèles d'évaluation et d'autres méthodes d'évaluation couramment utilisées sur le marché.

Pour la réévaluation ultérieure des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, les cours publiés dans un marché actif représentent la meilleure indication de la juste valeur, et s'ils sont disponibles, la Société les utilise pour évaluer les instruments financiers. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif lorsqu'il est possible d'avoir facilement et régulièrement accès à des cours auprès d'une Bourse, d'un contrepartiste, d'un courtier, d'un groupe sectoriel ou d'un service d'évaluation des cours ou d'un organisme de réglementation, et que ces cours reflètent des transactions réelles effectuées régulièrement sur le marché dans des conditions normales de concurrence. La juste valeur d'un actif financier négocié sur un marché actif reflète généralement le cours acheteur, et celle d'un passif financier négocié sur un marché actif, le cours vendeur. Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, la Société détermine la juste valeur de l'instrument financier au moyen d'une technique d'évaluation faisant principalement appel à des données observables sur les marchés. Ces techniques d'évaluation comprennent, entre autres, l'utilisation des informations disponibles sur des opérations conclues récemment sur le marché, la référence à la juste valeur actuelle d'un instrument comparable, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et toute autre technique d'évaluation couramment utilisée par les intervenants sur le marché, s'il a été démontré que cette technique produit des estimations fiables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, la Société a recours à des hypothèses au sujet du montant, du moment de la réalisation des flux de trésorerie futurs estimatifs et des taux d'actualisation estimatifs utilisés. Ces hypothèses sont basées principalement sur des facteurs observables sur les marchés externes tels les courbes de rendement, les facteurs de volatilité et le risque de crédit.

Le tableau qui suit indique la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers figurant au bilan, établie à l'aide des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-après. On ne présente pas, dans le tableau, la juste valeur des éléments d'actif et de passif qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, tels les avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs, et ceux qui ne sont pas couverts par les recommandations du chapitre 3862 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, intitulé « Instruments financiers – information à fournir ».

	Valeur comptable	Juste valeur	Différence 2010	Valeur comptable	Juste valeur	Différence 2009
Actif						
Encaisse et placements temporaires	50 880	50 880	-	46 363	46 352	(11)
Placements	3 122 434	3 194 106	71 672	2 911 041	3 045 245	134 204
Autres actifs	1 404	1 404	-	1 466	1 466	-
	3 174 718	3 246 390	71 672	2 958 870	3 093 063	134 193
Passif						
Emprunts à long terme	2 843 398	2 915 155	(71 757)	2 701 285	2 834 666	(133 381)
Autres passifs	24 759	24 759	-	5 677	5 677	-
	2 868 157	2 939 914	(71 757)	2 706 962	2 840 343	(133 381)
			(85)			812

La juste valeur des instruments financiers figurant au bilan a été estimée d'après les méthodes et les hypothèses suivantes :

Encaisse et placements temporaires, autres actifs et passifs financiers

L'encaisse, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition ainsi que les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur. Cette dernière est considérée comme équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les placements temporaires dont l'échéance excède trois mois suivant la date d'acquisition sont comptabilisés à leur juste valeur qui est déterminée en fonction des cours du marché, établi selon le cours acheteur à la date du bilan.

Placements

Les obligations et autres titres de créance et les actions et autres titres de participation sont comptabilisés à leur juste valeur, qui est déterminée en fonction des cours du marché, établi selon le cours acheteur à la date du bilan. La juste valeur des billets à recevoir du gouvernement du Québec est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant les taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des placements comportant des conditions et des risques de crédit semblables.

IQ Immigrants Investisseurs inc.

Emprunts à long terme

La juste valeur des emprunts à long terme est déterminée d'après les cours du marché pour des titres de créance comportant des conditions et des risques de crédit similaires.

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

La juste valeur est fondée sur les cours du marché observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif.

Niveau 2

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs, à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs, à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué, et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent des titres de créance ayant un prix coté négocié moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières.

Niveau 3

La juste valeur repose sur des techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, classés selon la hiérarchie d'évaluation décrite précédemment :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur 2010
Actifs financiers				
Encaisse	71	-	-	71
Placements temporaires	7 333	43 476	-	50 809
Placements disponibles à la vente	131 277	116 123	-	247 400
	138 681	159 599	-	298 280

6. Placements temporaires

	2010	2009
Placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition :		
Acceptations bancaires, de 0,20 % à 0,45 %, échéant en avril et en mai 2010	7 297	8 296
Certificats de dépôt, de 0,20 % à 0,37 %, échéant en avril et en juin 2010	9 859	5 431
Billets de trésorerie, de 0,28 % à 0,53 %, échéant en avril 2010	8 555	-
Bons du Trésor du Québec, de 0,36 % à 0,38 %, échéant en mai et en juin 2010	715	-
Bons du Trésor de l'Ontario, de 0,34 % à 0,35 %, échéant en avril et en juin 2010	4 438	7 241
Bons du Trésor du Canada	-	6 913
Bon du Trésor du Nouveau-Brunswick	-	1 249
Bon du Trésor de Terre-Neuve-et-Labrador	-	2 742
Billet à escompte	-	944
Placements temporaires dont l'échéance excède trois mois suivant la date d'acquisition :		
Acceptation bancaire, 0,47 %, échéant en juin 2010	525	-
Certificat de dépôt, 0,36 %, échéant en mai 2010	1 049	-
Bon du Trésor du Québec, 0,34 %, échéant en avril 2010	3 798	-
Bons du Trésor du Canada, de 0,21 % à 0,48 %, échéant entre avril et septembre 2010	7 333	7 127
Bons du Trésor de l'Ontario, de 0,30 % à 0,34 %, échéant en mai 2010	5 197	100
Billets des provinces du Canada, de 0,35 % à 0,39 %, échéant en juin et en juillet 2010	2 043	-
Bon du Trésor du Nouveau-Brunswick	-	99
Bon du Trésor de Terre-Neuve-et-Labrador	-	5 359
	50 809	45 501

7. Placements

	2010	2009
Billets à recevoir du gouvernement du Québec, de 2,69 % à 4,94 %, échéant entre avril 2010 et mars 2015, valeur nominale de 3,2 milliards de dollars	2 875 034	2 736 947
Obligations et autres titres de créance, de 2,00 % à 11,40 %, échéant entre mai 2010 et juin 2022, valeur nominale de 111,8 millions de dollars	117 540	86 698
Actions et autres titres de participation	129 860	87 396
	3 122 434	2 911 041

Le montant des placements libellés en dollars américains totalise 14,7 millions en dollars canadiens au 31 mars 2010 (30,5 millions au 31 mars 2009) et le montant des placements libellés en d'autres devises s'élève à 13,3 millions en dollars canadiens au 31 mars 2010 (8,2 millions au 31 mars 2009).

L'échéancier des placements se détaille comme suit :

Moins d'un an	521 870	706 781
De 1 à 2 ans	526 648	507 071
De 2 à 3 ans	644 841	503 212
De 3 à 4 ans	513 520	614 776
De 4 à 5 ans	777 966	486 592
De 5 à 10 ans	7 002	4 422
De 10 à 20 ans	727	791
	2 992 574	2 823 645
Aucune échéance	129 860	87 396
	3 122 434	2 911 041

Les gains (pertes) non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente se détaillent comme suit :

	Coût	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur 2010	Coût	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur 2009
Obligations et autres titres de créance	115 452	2 285	(197)	117 540	84 628	2 313	(243)	86 698
Actions et autres titres de participation	123 097	12 647	(5 884)	129 860	106 657	1 982	(21 243)	87 396
	238 549	14 932	(6 081)	247 400	191 285	4 295	(21 486)	174 094

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués périodiquement afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation autre que temporaire. Les pertes non réalisées sur ceux-ci sont principalement imputables à la fluctuation des prix sur le marché ou aux variations de change. La Société a la capacité et l'intention de détenir ces actifs pendant une période suffisante afin de permettre tout recouvrement de leur juste valeur. Au 31 mars 2010, la Société a comptabilisé des baisses de valeur durables pour un montant de 0,6 million de dollars (montant de 1,4 million au 31 mars 2009).

8. Emprunt bancaire

La Société dispose d'une marge de crédit bancaire d'un montant autorisé de 2 millions de dollars, portant intérêt au taux de base du prêteur (2,25 % au 31 mars 2010; 2,50 % au 31 mars 2009) et renouvelable annuellement. Aux 31 mars 2010 et 2009, celle-ci n'était pas utilisée.

9. Emprunts à long terme

	2010	2009
Billets – immigrants investisseurs, sans intérêt, échéant entre avril 2010 et mars 2015, valeur nominale de 3,1 milliards de dollars (taux effectifs de 2,69 % à 4,94 %) ⁽¹⁾	2 843 398	2 701 285
Le montant contractuel des versements en capital à effectuer sur les emprunts à long terme se détaille comme suit :		
Moins d'un an	506 000	695 200
De 1 à 2 ans	529 200	507 200
De 2 à 3 ans	679 600	531 600
De 3 à 4 ans	547 200	682 400
De 4 à 5 ans	866 800	549 600
De 5 à 6 ans	-	10 800
	3 128 800	2 976 800

(1) Le paiement du capital est garanti par le Québec.

10. Capital-actions**Autorisé**

Un nombre illimité d'actions de catégorie « A », avec droit de vote et participantes, sans valeur nominale.

Émis et payé

	2010	2009
1000 actions de catégorie « A »	1	1

11. Gestion du capital

Aux fins de la gestion du capital, le capital de la Société est constitué de ses capitaux propres. Au 31 mars 2010, le capital de la Société s'élève à 78,5 millions de dollars (40,0 millions au 31 mars 2009).

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital par une source externe. Le surplus, s'il en est, est conservé par la Société à moins que le gouvernement n'en décide autrement. Les informations sur les objectifs en matière de capital sont mentionnées à la note 1. Les objectifs n'ont pas changé depuis l'exercice précédent.

12. Contributions financières non remboursables

	2010	2009	2008
Contributions financières – Entreprises	48 595	46 838	46 781
Contributions financières – Emploi-Québec	4 806	3 702	5 385
Contributions financières – Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	1 201	924	1 346
	54 602	51 464	53 512

13. Sensibilité au taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la non-concordance des divers flux de trésorerie et ses effets sur les résultats financiers de la Société sont fonction des variations des taux d'intérêt.

La sensibilité de la Société aux variations des taux d'intérêts au 31 mars se détaille comme suit :

	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensible au taux d'intérêt	Total
Actif						
Encaisse et placements temporaires	45 935	4 874	-	-	71	50 880
<i>Taux d'intérêt effectif</i>	0,3%	0,4%				
Placements	193 562	328 308	2 462 975	7 729	129 860	3 122 434
<i>Taux d'intérêt effectif</i>	3,8%	4,0%	3,8%	2,9%		
Autres actifs	-	-	-	-	1 404	1 404
	239 497	333 182	2 462 975	7 729	131 335	3 174 718
Passif et avoir						
Emprunts sans intérêt	184 365	313 215	2 345 818	-	-	2 843 398
<i>Taux d'intérêt effectif</i>	3,8%	4,0%	3,8%			
Avantages perçus d'avance conférés par les immigrants investisseurs	-	-	-	-	228 097	228 097
Autres passifs	-	-	-	-	24 759	24 759
Capitaux propres	-	-	-	-	78 464	78 464
	184 365	313 215	2 345 818	-	331 320	3 174 718
Écart de sensibilité 2010	55 132	19 967	117 157	7 729	(199 985)	-
Écart de sensibilité 2009	49 589	21 777	100 678	(4 183)	(167 861)	-

Le taux d'intérêt effectif représente le taux d'intérêt effectif moyen pondéré, compte tenu de la date de modification du taux prévue au contrat ou de la date d'échéance, selon la première éventualité.

IQ Immigrants Investisseurs inc.

14. Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité. Les stratégies, les politiques ainsi que les processus de gestion et de contrôle des risques intégrés à l'ensemble des activités assurent l'optimisation du rapport risque-rendement à l'intérieur de limites définies par la Société. Les principaux éléments concernant les balises de ces risques sont inclus dans la politique de placement de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement associé aux pertes que la Société pourrait subir ou aux coûts qu'elle pourrait être obligée d'engager en raison de l'incapacité d'un tiers à honorer ses engagements financiers. En cette matière, la politique de placement de la Société requiert, pour les titres à court terme et les obligations corporatives à court terme, le respect d'une cote de crédit minimale de l'émetteur.

La politique de placement de la Société limite le risque de concentration en prévoyant des balises afin de contrer une surexposition à un même titre ou à une même industrie.

Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit à la date du bilan, sans tenir compte d'aucune garantie détenue ni d'aucun autre rehaussement de crédit, se détaille comme suit :

	2010	2009
Au bilan		
Encaisse	71	862
Placements temporaires	50 809	45 501
Placements	2 992 574	2 823 645
Intérêts et dividendes à recevoir sur les placements	1 404	1 466
	3 044 858	2 871 474

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que court la Société si les taux d'intérêt, les taux de change et les cours boursiers fluctuent et entraînent des gains ou des pertes. Le portefeuille de placement de la Société est géré par des gestionnaires externes qui ont le mandat de mitiger les risques de marché tout en respectant la politique de placement d'Investissement Québec et de ses filiales. Chaque trimestre, les gestionnaires doivent attester qu'ils se conforment aux dispositions de la politique. La Société évalue régulièrement leur performance.

Évaluation du risque de marché

En raison des placements classés comme disponibles à la vente, la Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, des devises et des cours boursiers. Afin de quantifier ce risque, le modèle de simulation de la valeur à risque (VaR) est un outil de gestion des risques du marché fréquemment utilisé dans l'industrie. La VaR représente la valeur maximale des pertes potentielles sur un horizon de temps, à un niveau de confiance déterminé.

Les actifs financiers, classés dans la catégorie des prêts et créances, qui portent intérêt à taux fixe n'impliquent pas un risque de taux d'intérêt puisque ceux-ci sont comptabilisés au coût après amortissement. En conséquence, une variation du taux d'intérêt n'a pas d'impact sur les résultats et sur les autres éléments du résultat étendu de l'exercice.

Les résultats de la VaR présentés ci-après simulent les pertes potentielles à partir des données quotidiennes de marché des deux dernières années. Le niveau de confiance est de 99 % et l'horizon de temps choisi est d'une journée.

VaR au 31 mars :

	2010
Taux d'intérêt	(488)
Devises	(1 337)
Cours boursiers	(4 696)
Diversification	1 130
	(5 391)

Risque structurel de taux d'intérêt (pour l'exercice terminé le 31 mars 2009)

Le risque de taux d'intérêt, tel que déterminé à l'exercice précédent, se définit comme l'incidence des variations des taux d'intérêt sur la valeur des titres à revenus fixes détenus par la Société. En cette matière, la politique de placement limite les titres à revenus fixes à une échéance moyenne inférieure ou égale à cinq ans. De plus, la durée moyenne du portefeuille obligataire ne peut dévier de plus de 0,25 année par rapport à l'indice de référence.

IQ Immigrants Investisseurs inc.

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel, sur le bénéfice net et sur le résultat étendu, d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points centésimaux des taux d'intérêt (au taux plancher de 0 % dans le cas d'une diminution).

Sensibilité au taux d'intérêt au 31 mars ⁽¹⁾ :

	2009
Augmentation du taux d'intérêt de 100 points centésimaux	
Impact sur le bénéfice net	-
Impact sur le résultat étendu	(2 679)
Diminution du taux d'intérêt de 100 points centésimaux	
Impact sur le bénéfice net	-
Impact sur le résultat étendu	2 772

(1) La sensibilité au taux d'intérêt au 31 mars 2010 est comprise dans le tableau de la VaR.

Risque structurel de devise (pour l'exercice terminé le 31 mars 2009)

La Société est exposée au risque de devise puisqu'une partie de ses placements est libellée en devises autres que le dollar canadien. En cette matière, la politique de placement définit des limites pour chaque classe d'actif, et ce, tant en terme de risque brut que de risque net (après considération des stratégies de couverture s'il y a lieu).

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel, sur le bénéfice net et sur le résultat étendu, d'une appréciation ou d'une dépréciation de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises dans lesquelles les placements de la Société sont libellés.

Sensibilité au taux de change au 31 mars ⁽¹⁾ :

	2009
Augmentation de 10 % du dollar canadien	
Impact sur le bénéfice net	-
Impact sur le résultat étendu	(3 969)
Diminution de 10 % du dollar canadien	
Impact sur le bénéfice net	-
Impact sur le résultat étendu	3 969

(1) La sensibilité au taux de change au 31 mars 2010 est comprise dans le tableau de la VaR.

Risque des cours boursiers (pour l'exercice terminé le 31 mars 2009)

Le risque des cours boursiers, tel que déterminé à l'exercice précédent, provient du fait que les variations des cours boursiers pourraient entraîner une baisse de valeur du portefeuille d'actions cotées détenu par la Société. La politique de placement encadre ce risque grâce à plusieurs limites qui visent à maximiser la diversification du portefeuille.

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel, sur le bénéfice net et sur le résultat étendu, d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue des cours boursiers de l'ordre de 20 %.

Sensibilité aux cours boursiers au 31 mars ⁽¹⁾ :

	2009
Augmentation des cours boursiers de 20 %	
Impact sur le bénéfice net	-
Impact sur le résultat étendu	17 479
Diminution des cours boursiers de 20 %	
Impact sur le bénéfice net	-
Impact sur le résultat étendu	(17 479)

(1) La sensibilité aux cours boursiers au 31 mars 2010 est comprise dans le tableau de la VaR.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est associé à la capacité de la Société à réunir les fonds nécessaires afin d'honorer ses engagements financiers. L'objectif de la gestion des liquidités vise à garantir l'accès à des fonds en temps opportun et de façon optimale et ce, dans le respect de la politique de placement d'Investissement Québec et de ses filiales approuvée par le conseil d'administration de la Société mère. Les principales sorties de fonds requises sont les remboursements des billets aux immigrants investisseurs. Ces déboursés sont couverts par les billets à recevoir du gouvernement du Québec qui ont les mêmes échéances.

IQ Immigrants Investisseurs inc.

15. Engagements

Dans le cours normal de ses activités, la Société contracte divers engagements. Ceux-ci représentent les montants des contributions financières non remboursables dont le déboursement n'a pas été autorisé, de même que les sommes affectées aux contributions financières à Emploi-Québec dont la dépense n'a pas été encourue par celui-ci. Le montant total de ces engagements ne représente pas nécessairement les besoins futurs de trésorerie, car certains de ceux-ci peuvent être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

Par ailleurs, la Société s'est engagée à verser des honoraires aux intermédiaires financiers pour le démarchage d'immigrants investisseurs, pour la recherche d'entreprises à recommander et pour la fermeture des dossiers des immigrants investisseurs.

Le montant des engagements se détaille comme suit :

	2010	2009
Contributions financières non remboursables – Entreprises	148 684	154 426
Honoraires d'intermédiaires financiers	45 629	35 307
	194 313	189 733
Les déboursements futurs estimés découlant des engagements se détaillent comme suit :		
Moins d'un an	89 285	81 566
De 1 à 2 ans	46 419	47 106
De 2 à 3 ans	34 190	35 039
De 3 à 4 ans	17 987	21 183
De 4 à 5 ans	6 432	4 839
	194 313	189 733

16. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Les opérations commerciales de la Société avec ces apparentés ont été conclues dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Toutes ces opérations, comptabilisées selon la valeur d'échange, ont été divulguées distinctement dans les états financiers.

17. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2009 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2010.

